LA COMMUNE

par Louise MICHEL

d'après le volume n°22 de la *Bibliothèque sociologique*

P.V. STOCK Éditeur

1898

Du mur des fusillés de mai 71, j'aurais voulu saluer les morts des hécatombes nouvelles, les martyrs de Montjuich, les égorgés d'Arménie, les foules écrasées d'Espagne, les multitudes fauchées à Milan et ailleurs, la Grèce vaincue, Cuba se relevant sans cesse, le généreux peuple des États-Unis qui, pour aider à la délivrance de l'ile héroïque, fait la guerre de liberté.

Puisqu'il n'est plus permis d'y parler hautement, c'est ce livre que je leur dédie; de chaque feuillet soulevé comme pierre d'une tombe s'échappe le souvenir des morts.

***Louise MICHEL,** Paris, le 1er juin 1898.*

AVANT-PROPOS

Quand la foule aujourd'hui muette,
Comme l'Océan grondera,
Qu'à mourir elle sera prête,
La Commune se lèvera.

Nous reviendrons foule sans nombre,
Nous viendrons par tous les chemins,
Spectres vengeurs sortant de l'ombre,
Nous viendrons nous serrant les mains.

La mort portera la bannière,
Le drapeau noir crêpe de sang;
Et pourpre fleurira la terre,
Libre sous le ciel flamboyant.

(L. M. Chanson des prisons, mai 71.)

La Commune à l'heure actuelle est au point pour l'histoire.

Les faits, à cette distance de vingt-cinq années, se dessinent, se groupent sous leur véritable aspect.

Dans les lointains de l'horizon, les événements s'amoncellent de la même manière aujourd'hui avec cette différence, qu'alors, surtout la France s'éveillait, et qu'aujourd'hui c'est le monde.

Quelques années avant sa fin, l'Empire râlant s'accrochait à tout, à la touffe d'herbe comme au rocher; le rocher lui-même croulait; l'Empire, les griffes saignantes, s'accrochait toujours, n'ayant plus au-dessous de lui que l'abîme, il durait encore.

La défaite, fut la montagne qui tombant avec lui l'écrasa.

Entre Sedan et le temps où nous sommes, les choses sont spectrales et nous-mêmes sommes des spectres ayant vécu à travers tant de morts.

Cette époque est le prologue du drame où changera l'axe des sociétés humaines. Nos langues imparfaites ne peuvent rendre l'impression magnifique et terrible du passé qui disparaît mêlé à l'avenir qui se lève. J'ai cherché surtout dans ce livre à faire revivre le drame de 71.

Un monde naissant sur les décombres d'un monde à son heure dernière.

Oui, le temps présent est bien semblable à la fin de l'Empire, avec un grandissement farouche des répressions, une plus féroce acuité de sanglantes horreurs, exhumées du cruel passé.

Comme si quoi que ce soit pouvait empêcher l'éternelle attirance du progrès! On ne peut pas tuer l'idée à coups de canon ni lui mettre les poucettes.

La fin se hâte d'autant plus que l'idéal réel apparaît, puissant et beau, davantage que toutes les fictions qui l'ont précédé.

Plus, aussi, le présent sera lourd, écrasant les foules, plus la hâte d'en sortir sera grande.

Écrire ce livre, c'est revivre les jours terribles où la liberté nous frôlant de son aile s'envola de l'abattoir; c'est rouvrir la fosse sanglante où, sous le dôme tragique de l'incendie s'endormit la Commune belle pour ses noces avec la mort, les noces rouges du martyre.

Dans cette grandeur terrible, pour son courage à l'heure suprême lui seront pardonnés les scrupules, les hésitations de son honnêteté profonde.

Dans les luttes à venir on ne retrouvera plus ces généreux scrupules, car à chaque défaite populaire, la foule est saignée comme les bêtes d'abattoir; ce qu'on trouvera, ce sera l'implacable devoir.

Les morts, du côté de Versailles furent une infinie poignée dont chacun eut des milliers de victimes, immolées à ses mânes; du côté de la Commune les victimes furent sans nom et sans nombre; on ne pouvait évaluer les monceaux de cadavres; les listes officielles en avouèrent trente mille, mais cent mille, et plus serait moins loin de la vérité.

Quoiqu'on fit disparaître les morts par charretées, il y en avait sans cesse de nouveaux amoncellements; pareils à des tas de blé prêts pour les semailles, ils étaient enfouis à la hâte. Seuls, les vols de mouches des charniers emplissant l'abattoir, épouvantèrent les égorgeurs.

Un instant, on avait espéré dans la paix de la délivrance, la *Marianne* de nos pères, la belle, que disaient-ils, la terre attendait et qu'elle attend toujours; nous l'espérons plus belle encore ayant tant tardé.

Rudes sont les étapes, elles ne seront point éternelles; ce qui est éternel c'est le progrès, mettant sur l'horizon un idéal nouveau, quand a été atteint celui qui la veille semblait utopie.

Aussi notre temps horrible eût semblé paradisiaque à ceux qui disputaient aux grands fauves la proie et le repaire.

Comme le temps des cavernes a passé, le nôtre sombrera; d'hier ou d'aujourd'hui, ils sont aussi morts l'un que l'autre.

Nous aimions en nos veillées des armes parler des luttes pour la liberté, aussi, à l'heure présente dans l'attente d'un germinal nouveau, nous dirons les jours de la Commune et les vingt-cinq ans qui semblent plus d'un siècle, de l'hécatombe de 71 à l'aube qui se lève.

Des temps héroïques commencent; les foules s'assemblent, comme au printemps les essaims d'abeilles; les bardes se lèvent chantant l'épopée nouvelle, c'est bien la veillée des armes où parlera le spectre de mai.

Londres, 20 mai 1898.

PREMIÈRE PARTIE:

L'AGONIE DE L'EMPIRE

1- LE RÉVEIL:

L'empire s'achevait, il tuait à son aise.
Dans sa chambre, où le seuil avait l'odeur du sang,
Il régnait; mais dans l'air soufflait la Marseillaise,
Rouge était le soleil levant.

(L. M. Chansons des geôles).

Dans la nuit d'épouvante qui depuis décembre couvrait le troisième Empire, la France semblait morte; mais aux époques où les nations dorment comme en des sépulcres, la vie en silence grandit et ramifie; les événements s'appellent, se répondent pareils à des échos; de la même manière qu'une corde en vibrant en fait vibrer une autre.

Des réveils grandioses succèdent à ces morts apparentes alors, et éclatent les transformations résultées des lentes évolutions.

Alors des effluves enveloppent les êtres, les groupent, les portent, si réellement que l'action semble précéder la volonté; les événements se précipitent, c'est l'heure où se trempent les cœurs comme dans la fournaise l'acier des épées.

Là-bas, par les cyclones, quand le ciel et la terre sont une seule nuit, où râlent comme des poitrines humaines les flots lançant, furieuses, aux rochers leurs griffes blanches d'écume, sous les hurlements du vent, on se sent vivre au fond des temps dans les éléments déchaînés.

Par les tourmentes révolutionnaires au contraire l'attirance est en avant.

L'épigraphe de ce chapitre rend l'impression qu'éprouvaient à la fin de l'Empire ceux qui se jetaient dans la lutte pour la liberté.

L'empire s'achevait, il tuait à son aise.
Dans sa chambre, où le seuil avait l'odeur du sang,
Il régnait; mais dans l'air soufflait la Marseillaise,
Rouge était le soleil levant.

La liberté passait sur le monde, l'*Internationale* était sa voix criant par dessus les frontières les revendications des déshérités.

Les complots policiers montraient leur trame ourdie chez Bonaparte: la république romaine égorgée, les expéditions de la Chine et du Mexique découvrant leurs hideux dessous; le souvenir des morts du coup-d'État, tout cela, constituait un triste cortège à celui que Victor Hugo appelait Napoléon le Petit: il avait du sang jusqu'au ventre de son cheval.

De partout, en raz-de-marée, la misère montait, et ce n'étaient pas les prêts de la société du prince impérial, qui y pouvaient grand'chose; Paris, pourtant, payait pour cette société de lourds impôts, et doit peut-être encore deux millions.

La terreur entourant l'Élysée en fête, la légende du premier Empire, les fameux sept millions de voix arrachés par la peur et la corruption formaient autour de Napoléon III un rempart réputé inaccessible.

L'homme aux yeux louches espérait durer toujours, le rempart pourtant se trouait de brèches, par celle de Sedan enfin passa la révolution.

Nul parmi nous ne pensait alors que rien pût égaler les crimes de l'Empire.

Ce temps et le nôtre se ressemblent suivant l'expression de Rochefort comme deux gouttes de sang. Dans cet enfer, comme aujourd'hui, les poètes chantaient l'épopée qu'on allait vivre et mourir; les uns en strophes ardentes, les autres avec un rire amer.

Combien de nos chansons d'alors seraient d'actualité.

Le pain est cher, l'argent est rare,
Haussmann fait hausser les loyers,
Le gouvernement est avare,
Seuls, les mouchards sont bien payés!
Fatigués de ce long carême
Qui pèse sur les pauvres gens,
Il se pourrait bien, tout de même,
Que nous prenions le mors aux dents!
Dansons la Bonaparte,
Ce n'est pas nous qui régalons,
Dansons la Bonaparte!
Nous mettrons sur la carte
Les violons.

J.-B. Clément.

Les mots ne faisaient pas peur pour jeter à la face du pouvoir ses ignominies.

La chanson de la *Badinguette* fit hurler de fureur les bandes impériales.

Amis du pouvoir,
Voulez-vous savoir
Comment Badinguette,
D'un coup de baguette,
Devint, par hasard,
Madame César?
La belle au fin fond de l'Espagne
Habitait.
Ah! la buveuse de Champagne
Qu'elle était!
Amis du pouvoir, etc...

Que mon peuple crie ou blasphème,
Je m'en fous !
Qui fut mouchard en Angleterre,
Puis bourreau,
Peut bien, sans déroger, se faire
Maquer...
Amis du pouvoir, etc...

Henri Rochefort.

Parmi les souvenirs joyeux de nos prisons, est la chanson de *la Badinguette* chantée un soir à pleines voix par cette masse de prisonnières que nous étions aux chantiers de Versailles; entre les deux lampes fumeuses qui éclairaient nos corps étendus à terre contre les murs.

Les soldats qui nous gardaient et pour qui l'Empire durait encore, eurent à la fois épouvante et fureur. Nous aurions, hurlaient-ils, une punition exemplaire pour insulte à S. M. L'*Empereur!*

Un autre refrain, celui-là ramassé par la foule, en secouant les loques impériales, avait également le pouvoir de mettre en rage nos vainqueurs.

A deux sous tout l'paquet:
L' pèr', la mèr' Badingue
Et l'petit Badinguet!

La conviction de la durée de l'Empire était si forte encore dans l'armée de Versailles, que comme certainement bien d'autres, j'en pus lire sur l'ordre de mise en jugement qui me fut signifié à la correction de Versailles: *«Vu le rapport et l'avis de M. le rapporteur et les conclusions de M. le Commissaire impérial, tendant au renvoi devant le 6ème conseil de guerre, etc...».*

Le gouvernement ne pensait pas que ce fût la peine de changer la formule.

Longtemps, la résignation des foules à souffrir nous indigna pendant les dernières années tourmentées de Napoléon III. Nous les enthousiastes de la délivrance, nous la vîmes si longtemps d'avance que notre impatience était plus grande. Des fragments me sont restés de cette époque.

A CEUX QUI VEULENT RESTER ESCLAVES

Puisque le peuple veut que l'aigle impériale
Plane sur son abjection,
Puisqu'il dort, écrasé sous la froide rafale
De l'éternelle oppression;

Puisqu'ils veulent toujours, eux tous que l'on égorge,
Tendre la poitrine au couteau,
Forçons, ô mes amis, l'horrible coupe-gorge,
Nous délivrerons le troupeau!

Un seul est légion quand il donne sa vie,
Quand à tous il a dit adieu:
Seul à seul nous irons, l'audace terrifie,
Nous avons le fer et le feu!

Assez de lâchetés, les lâches sont des traîtres;
Foule vile, bois, mange et dors;
Puisque tu veux attendre, attends, léchant tes maîtres.
N'as-tu donc pas assez de morts?

Le sang de tes enfants fait la terre vermeille,
Dors dans le charnier aux murs sourds.
Dors, voici s'amasser, abeille par abeille,
L'héroïque essaim des faubourgs!

Montmartre, Belleville, ô légions vaillantes,
Venez, c'est l'heure d'en finir.
Debout! la honte est lourde et pesantes les chaînes,
Debout! il est beau de mourir!

L. M.

Oh! combien il y avait longtemps qu'on eût voulu arracher son cœur saignant de sa poitrine pour le jeter à la face du monstre impérial!

Combien il y avait longtemps qu'on disait, froidement résolus, ces vers des *Châtiments:*

Harmodius, c'est l'heure.
Tu peux frapper cet homme avec tranquillité.

Ainsi on l'eût fait, comme on ôterait des rails une pierre encombrante.

La tyrannie alors n'avait qu'une tête, le songe de l'avenir nous enveloppait, l'*Homme de Décembre* nous semblait le seul obstacle à la liberté.

2- LA LITTÉRATURE A LA FIN DE L'EMPIRE - MANIFESTATIONS DE LA PAIX:

Venez, corbeaux. Venez sans nombre.
Vous serez tous rassasiés.

(L. M. Chansons de 78).

Les colères entassées fermentant dans le silence depuis vingt ans, grondaient de toutes parts; la pensée se déchaînait, les livres qui d'ordinaire n'entraient en France que secrètement, commençaient à s'éditer à Paris. L'Empire effrayé mettait un masque, il se faisait appeler *libéral;* mais personne n'y croyait, et chaque fois qu'il évoquait 89 on pensait à 52.

L'*Échéance de 69* de Rogeart résumait dès 66, le sentiment général.

«La déchéance de 69, disait-il, *est une date fatidique; il n'y a qu'une voix pour la chute de l'empire en 69. On attend la liberté comme les millénaires attendaient le retour du Messie. On le sait comme un astronome sait la loi d'une éclipse; il ne s'agit que de tirer sa montre et de regarder passer le phénomène en comptant les minutes qui "séparent encore la France de la lumière"».*

«Les causes profondes, disait encore Rogeart dans ce livre, *sont dans l'opposition constante et irrémédiable entre les tendances des gouvernements, et celles de la société; la violation permanente de tous les intérêts des gouvernés, la contradiction entre le dire et le faire des gouvernants.*

L'ostentation des principes de 89, et l'application de ceux de 52.

La nécessité pour les gouvernants, de la guerre et surtout de la guerre de conquête, principe vital d'une monarchie militaire et l'impopularité de la guerre de conquête, d'annexion, de pillage et d'invasion, dans un siècle travailleur, industriel, instruit, et un peu plus raisonnable que ses aînés.

La nécessité de la police politique et de la magistrature politique, dans un pays où le gouvernement est en lutte avec la nation, nécessité qui déshonore la magistrature et la police, console les malfaiteurs et décourage les honnêtes gens» **(1)**.

Rogeart ajoute dans le même ouvrage:

« Il y a une immense expansion du sentiment populaire, en même temps qu'une recrudescence de la répression impériale; or, si la compression augmente d'un côté pendant que l'expansion augmente de l'autre, il est clair, que la machine va sauter.

Je vois comme vous cette agonie, et je ne veux pas attendre.

L'opinion monte, c'est vrai, rapide, irrésistible, j'en conviens, mais pourquoi dire au flot: tu n'iras pas plus vite?

L'Empire se meurt, l'Empire est mort, c'est avec cela qu'on le fait durer: il s'agit de l'achever, et non de l'écouter râler; il ne faut pas lui tâter le pouls, mais lui sonner la dernière charge» **(1)**.

Antonin Dubost, depuis Garde des sceaux, Ministre de la justice de la 3me République, rapporteur de la loi scélérate, écrivait alors dans *Les Suspects*, ouvrage relatant les crimes de l'Empire:

«En écrivant leurs noms, il nous semblait voir leurs têtes tomber une à une sous la hache du bourreau. En nous livrant à cet acte de réparation, nous avons voulu venger la mémoire des morts.

L'heure était venue, où sans motif, sans explication, sans jugement ils allaient être jetés dans les geôles du pouvoir et transportés à Cayenne ou en Afrique» **(2)**.

Les financiers auxquels Napoléon III avait livré le Mexique, espéraient d'une autre guerre de conquête de nouvelles proies à dévorer. La guerre donna le coup de grâce à l'Empire. Il y eut des entraînements d'hommes, comme on fait pour les meutes, à l'époque des chasses; mais les fanfares des cuivres, les promesses de curée n'éveillaient pas les masses; l'Empire alors, entonna *la Marseillaise.* Elles se mirent debout, inconscientes, elles chantaient croyant qu'avec *la Marseillaise* elles auraient la liberté.

Des mouchards et des imbéciles hurlaient: *A Berlin, à Berlin!*

(1) Rogeart, *Échéance de 69,* chez V. Parent, 10, Montagne de Sion, 1866.

(2) Antonin Dubost, 1868.

A Berlin! répétaient les naïfs, s'imaginant qu'ils iraient là en chantant le *Rhin Allemand;* mais cette fois, il ne tint pas dans notre verre et ce fut notre sang où se marquèrent les pieds des chevaux.

Les financiers rentraient en scène; l'un d'eux, Jecker était le plus connu. Rochefort parle ainsi de lui, dans *Les Aventures de ma vie*.

«On sait, ou on ne sait peut-être plus, que ce financier, véreux comme du reste tous les financiers, avait prêté à un taux trois ou quatre cents fois usuraire, tout au plus quinze cent mille francs au gouvernement du Général Miramon, qui lui avait en échange reconnu soixante-quinze millions.

Lorsque le président de la République mexicaine, Juarez arriva au pouvoir, il refusa naturellement le paiement des billets à ordre dont les signatures avaient été aussi effrontément extorquées.

Jecker, muni de ses soixante-quinze millions en papier, alla trouver Morny, auquel il promit trente pour cent de commission s'il arrivait à persuader à l'Empereur d'exiger de Juarez l'exécution du traité passé avec Miramon.

En 1870, chargé de dépouiller les papiers trouvés aux Tuileries, laissées vides par la fuite de l'impératrice et de ses serviteurs, dont la plupart avaient juré de mourir pour elle, j'ai eu la preuve matérielle de cette complicité de Morny, qui moyennant la promesse à lui faite par Jecker de lui remettre vingt-deux millions sur les soixante-quinze, nous engagea dans une guerre liberticide, qui devait nous coûter plus d'un milliard et préparer Sedan.

Ce Jecker, qui était suisse, avait du jour au lendemain obtenu des lettres de naturalisation française, et c'est en son nom que la réclamation avait été présentée à l'intrépide Juarez. L'affaire a été du reste à peu près exactement recommencée sous couleur d'expédition tunisienne» **(3)**.

Un duel à l'américaine entre le journaliste Odysse Barot et le financier Jecker fit, quelque temps après la guerre du Mexique, d'autant plus de bruit que Barot qui était considéré d'avance comme mort ayant reçu une balle en pleine poitrine, se trouva tout à coup mieux et enfin se rétablit tout à fait pour proclamer que les ennemis de l'Empire avaient la vie dure. On vit depuis des entreprises financières plus monstrueuses encore que celles de ce temps. En face des entraînements pour la guerre, il y avait des manifestations pour la paix, composées d'étudiants, d'internationaux, de révolutionnaires.

Les vers suivants écrits une nuit après l'assommade en donnent l'idée.

MANIFESTATION DE LA PAIX

C'est le soir, on s'en va marchant en longues files.
Le long des boulevards, disant: la paix! la paix!
Dans l'ombre on est guetté par les meutes serviles.
O libert! ton jour ne viendra-t-il jamais?

Et les pavés, frappés par les lourds coups de canne,
Résonnent sourdement, le bandit veut durer;
Pour rafraîchir de sang son laurier qui se fane,
Il lui faut des combats, dût la France sombrer.

Maudit! de ton palais, sens-tu passer ces hommes?
C'est ta fin! Les vois-tu, dans un songe effrayant,
S'en aller dans Paris, pareils à des fantômes?
Entends-tu? dans Paris dont tu boiras le sang.

Et la marche, scandée avec son rythme étrange,
A travers l'assommade, ainsi qu'un grand troupeau,
Passe; et César brandit, centuple, sa phalange
Et pour frapper la France il fourbit son couteau.

Puisqu'il faut des combats, puisque l'on veut la guerre,
Peuples, le front courbé, plus tristes que la mort,
C'est contre les tyrans qu'ensemble il faut la faire:
Bonaparte et Guillaume auront le même sort.

(L. M. 1870.)

(3) H. Rochefort, *Aventures de ma vie,* 1er vol.

Rochefort ayant écrit dans *La Marseillaise* que la route jusqu'à Berlin ne serait pas une simple promenade militaire, les presses de ce journal furent brisées, par ces agents vêtus en travailleurs, que l'on appelait les blouses blanches et qui avec eux entraînaient des inconscients.

Pourtant, le cri: *La paix! la paix!* couvrit parfois celui des bandes impériales: *A Berlin, à Berlin!*

Paris de plus en plus se détachait de Bonaparte; l'aigle avait du plomb dans l'aile.

La révolution appelait tous ceux qui étaient jeunes, ardents, intelligents. - Oh! comme alors la République était belle!

La Lanterne de Rochefort errant à travers le coupe-gorge, en éclairait les profondeurs. Sur tout cela passait dans l'air la voix d'airain des *Châtiments*:

Sonne aujourd'hui le glas, bourdon de Notre-Dame,
Sonne aujourd'hui le glas et demain le tocsin.

Malon a tracé des derniers temps de l'Empire un tableau d'une grande réalité.

«Alors, dit-il, *la camisole de force dans laquelle étouffait l'humanité craquait de toutes parts; un frisson inconnu agite les deux mondes. Le peuple indien se révolte contre les capitalistes anglais. L'Amérique du Nord combat et triomphe pour l'affranchissement des noirs. L'Irlande et la Hongrie s'agitent.*

La Pologne est levée. L'opinion libérale en Russie, impose un commencement d'affranchissement des paysans slaves. Tandis que la jeune Russie enthousiasmée par les accents de Tchernichenski, de Herzen, de Bakounine, se fait propagandiste de la révolution sociale; l'Allemagne, qu'ont agitée Karl Marx, Lassale, Becker, Bebel, Liebknecht, entre dans le mouvement socialiste. Les ouvriers anglais, conservant le souvenir d'Ernest Jones et d'Owen sont en plein mouvement d'association. En Belgique, en Suisse, en Italie, en Espagne, les ouvriers s'aperçoivent que leurs politiciens les trompent et cherchent les moyens d'améliorer leur sort.

Les ouvriers français reviennent de la torpeur où les avaient plongés juin et décembre. - De toutes parts le mouvement s'accentue et les prolétaires s'unissent pour aider à la revendication de leurs aspirations vagues encore, mais ardentes» **(4)**.

Tous les hommes intelligents combattaient la guerre; Michelet écrivit à un journaliste de ses amis la lettre suivante pour être publiée:

«Cher Ami,

Personne ne veut de la guerre, on va la faire et faire croire à l'Europe que nous la voulons. Ceci est un coup de surprise et d'escamotage.

Des millions de paysans ont voté hier à l'aveugle. Pourquoi? croyant éviter une secousse qui les effrayait, est-ce qu'ils ont cru voter la guerre, la mort de leurs enfants?

Il est horrible qu'on abuse de ce vote irréfléchi.

Mais le comble de la honte, la mort de la morale serait que la France se laissât faire à ce point contre tous ses sentiments, contre tous ses intérêts. Faisons notre plébiscite et celui-ci sérieux; consultons à l'aise des classes les plus riches aux classes les plus pauvres; des urbains aux paysans; consultons la nation, prenons ceux qui tout à l'heure, ont fait cette majorité oublieuse de ses promesses; à chacun d'eux, on a dit: ''Oui! mais surtout point de guerre!"

Ils ne s'en souviennent pas, la France s'en souvient; elle signera avec nous une adresse de fraternité pour l'Europe, de respect pour l'indépendance espagnole.

Plantons le drapeau de la paix. Guerre à ceux-là seuls qui pourraient vouloir la guerre en ce monde» **(5)**.

Le grand historien ne pouvait l'ignorer, ceux qui possèdent la force n'ont pas coutume de se rendre au raisonnement. La force employée au service du droit contre Napoléon III et Bismark, pouvait seule arrêter leur complot contre tant de vies humaines jetées en pâture aux corbeaux.

Le 15 juillet, la guerre était déclarée! Le maréchal Lebeuf annonçait le lendemain que rien ne manquait à l'armée, pas même un bouton de guêtre!

---

(4) J.-B. Malon, *Troisième défaite du prolétariat,* p.2.

(5) Michelet, 10 juillet 1870.

3- L'INTERNATIONALE - FONDATION ET PROCÈS - PROTESTATIONS DES INTERNATIONAUX CONTRE LA GUERRE:

Les Polonais souffrent, mais il y a par le monde
une grande nation plus opprimée, c'est le prolétariat.
(Meeting du 28 septembre 1864.)

Le 28 septembre 1864, à Saint-Martin-Hall, à Londres, eut lieu un meeting convoqué à l'occasion de la Pologne; des délégués de toutes les parties du monde firent de la détresse des travailleurs un tableau tel que la résolution fut prise de considérer les douleurs générales de l'humanité comme rentrant dans la cause commune des déshérités.

Ainsi naquit l'Internationale à son heure; et, grâce à ses procès pendant les dernières années de l'Empire, elle se développa avec rapidité.

Quand, tout près de 71, on montait l'escalier poussiéreux de cette maison de la Corderie du Temple, où les sections de l'Internationale se réunissaient, il semblait gravir les degrés d'un temple. C'était un temple, en effet, celui de la paix du monde dans la liberté.

L'Internationale avait publié ses manifestes dans tous les journaux d'Europe et d'Amérique. Mais l'Empire inquiet, comme s'il se fût jugé lui-même, s'avisa de la considérer comme société secrète.

Elle l'était si peu, que les sections s'étaient publiquement organisées, ce qui fut quand même qualifié de groupement clandestin.

Les internationaux, déclarés des malfaiteurs, ennemis de l'État, comparurent pour la première fois le 26 mars 1868, devant le tribunal correctionnel de Paris, 6ème chambre, sous la présidence de Delesveaux. Les accusés étaient au nombre de quinze: Chémalé, Tolain, Héligon, Murat, Camélinat, Perrachon, Fournaise, Dantier, Gautier, Bellamy, Gérardin, Bastier, Guyard, Delahaye, Delorme.

Les pièces saisies paraissaient extrêmement dangereuses pour la sûreté de l'État. Malheureusement, il n'en était rien. Tolain présenta ainsi les conclusions générales des accusés.

«Ce que vous venez d'entendre de la part du Ministère public est la preuve la plus grande du danger que courent les travailleurs, quand ils cherchent à étudier les questions qui embrassent leurs plus chers intérêts, à s'éclairer mutuellement; enfin, à reconnaître les voies dans lesquelles ils marchent en aveugles.
Quoi qu'ils fassent, de quelques précautions qu'ils s'entourent, quelles que soient leur prudence et leur bonne foi, ils sont toujours menacés, poursuivis, et tombent sous l'application de la loi».

Ils y tombèrent cette fois-là, comme toujours, mais la condamnation fut relativement douce, comparée à celles qui suivirent.

Chacun des accusés eut cent francs d'amende et l'Internationale fut déclarée dissoute, ce qui était le meilleur moyen de la multiplier.

On en rappelait, à cette époque, des jugements, les tribunaux étant la seule tribune en France; à ces appels étaient exposés les principes de l'Internationale; ses adhérents déclaraient ne plus vouloir employer leur énergie à faire le triage des maîtres ni combattre pour le choix des tyrans; chaque individu était libre dans le libre groupement.

Ce fut une chose émouvante que ces quelques hommes se dressant devant l'Empire en ses tribunaux. Tolain, qui présentait d'ordinaire les conclusions, termina ainsi cette fois:

«Le mot d'arbitraire, dit-il, *vous blesse. Eh bien. Pourtant, que nous est-il arrivé? Un jour, un fonctionnaire s'est levé avec l'esprit morose, un incident a rappelé à sa mémoire l'Association internationale, et même ce jour-là il voyait tout en noir, d'innocents que nous étions la veille, nous sommes devenus coupables sans le savoir: alors, au milieu de la nuit, on a envahi le domicile de ceux qu'on supposait être les chefs, comme si nous conduisions nos adhérents, tandis qu'au contraire, tous nos efforts tendent à nous inspirer de leur esprit, et à exécuter leurs décisions, on a tout fouillé et saisi ce qui pouvait être suspecté; on n'a rien trouvé qui pût servir de base à une accusation quelconque.*

On ne trouve sur le compte de l'Internationale que ce qui était connu de tout le monde, ce qui a été jeté aux quatre vents de la publicité.

Avouez donc qu'en ce moment on nous fait un procès de tendance, non pour les délits que nous avons commis, mais pour ceux qu'on croit que nous pourrions commettre».

Ne croirait-on pas assister aux procès modernes de libertaires, dits également procès de malfaiteurs?

Le jugement fut confirmé, quoique à la connaissance de tous les documents considérés comme secrets eussent tous été publiés.

La propagande faite par le tribunal rendit l'Internationale plus populaire encore, et le 23 mai suivant, de nouveaux prévenus comparurent sous les mêmes accusations, atteignant presque les perfidies de la loi scélérate.

C'étaient Varlin, Malon, Humber, Grandjean, Bourdon, Charbonneau, Combault, Sandrin, Moilin.

Ils déclarèrent appartenir à l'Internationale dont ils étaient actifs propagateurs, et Combault affirma que, dans ses convictions, les travailleurs avaient le droit de s'occuper de leurs propres affaires. Delesveaux s'écria: *«C'est la lutte contre la justice!». «C'est, au contraire, la lutte pour la justice!»*, répondit Combault, approuvé par ses coaccusés. Les citations prises par les juges dans les papiers saisis se retournaient contre eux; telle fut la lettre du docteur Pallay de l'Université d'Oxford, disant que la misère ne doit pas disparaître par l'extinction des malheureux, mais par la participation de tous à la vie. *«L'Antiquité,* disait-il, *est morte d'avoir conservé dans ses flancs la plaie de l'esclavage. L'ère moderne fera son temps, si elle persiste à croire que tous doivent travailler et s'imposer des privations, pour procurer le luxe à quelques-uns».*

L'Internationale ayant été, comme d'ordinaire, déclarée dissoute et les accusés condamnés chacun à trois mois de prison et cent francs d'amende, on pressentait un autre procès. Les registres de l'Internationale avaient été gardés par le juge d'instruction. Combault, Murat et Tolain rétablirent de mémoire leur comptabilité, dans une lettre publiée par *le Réveil* (circonstance aggravante servant à prouver que l'Internationale s'entourait de mystères, et disposait de la publicité). Voici maintenant les grands procès.

Le nombre des internationaux augmentant en raison directe de chaque dissolution de la société, il y eut au dernier trente-sept accusés, quoique par je ne sais quel penchant aux séries exactes, on l'appelât le procès des trente.

Ils étaient divisés en deux catégories, ceux qui étaient considérés comme les chefs et ceux qu'on regardait comme affiliés, sans qu'on se rendit bien compte pourquoi, puisque les accusations signalaient les mêmes faits.

La première catégorie se composait de Varlin, Malon, Murat, Johannard, Pindy, Combault, Héligon, Avrial, Sabourdy, Colmia dit Franquin, Passedouet, Rocher, Assi, Langevin, Pagnerre, Robin, Leblanc Carle, Allard.

La seconde : Theisz, Collot, Germain Casse, Ducauquie, Flahaut, Landeck, Chalain, Ansel, Berthin, Boyer, Cirode, Delacour, Durand, Duval, Fournaise, Frankel, Cirot, Malzieux.

L'avocat général était Aulois. Les défenseurs Lachaux, Bigot, Lenté, Rousselle, Laurier qui devait présenter les considérations générales.

On entendit de terribles détails sur les résultats des perquisitions; le danger qu'il y avait à laisser impunis les criminels qui menaçaient l'État, la famille, la propriété, la patrie et Napoléon III par dessus le marché.

Il y avait eu discours violents, rapports sur les grèves insérés à *la Marseillaise, Moniteur de l'insurrection*.

Varlin avait dit, le 29 avril 70, salle de la Marseillaise: *«Déjà l'internationale a vaincu les préjugés de peuple à peuple. Nous savons à quoi nous en tenir sur la Providence qui a toujours penché du côté des millions. Le bon Dieu a fait son temps, en voilà assez: nous faisons appel à tous ceux qui souffrent et qui luttent; nous sommes la force et le droit; nous devons nous suffire à nous-mêmes. C'est contre l'ordre juridique, économique et religieux que doivent tendre nos efforts».*

Les accusés approuvèrent. Combault s'écria: *«Nous voulons la révolution sociale et toutes ses conséquences!»*

Les trois mille personnes entassées dans la salle se levèrent et applaudirent, et le tribunal affolé fit une effrayante mixture des mots de picrate de potasse, nitroglycérine, bombes, etc..., entre les mains d'une poignée d'individus, etc...

«L'Internationale, dit Avrial, *est non une poignée d'individus, mais la grande masse ouvrière revendiquant ses droits; c'est l'âpreté de l'exploitation qui nous pousse à la révolte».*

Il y avait dans certaines lettres saisies des appréciations qui furent confondues avec les accusations sans que l'on comprit bien ce que cela signifiait.

Dans une lettre de Hins se trouvait le passage suivant, qui était prophétique: *«Je ne comprends pas cette course au clocher des pouvoirs de la part des sections de l'Internationale. Pourquoi voulez-vous entrer dans ces gouvernements? Compagnons, ne suivons pas cette marche».*

Des adhésions eurent lieu à la face du tribunal. *«Je ne suis pas de l'Internationale,* déclare Assi, *mais j'espère bien en faire partie un jour».* Ce fut son admission.

Une accusation de complot contre la vie de Napoléon III fut abandonnée par prudence; l'idée était dans l'air, on craignait d'évoquer l'événement.

Le trouble du procureur général était si grand qu'il traita de signes mystérieux les mots de métier employés dans une lettre saisie par le cabinet noir; le mot *compagnons* usité en Belgique fut incriminé. Germain Casse et Combault exprimèrent la pensée générale des accusés.

«Nous ne chercherons pas par un mensonge, dit Germain Casse, *à échapper à quelques mois de prison; la loi n'est plus qu'une arme mise au service de la vengeance et de la passion; elle n'a pas droit au respect. Nous la voulons soumise à la justice et à l'égalité»*. Il termine ainsi: *«Permettez-moi, monsieur l'avocat général, de vous retourner le mot de mon ami Mallet, ne touchez pas à la hache, l'arme est lourde, votre main est débile et notre tronc est noueux».*

Combault réfutant l'assertion du tribunal, qu'il y avait dans l'Internationale des chefs et des dirigés dit:

«Chacun de nous est libre et agit librement; il n'y a aucune pression de pensée, entre les Internationaux... J'ai d'autant plus de peine à comprendre la persistance du ministère public à nous accuser de ce que nous n'avons pas fait, qu'il pourrait largement nous accuser avec ce que nous reconnaissons avoir fait. La propagande de l'Internationale, en dépit des articles 291 et 292 que nous violons ouvertement, la dissolution de la société ayant été décrétée. Malgré cette dissolution, le bureau de Paris continue à se réunir.

Pour ma part, je ne me suis jamais trouvé aussi fréquemment avec les membres de ce bureau que dans ces trois mois écoulés entre le 15 juillet et le 15 octobre 1868.

Chacun de nous agissait de son côté: nous n'avons pas de chaînes; chacun développe individuellement ses forces».

Ce procès fut passionnant entre tous. Chalin présentant la défense collective, affirma que condamner l'Internationale, c'était se heurter au prolétariat du monde entier.

Des centaines de mille adhérents nouveaux ont répondu à l'appel, en quelques semaines, au moment où tous les délégués étaient prisonniers ou proscrits.

«Il y a, en ce moment, dit-il, une sorte de sainte alliance des gouvernements et des réactionnaires contre l'Internationale.

Que les monarchistes et les conservateurs le savent bien, elle est l'expression d'une revendication sociale trop juste, et trop conforme aux aspirations contemporaines pour tomber avant d'avoir atteint son but.

Les prolétaires sont las de la résignation, ils sont las de voir leurs tentatives d'émancipation toujours réprimées, toujours suivies de répressions; ils sont las d'être les victimes du parasitisme, de se voir condamner au travail sans espoir, à une subalternisation sans limites, de voir toute leur vie dévorée par la fatigue et les privations, las de ramasser quelques miettes d'un banquet dont ils font tous les frais.

Ce que veut le peuple, c'est d'abord de se gouverner lui-même sans intermédiaire et surtout sans sauveur, c'est la liberté complète.

Quel que soit votre verdict, nous continuerons comme par le passé à conformer ouvertement nos acte à nos convictions».

Après les insultes de l'avocat impérial, Combaults ajoute:

«C'est un duel à mort entre nous et la loi: la loi succombera, parce qu'elle est mauvaise. Si en 68, alors que nous étions en petit nombre, vous n'avez pas réussi à nous tuer, croyez-vous pouvoir le faire, maintenant que nous sommes des milliers? Vous pouvez frapper les hommes, vous n'éteindrez pas l'idée, parce que l'idée survit à toute espèce de persécutions».

Les condamnations suivirent: - A un an de prison et 100 francs d'amende: Varlin, Malon, Pindy, Combault, Héligon, Murat, Johannard. A deux mois de prison et 25 francs d'amende: Avrial, Sabourdy, Colmia dit Franquin, Passedouet, Rocher, Langevin, Pagnerie, Robin, Leblanc, Carle, Allard, Theisz, Collot, Germain Casse, Chalain, Mangold, Ansel, Bertin, Royer, Cirode, Delacour, Durand, Duval, Fournaise, Giot, Malzieux. - Assi, Ducanquie, Flahautet Landeck furent acquittés.

Tous solidairement privés de leurs droits civils et condamnés aux dépens.

Ceux des internationaux qui avaient à subir une année d'emprisonnement ne l'achevèrent pas, les événements les délivrèrent.

Ces hommes si fermes devant la justice impériale devaient avec les révolutionnaires, blanquistes et orateurs des clubs, composer *la Commune*, où la légalité, le fardeau du pouvoir, anéantirent leur énergie, jusqu'au moment où, redevenus libres par la lutte suprême, ils reprirent leur puissance de volonté.

La France était déjà sous l'Empire le pays le moins libre de l'Europe.

Tolain, délégué en 68 au congrès de Bruxelles, dit avec raison qu'il fallait beaucoup de prudence dans une contrée où n'existait *«ni liberté de réunion, ni liberté d'association»*; mais, ajoute-t-il: *«Si l'Internationale n'existe plus officiellement à Paris, tous nous restons membres de la grande association, dussions-nous y être affiliés isolément à Londres, à Bruxelles ou à Genève; nous espérons que du congrès de Bruxelles, sortira une alliance solennelle des travailleurs de tous les pays, contre la guerre qui n'a jamais été faite qu'à l'avantage des tyrans contre la liberté des peuples».*

Partout, en effet, des protestations étaient faites contre la guerre. Les internationaux français envoyèrent aux travailleurs allemands, celle qui suit:

«Frères d'Allemagne,
Au nom de la paix, n'écoutez pas les voix stipendiées ou serviles qui chercheraient à vous tromper sur le véritable esprit de la France.
Restez sourds à des provocations insensées, car la guerre entre nous serait une guerre fratricide.
Restez calmes comme peut le faire sans compromettre sa dignité un grand peuple courageux.
Nos divisions n'amèneraient des deux côtés du Rhin que le triomphe complet du despotisme.
Frères d'Espagne, nous aussi, il y a vingt ans, nous crûmes voir poindre l'aube de la liberté; que l'histoire de nos fautes vous serve au moins d'exemple. Maîtres aujourd'hui de vos destinées, ne vous courbez pas comme nous sous une nouvelle tutelle.
L'indépendance que vous avez conquise déjà scellée de notre sang, est le souverain bien, sa perte, croyez-nous, est pour les peuples majeurs la cause des regrets les plus poignants.
Travailleurs de tous les pays, quoi qu'il arrive de nos efforts communs, nous, membres de l'Internationale des travailleurs, qui ne connaissons plus de frontières, nous vous adressons, comme un gage de solidarité indissoluble les vœux et les saluts des travailleurs de France.

Les Internationaux français».

Les internationaux allemands répondirent:

« Frères de France,
Nous aussi, nous voulons la paix, le travail et la liberté, c'est pourquoi nous nous associons de tout notre cœur à votre protestation, inspirée d'un ardent enthousiasme contre tous les obstacles mis à notre développement pacifique, principalement par les sauvages guerres. Animés de sentiments fraternels, nous unissons nos mains aux vôtres et nous vous affirmons comme des hommes d'honneur qui ne savent pas mentir, qu'il ne se trouve pas dans nos cœurs la moindre haine nationale, que nous subissons la force, et n'entrons que contraints et forcés dans les bandes guerrières qui vont répandre la misère et la ruine dans les champs paisibles de nos pays.

Nous aussi, nous sommes hommes de combat, mais nous voulons combattre en travaillant pacifiquement et de toutes nos forces pour le bien des nôtres et de l'humanité; nous voulons combattre pour la liberté, l'égalité et la fraternité, combattre contre le despotisme des tyrans qui oppriment la sainte liberté, contre le mensonge et la perfidie, de quelque part qu'ils viennent.

Solennellement, nous vous promettons, que ni le bruit des tambours, ni le tonnerre des canons, ni victoire, ni défaite, ne nous détourneront de notre travail pour l'union des prolétaires de tous les pays.

Nous aussi, nous ne connaissons plus de frontières parce que nous savons que des deux côtés du Rhin, que dans la vieille Europe, comme dans la jeune Amérique, vivent nos frères, avec lesquels nous sommes prêts à aller à la mort, pour le but de nos efforts: la république sociale. Vivent la paix, le travail, la liberté!

Au nom des membres de l'Association internationale des travailleurs à Berlin,
Gustave Kwasniewski».

Au manifeste des travailleurs français était joint cet autre:

«AUX TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS,

Travailleurs,

Nous protestons contre la destruction systématique de la race humaine, contre la dilapidation de l'or du Peuple qui ne doit servir qu'à féconder le sol et l'industrie, contre le sang répandu pour la satisfaction odieuse de vanité, d'amour-propre, d'ambitions monarchiques froissées et inassouvies.

Oui, de toute notre énergie nous protestons contre la guerre, comme hommes, comme citoyens, comme travailleurs.

La guerre, c'est le réveil des instincts sauvages et des haines nationales.

La guerre, c'est le moyen détourné des gouvernants pour étouffer les libertés publiques.

Les Internationaux français».

Ces justes revendications furent étouffées par les clameurs guerrières des bandes impériales des deux pays, poussant devant elles vers l'abattoir commun, le troupeau français et le troupeau allemand.

Puisse le sang des prolétaires des deux pays cimenter l'alliance des peuples contre leurs oppresseurs!

4- ENTERREMENT DE VICTOR NOIR. L'AFFAIRE RACONTÉE PAR ROCHEFORT.

Nous étions trois cent mille étouffant nos sanglots,
Prêts à mourir debout devant les chassepots.
(Chanson de Victor Noir, 1870).

L'an 70 s'ouvre tragique sur l'assassinat de Victor Noir par Pierre Bonaparte à sa maison d'Auteuil où il s'était rendu avec Ulrich de Fonvielle comme témoin de Paschal Grousset.

Ce crime froidement accompli mit le comble à l'horreur qu'inspiraient les Bonaparte.

Comme le taureau du cirque remue sa peau percée de dards, la foule frissonnait.

Les funérailles de Victor Noir semblaient indiquées pour amener la solution. Le meurtre était un de ces événements fatidiques qui abattent la tyrannie la plus fortement assise.

Presque tous ceux qui se rendirent aux funérailles, pensaient rentrer chez eux ou en république ou n'y pas rentrer du tout.

On s'était armé de tout ce qui pouvait servir pour une lutte à mort, depuis le revolver jusqu'au compas.

Il semblait qu'on allât enfin se jeter à la gorge du monstre impérial.

J'avais pour ma part un poignard volé chez mon oncle il y avait quelque temps déjà, en rêvant d'Harmodius, et j'étais en homme pour ne pas gêner ni être gênée.

Les blanquistes, bon nombre de révolutionnaires, tous ceux de Montmartre étaient armés; la mort passait dans l'air, on voyait la délivrance prochaine.

Du côté de l'Empire, toutes les forces avaient été appelées; semblable déplacement n'avait point été vu depuis décembre.

Le cortège s'allongeait immense, répandant autour de lui une sorte de terreur; à certains endroits d'étranges impressions passaient; on avait froid et les yeux brûlaient comme s'ils eussent été de flamme; il semblait être une force à laquelle rien ne résisterait; déjà on voyait la république triomphante.

Mais pendant le trajet, le vieux Delescluze qui pourtant sut mourir héroïquement quelques mois après, se souvint de décembre, et craignant le sacrifice inutile de tant de milliers d'hommes, il dissuada Rochefort de promener le corps dans Paris, se rattachant à l'opinion de ceux qui voulaient le conduire au cimetière. Qui peut dire si le sacrifice eût été inutile? Tous croyaient que l'Empire attaquait et se tenaient prêts.

La moitié des délégués des chambres syndicales était d'opinion de porter le corps dans Paris jusqu'à la *Marseillaise*. l'autre moitié de suivre la route du cimetière.

Louis Noir qu'on croyait pencher pour la vengeance immédiate, trancha la question en déclarant qu'il ne voulait pas pour son frère de funérailles sanglantes.

Ceux qui voulaient porter le corps dans Paris se refusèrent d'abord à obéir.

Les volontés étaient si partagées qu'il y eut un moment où la foule moutonna, les vagues humaines montaient l'une sur l'autre formant entre elles de larges vides.

La tête basse, on rentra, toujours sous l'Empire; quelques-uns songeaient à se tuer, puis ils réfléchirent que la multiplicité des crimes impériaux multiplierait aussi les occasions de délivrance.

Celle-là était bien belle, mais l'opinion la plus générale fut que l'égorgement eût résulté de cette tentative désespérée, toutes les forces impériales étant prêtes.

Varlin, brave autant que Delescluze, écrivit de sa prison que si la lutte eût été engagée ce jour-là, les plus ardents soldats de la révolution eussent péri et félicita Rochefort et Delescluze de s'être rangés à cet avis.

Pierre Bonaparte fut mis en jugement à Tours en juin 70, jugement de comédie, où fut rendu l'arrêt dérisoire de 25.000 francs d'indemnité à la famille de Victor Noir, ce qui ajoute encore à l'horreur du crime.

Plus que qui que ce soit, Rochefort fut mêlé à l'affaire Victor Noir; c'est pourquoi son récit sera plus intéressant.

La brouille de Pierre Bonaparte avec la famille de Napoléon 3ème n'était pas un secret. Badingue avait insulté son parent besoigneux, qui le suppliait d'acheter sa propriété de Corse et lui avait reproché l'illégitimité de ses enfants.

Pierre Bonaparte s'était vengé en insultant à l'alliance de son cousin avec mademoiselle de Montijo.

Le monde politique, dit Rochefort, *était parfaitement au courant de cette haine de famille et il (Pierre Bonaparte) en était presque devenu intéressant. Aussi fus-je très surpris de recevoir à mon journal "La Marseillaise" une lettre ainsi conçue:*

"Monsieur,

Après avoir outragé l'un après l'autre chacun des miens et n'avoir épargné ni les femmes ni les enfants, vous m'insultez par la plume d'un de vos manœuvres, c'est tout naturel et mon tour devait arriver.

Seulement, j'ai peut-être un avantage sur la plupart de ceux qui portent mon nom, c'est d'être un simple particulier tout en étant un Bonaparte.

Je viens donc vous demander si votre encrier est garanti par votre poitrine et je vous avoue que je n'ai qu'une médiocre confiance dans l'issue de ma démarche.

J'apprends, en effet, par les journaux, que vos électeurs vous ont donné le mandat impératif de refuser toute réparation d'honneur et de conserver votre précieuse existence.

Néanmoins, j'ose tenter l'aventure, dans l'espoir qu'un faible reste de sentiments français vous fera départir en ma faveur des mesures de précautions dans lesquelles vous vous êtes réfugié.

Si donc, par hasard, vous consentez à tirer les verrous protecteurs qui rendent votre honorable personne deux fois inviolable, vous ne me trouverez ni dans un palais ni dans un château.

J'habite tout bonnement 59, rue d'Auteuil, et je vous promets que si vous vous présentez, on ne vous dira pas que je suis sorti.

En attendant votre réponse, monsieur, j'ai encore l'honneur de vous saluer.

Pierre-Napoléon Bonaparte".

Cette lettre, en même temps que très injurieuse, était tout à fait incorrecte au point de vue de ce qu'on est convenu d'appeler une provocation. L'article qui l'avait motivée n'était pas de moi, mais d'un de mes collaborateurs, Ernest Lavigne; il répondait en termes presque modérés à un passage d'un document signé Pierre Bonaparte et où on lisait cette phrase ignoble au sujet des républicains:

"Que de vaillants soldats, d'adroits chasseurs, de hardis marins, de laborieux agriculteurs, la Corse ne compte-t-elle pas qui abominent les sacrilèges et qui leur eussent déjà mis les tripes aux champs si on ne les eût retenus!"

En second lieu, quand on désire une satisfaction par les armes, on écrit à son insulteur:

"Je me considère comme offensé par tel ou tel alinéa de votre article et je vous envoie deux de mes amis que je vous prie de vouloir bien mettre en rapport avec les vôtres".

Pierre Bonaparte, qui avait été à Rome condamné pour un meurtre commis en Italie, s'était battu assez souvent pour savoir que les affaires d'honneur se règlent par l'entremise de témoins et non entre les adversaires eux-mêmes.

Cette étrange façon de m'attirer chez lui, où je n avais rien à faire, en ayant soin de m'indiquer que je ne le trouverais ni dans un palais, ni dans un château, ressemblait à un guet-apens dans lequel, à force d'outrages, il avait évidemment espéré me faire tomber.

En effet, ses impertinences n'avaient aucune raison d'être, attendu que je n'avais jamais refusé de me battre et que c'était précisément parce que je m'étais trop battu, que dans une réunion électorale à laquelle je n'assistais même pas, les électeurs avaient voté un ordre du jour m'enjoignant de ne pas recommencer.

Comme il était particulier que le Bonaparte qui me demandait raison au nom de sa famille, fût celui qui avait lui-même reproché injurieusement à Napoléon III sa mésalliance, c'est-à-dire son mariage avec mademoiselle de Montijo. D'où venait donc ce revirement subit? Il est facile de le deviner. Le prince Pierre ne s'était que momentanément drapé dans sa dignité de proscrit; il avait eu assez de brouet noir et, avec un grand bon sens, avait pensé que le procédé le plus sûr pour se raccommoder avec son cousin était de le débarrasser de moi.

Mais j'étais jeune et leste, je tirais sinon bien, au moins assez dangereusement l'épée. Il était lui-même fort épaissi, souffrant de la goutte, et si je l'avais "mouché", comme on dit, c'eût été, comme on dit encore, un sale coup pour la fanfare bonapartiste.

Le fait est, - et c'est là pour sa mémoire le point grave de l'aventure - qu'après m'avoir adressé directement la plus violente des provocations, il n'avait pas même constitué ses témoins. Donc, ce qu'il attendait son domicile, où il m'appelait, ce n'étaient pas les miens, c'était moi-même.

C'est seulement plus tard, en relisant sa lettre après l'assassinat de Noir, que je compris tout ce qu'elle dissimulait de perfidie; mais, au premier moment, je n'y vis qu'une bordée d'injures et je demandais à Millière et Arthur Arnould, mes deux collaborateurs, d'aller s'aboucher avec lui pour une rencontre immédiate.

J'aurais compris que M. Ernest Lavigne, auteur et signataire de la lettre que je ne connaissais même pas, prétendit se substituer à moi, ce que je lui aurais d'ailleurs refusé; mais je me suis souvent demandé à quelle obsession a obéi notre collaborateur Paschal Grousset, en adressant à son tour ses témoins au Prince Pierre Bonaparte qui ne l'avait pas nommé et n'avait aucune raison de s'occuper de lui.

C'était, paraît-il, comme correspondant du journal corse "la Revanche" mis en cause par le cousin de l'Empereur que Paschal Grousset avait pris sur lui de risquer cette démarche qui ne pouvait aboutir, attendu que c'était bien évidemment à ma personnalité et à nulle autre qu'en voulait le prince qui s'improvisait le vengeur de toute sa famille.

Victor Noir qui fut assassiné n'était donc pas, comme on l'a généralement cru et souvent répété, mon témoin, mais celui de notre collaborateur Grousset qui l'avait envoyé à Auteuil avec Ulrich de Fonvielle sans même m'en prévenir.

Ce fut seulement dans la journée que j'appris cette démarche qui retardait et contrecarrait la mienne. Cependant, comme j'étais sûr que Pierre Bonaparte ne tiendrait aucun compte de cette nouvelle demande de réparation, j'attendais au Corps législatif le retour de mes témoins Millière et Arnould qui devaient tout décider avec ceux du prince pour le duel du lendemain.

Je montrai à plusieurs membres de la gauche la lettre de provocation qu'il m'avait adressée et Emmanuel Arago y soupçonna tout de suite un traquenard.

Prenez bien vos précautions sur le terrain, me dit-il, et surtout n'allez pas vous-même chez lui; il a déjà eu de fâcheuses affaires.

L'affaire eût été fâcheuse en effet, car les témoins de Paschal Grousset le trouvèrent dans son salon attendant en robe de chambre, un revolver tout armé dans la poche, non pas eux mais moi, en m'invitant dans les termes qu'on a lus à me présenter chez lui; il avait certainement compté que ses insultes exaspéreraient la violence qu'il me supposait et dont je venais de donner la preuve en soufflétant l'imprimeur Rochette.

Il était donc là toujours sans témoins quand il aurait dû régulièrement en choisir avant même de m'avoir écrit sa lettre provocatrice, et que, en tout cas, il eût été tenu de les désigner aussitôt après. Quelle eût été, en effet, sa posture si je lui avais envoyé mes amis pour lui dire, comme c'était d'ailleurs mon intention et mon habitude, n'ayant jamais fait trainer ces choses-là: "Partons tout de suite".

Il eût donc été contraint de répondre: "Attendez, faut d'abord que je cherche deux personnes décidées à m'assister". Ce qui, après ses bravades, eût été pour lui à la fois honteux et ridicule.

Ma conviction, dès que l'événement se fut produit, se forma sans hésitation aucune; il n'avait jamais voulu se battre avec moi et avait tout carrément décidé de me tuer pour rentrer dans les bonnes grâces de l'empereur et surtout de l'impératrice.

Après le 4 septembre, un ancien serviteur du château des Tuileries me confia même, que non pas Napoléon 3 mais sa femme était au courant des projets de son cousin par alliance.

Ce familier me nomma un autre membre de la famille qui avait servi d'intermédiaire entre l'Espagne et le prince corse. Toutefois, cette information, à la rigueur vraisemblable, n'ayant été corroborée par aucun autre témoignage ni preuve écrite, je n'y ai attaché qu'une importance minime.

Vers cinq heures du soir je me disposais à quitter le Palais Bourbon pour aller me dégourdir un peu la main dans une salle d'armes, quand je reçus de Paschal Grousset ce télégramme: "Victor Noir a reçu du prince Pierre Bonaparte un coup de revolver, il est mort".

J'ignorais que ses témoins eussent devancé les miens à la maison d'Auteuil de sorte qu'au premier abord cette dépêche me parut inexplicable. C'est seulement aux bureaux de "la Marseillaise" où j'arrivai précipitamment que je connus en détail toutes les phases de l'affaire.

Victor Noir était un grand et fort jeune homme d'à peu près vingt-et-un ans, à l'esprit très gai, très primesautier et très expansif, qui nous donnait assez souvent des filets et des nouvelles à la main pour notre journal.

Toujours prêt d'ailleurs à se mêler à nous dans les circonstances périlleuses. Enfin un véritable ami de la maison.

Sa fin tragique à laquelle il semblait si peu destiné nous bouleversa au point de nous étrangler tous d'une rage folle. Millière et Arnould qui étaient arrivés à la maison du crime dix minutes après Noir et Fonvielle, furent empêchés par la foule qui se pressait déjà devant le 59 de la rue d'Auteuil.

- "N'entrez pas ici, leur cria-t-on, on y assassine!"

Ils virent le pauvre Victor Noir étendu sur le trottoir, la poitrine trouée, et ramassèrent son chapeau qui s'était échappé de sa main.

Très déçu par l'arrivée d'étrangers qu'il n'attendait pas au lieu de celui qu'il espérait, Pierre Bonaparte, après un court dialogue avec eux, avait tiré de sa robe de chambre, un revolver à dix coups, pensant probablement que si le premier ratait, il se rattraperait sur les neuf autres; puis il avait fait feu à bout portant sur Victor Noir, avec cette arme multiple qui au point de vue de l'armurerie française était ce qu'on pouvait appeler le dernier cri, le cri de mort.

Après avoir également tiré sur Ulrich de Fonvielle deux balles qui heureusement se perdirent dans le vêtement, il inventa pour expliquer son agression sur Victor Noir, la fable qu'il avait indubitablement préparée pour moi. Il prétendit que sa victime lui avait donné un soufflet, comme si je m'étais rendu chez lui à la suite de son invite, il aurait soutenu que je l'avais frappé.

J'avais été condamné à quatre mois de prison pour agression sur l'imprimeur Rochette, il eût donc été facile de persuader aux jurés spécialement triés, lesquels ne demandaient qu'à se laisser convaincre de l'innocence de leur accusé, que je m'étais laissé aller à mon emportement ordinaire à l'égard du prince qui s'était trouvé dans le cas de légitime défense.

Cette imposture n'eût pas expliqué pourquoi le prince au revolver à dix coups le portait dans la poche de sa robe de chambre pour se promener dans son salon, et pourquoi surtout, en vue d'une rencontre inévitable et qu'il avait lui-même cherchée, il s'était abstenu de constituer des témoins; mais j'étais l'ennemi, et les conseillers généraux dont on composa la haute cour chargée de juger le meurtrier n'auraient pas manqué de mettre l'acquittement de celui-ci aux pieds de l'Empereur.

L'Impératrice eut même, à la nouvelle de l'assassinat, un mot qui peignait son état d'âme et celui de tout son entourage: - Ah le bon parent!" s'écria-t-elle en parlant de l'assassin sans plus se préoccuper de l'assassiné.

Les journaux officieux, avec la candeur de la platitude, ne firent même aucune difficulté de rapporter en lui en faisant honneur cette exclamation accusatrice.

La commotion produite dans Paris par ce coup de Jarnac fut incommensurable. J'ignore s'il raccommoda Pierre Bonaparte avec les Tuileries, mais il brouilla à jamais les Tuileries avec la France.

J'avais été avisé du crime à cinq heures du soir. A six heures je rédigeais cet article qui était plutôt un placard, étant donné le caractère dans lequel nous imprimâmes:

"J'ai eu la faiblesse de croire qu'un Bonaparte pouvait être autre chose qu'un assassin!
J'ai osé m'imaginer qu'un duel loyal était possible dans cette famille où le meurtre et le guet-apens sont de tradition et d'usage.
Notre collaborateur Paschal Grousset a partagé mon erreur et aujourd'hui nous pleurons notre pauvre et cher ami Victor Noir, assassiné par le bandit Pierre-Napoléon Bonaparte.
Voilà, dix-huit ans que la France est entre les mains ensanglantées de ces coupe-jarrets qui, non contents de mitrailler les républicains dans les rues, les attirent dans des pièges immondes pour les égorger à domicile.
Peuple français, est-ce que décidément tu ne trouves pas qu'en voilà, assez?
Henri Rochefort."

Cette sonnerie du tocsin fut incontinent déférée aux tribunaux comme constituant un appel aux armes, bien qu'elle pût être aussi bien un appel au suffrage universel.

En même temps qu'on me punissait ainsi de mon mauvais vouloir à, me laisser revolvériser, on arrêtait le

meurtrier pour donner une ombre de satisfaction à l'opinion publique soulevée; Pierre Bonaparte fut installé à la Conciergerie, dans les appartements du directeur à la table duquel il mangeait.

Tout de suite, le coup de revolver tiré, le Prince avait envoyé chercher un médecin qui, naturellement, s'était empressé de constater sur la joue du meurtrier la trace d'un soufflet, les médecins constatant tout ce qu'on veut et délivrant tous les jours à de petites actrices des certificats de maladies qui les ont empêchées de jouer le soir, mais non d'aller souper dans le plus cher des restaurants.

En second lieu, on ne doutera pas que si Victor Noir, choisi comme témoin par Paschal Grousset, avec mission que comporte ce titre, s'était oublié au point de souffleter l'adversaire de son client, j'eusse été personnellement renseigné sur cet acte de violence les motifs qui l'avaient amené.

Ulrich de Fonvielle, sur qui Pierre Bonaparte avait tiré deux balles qui se perdirent, aurait pu avoir un intérêt à nier devant la justice le prétendu soufflet; mais à moi, son collaborateur et son rédacteur en chef, n'avait rien à cacher. Or il m'a toujours affirmé, j'en donne ici ma parole d'honneur, que non seulement notre ami n'a jamais donné le moindre soufflet, mais que tenant son chapeau de sa main gantée, il a toujours gardé l'attitude la plus calme et n'a, à aucun moment, esquissé le moindre geste pouvant laisser supposer une intention agressive. Au surplus, personne ne se trompa à cette imposture, ni les conseillers généraux qui acquittèrent par ordre, ni le procureur-général Grandperret qui mentit à bouche-que-veux-tu, ni l'infâme Émile Ollivier qui, dans cette affaire comme depuis dans la question de la guerre franco-allemande, se montra le plus bas complice des vengeances napoléoniennes.

Le misérable ministre n'eut pas un mot de blâme à l'adresse de l'assassin, pas un mot de regret pour la jeune et loyale victime. Il poussa jusqu'aux plus extrêmes limites de l'abjection le servilisme envers son nouveau maître.

Si, au lieu d'écouter sa vanité de dindon, il avait, à la suite de ce crime, jeté résolument son portefeuille auxà pieds de l'empereur, l'imbécile se serait créé une situation superbe, même chez les modérés qu'il rêvait de s'attacher, et se fut en même temps épargné les responsabilités des désastres ultérieurs. Sa démission le soir même de la mort de Victor Noir lui eût évité, à quelques mois de là, une révocation honteuse et l'horreur de toute une nation.

Mais le triste sire avait fait trop longtemps antichambre pour se décider à sortir du salon où on lui avait enfin permis d'entrer et de s'asseoir.

A la foudroyante nouvelle de l'attentat, de nombreuses réunions publiques de protestation s'organisèrent dans la soirée. Amoureux, qui fut depuis membre de la Commune, condamné aux travaux forcés par .les conseils de guerre versaillais, et mourut membre du conseil municipal de Paris, étendit un large voile noir sur la tribune. Des cris de fureur éclatèrent dans les rues. Des groupes se formaient pour aller enlever le corps, déposé à Neuilly dans une maison particulière, et le ramener dans Paris même au bureau de mon journal, La Marseillaise, d'où le convoi funèbre serait parti. C'était un véritable délire de vengeance.

En réalité, l'arrestation du meurtrier n'avait eu d'autre but que de l'arracher à la foule qui l'aurait certainement lynché. On parlait d'aller attaquer la Conciergerie et d'y égorger le pseudo-prisonnier.

L'insuccès du complot avait, m'a-t-on raconté après le 4 septembre, affolé le monde des Tuileries, lequel tenait à ma mort et pas du tout à celle du jeune Victor Noir, qui allait la faire payer si cher au gouvernement.

Le lendemain, quand j'entrai tout pâle et tout défait dans la salle des séances du Corps législatif, j'y fus accueilli par un silence plus inquiétant pour l'Empire que pour moi.

Je savais déjà que j'étais déféré par Ollivier à ses domestiques correctionnels, et je l'entendis dans les couloirs répondre à un député qui lui faisait remarquer tout le danger de cette poursuite: - "Il faut en finir, il est impossible de gouverner avec M. Rochefort".

Je demandai immédiatement la parole et je reproduis d'après l'Officiel l'incident qui s'ensuivit.

- M. Henri Rochefort: - "Je désire adresser une question à M. le ministre de la Justice".

- M. le président Schneider: - "Lui en avez-vous donné avis?"

- M. Rochefort: - “Non, monsieur le président”.

- M. le président Schneider: - “Vous avez la parole; monsieur le ministre appréciera s’il veut répondre immédiatement”.

- M. Émile Ollivier, ministre de la Justice: - “Oui, immédiatement”.

- M. Henri Rochefort: - “Un assassinat a été commis hier sur un jeune homme couvert par un mandat sacré, celui de témoin, c’est-à-dire de parlementaire, assassin est un membre de la famille impériale. Je demande à M. le ministre de la Justice s’il a intention d’opposer au jugement, à la condamnation probable, des fins de non-recevoir comme celles qu’on oppose aux citoyens qui ont été frustrés ou même étonnés par de hauts dignitaires de l’Empire. La situation est grave, l’agitation est énorme. (Interruptions). L’assassiné est un enfant du peuple... (Bruit).

-M. le président Schneider: “Hier, il a bien été convenu que les questions introduites devaient être posées sommairement, sans développements. Votre question a été posée, elle est claire et nette; c’est au ministre maintenant à dire s’il veut y répondre dès aujourd’hui”. (C’est cela!).

- M. Henri Rochefort: - “Je dis que l’assassiné est un enfant du peuple. Le peuple demande à juger lui-même l’assassin... Il demande que le jury ordinaire...” (Interruption et bruit).

- M. le président Schneider: - “Nous sommes tous ici les enfants du peuple; tout le monde est égal devant la loi. Il ne vous appartient pas d’établir des distinctions”. (Très bien!).

- M. Henri Rochefort: - “Alors, pourquoi donner des juges dévoués à la famille?”

- M. le président Schneider: - “Vous mettez en suspicion des juges que vous ne connaissez pas. Je vous invite, quant à présent, à vous renfermer dans votre question. Je ne puis pas permettre autre chose”.

- M. Henri Rochefort: - Eh bien! je me demande, devant un fait comme celui d’hier, devant les faits qui se passent depuis longtemps, si nous sommes en présence des Bonaparte ou des Borgia. (Exclamations; cris: “A l’ordre! à l’ordre!”) J’invite tous les citoyens à s’armer et à se faire justice eux-mêmes”.

Le pleutre Ollivier se hâta de faire signe au président Schneider de clôturer le débat, qui commençait à mettre le feu aux tribunes, et, après avoir demandé la parole, il appela le crime de la veille “l’événement douloureux” - Dites: “l’assassinat!” lui cria Raspail. Et le ministre de la justice expliquait que la loi, spécialement faite pour les membres de la famille Bonaparte, et datant de 1852, ne permettait pas de traduire le prince Pierre devant le jury, qui l’eût condamné sans rémission; que tout ce qu’on pouvait faire était de le déférer à une haute cour dont naturellement on choisirait un à un les jurés, avec promesse pour eux de toutes sortes de faveurs et de décorations en échange d’un verdict d’absolution.

Et l’Ollivier, après avoir vanté son respect pour l’égalité, terminait par ces menaces à notre adresse: - “Nous sommes la modération, nous sommes la liberté et, si vous nous y contraignez, nous serons la force”.

Cette levée de baïonnettes avait été reçue par les plus vifs applaudissements de la part de cette majorité qui quelques mois plus tard allait s’effondrer dans la boue, le silence et le remords, au point que les membres se prosternaient alors devant moi en me répétant: “Comme vous étiez dans le vrai!”

Raspail indigné demanda la parole pour répondre aux bravos de la tourbe ministérielle: - “Il s’est commis, dit-il, un assassinat tel que les crimes de Troppman (qu’on jugeait alors) n’ont pas ppproduit une pareille impression, et cependant, la justice à laquelle vous le déférez n’est pas la justice: ce qu’il nous faut, c’est un jury qui ne soit pas choisi parmi les ennemis de la cause populaire”.

Et comme on lui rappelait l’indépendance de la magistrature il s’écriait: - “Je les connais vos hautes cours, j’y ai passé. Dans l’une on a trouvé jusqu’à un homme condamné aux galères”.

Raspail fut interrompu par le président annonçant qu’il recevait à l’instant du procureur général Grandperret une demande en autorisation de poursuites contre moi pour offenses envers l’Empereur, excitation à la révolte et provocation à la guerre civile.

Cinq minutes auparavant, Émile Ollivier déclarait qu'il dédaignait mes attaques. Ce n'était pas précisément là du dédain.

J'ai tenu à conserver pour le public la physionomie de cette partie de la séance, où Raspail et moi fûmes seuls en scène.

On a pu remarquer que pas un membre de la gauche n'y intervint, pas plus Gambetta que Jules Favre ou Ernest Picard; cet abandon donnait aux insolences du cynique Ollivier une autorité considérable sur le troupeau des majoritards. Le ministre avait ainsi le droit, dont il usait et abusait, de faire observer que tous mes collègues de l'opposition sauf un seul unique, refusaient de se solidariser avec moi.

Les obsèques avaient été fixées au lendemain et la journée s'annonça comme devant être affreusement mouvementée. Dès le matin la maison de la rue du Marché à Neuilly où la bière repose sur deux chaises a été envahie par une foule qui grossit au point de rendre toute circulation à peu près impraticable. Comment parviendra-t-on à faire avancer le corbillard jusqu'à la porte? C'est là un problème qui paraît insoluble.

J'arrive exténué, n'ayant ni mangé depuis trois jours ni dormi depuis trois nuits, tant les émotions de toute nature m'avaient étreint et ballotté. On me fait passer à bout de bras jusqu'à l'entrée de la maison où je monte et où je trouve Delescluze et Louis Noir le romancier bien connu, frère de la victime.

Bientôt Flourens arrive et une première bataille s'engage entre les partisans de l'enterrement dans Paris même au Père Lachaise où on amènerait le corps, et l'ensevelissement à Neuilly.

Cent mille hommes tant d'infanterie que de cavalerie avaient été mobilisés de toutes les garnisons environnantes pour noyer dans le sang toute tentative d'insurrection. D'ailleurs la foule était sans armes; surprise par le coup de foudre parti de la maison d'Auteuil, elle n'avait eu le temps ni de s'organiser ni de s'entendre.

Mue par un même sentiment de colère, elle était venue spontanément manifester contre deux assassins, celui des Tuileries et l'autre.

Nous avions Delescluze et moi harangué nos amis et l'immense majorité des assistants était décidée à nous écouter et à nous suivre, quand, au milieu de la route qui conduit au cimetière d'Auteuil, Flourens, et plusieurs des hommes qui l'entouraient et dont malheureusement avec sa crédulité généreuse il ne contrôlait pas toujours suffisamment les accointances, se jetèrent à la tête des chevaux qu'ils essayèrent de faire retourner du côté de Paris. Puis le cocher des Pompes funèbres se refusant à ce changement de route ils se mirent en devoir de couper les traits afin de s'atteler eux-mêmes à la sinistre voiture.

Je conduisais le deuil ou plutôt le deuil me conduisait, et serré de près par une mer humaine qui m'écrasait en m'escortant, j'avais été à plusieurs reprises projeté sur les roues qui au moindre recul auraient fini par me passer sur le corps.

On me hissa donc sur le corbillard même où je m'assis les jambes pendantes à côté du cercueil. Du haut de ce lugubre observatoire je voyais, des remous se produire, des gens tomber, se relever, d'autres passer presque sous les pieds des chevaux ou sous la voiture, en danger continuel de se faire broyer.

J'avais beau leur crier désespérément de se garer, mes appels dans le brouhaha de la marche ne leur arrivaient même pas. Pour comble d'énervement, le grand air auquel j'étais exposé avait creusé mon estomac à peu près vide depuis trois jours et y développait subitement une fringale qui m'enleva mes dernières forces. Tout à coup, sans motif apparent, la tête me tourna et je tombai inanimé en bas du corbillard.

Quand je rouvris les yeux j'étais dans un fiacre avec Jules Vallès et deux rédacteurs de "la Marseillaise". Mon premier mot fut: - "Qu'on aille vite me chercher quelque chose à manger, je meurs de faim".

Vallès lui-même descendit et courut à un boulanger où il prit un pain de deux livres dont je me mis à dévorer la moitié et une bouteille de vin dont je bus une gorgée. Nous étions alors dans Paris au bout de l'avenue des Champs-Élysées près de la barrière de l'Étoile.

Je me rappelai vaguement avoir été mené chez un épicier qui m'avait frotté les tempes avec du vinaigre avait fait appeler le fiacre dans lequel je m'étais réveillé.

Telle est l'histoire de cet évanouissement que la réaction bonapartiste me reprocha beaucoup et qui en réalité fut dû à l'étrange délabrement où m'avaient mis soixante-quinze heures de surmenage passées sans nourriture et sans sommeil. Les forces humaines ont des limites; ces limites chez moi avaient été dépassées et il m'avait été impossible de me tenir plus longtemps debout ou même assis.

Cette explication, la seule vraie et aussi la seule plausible, puisque je ne pouvais courir aucun risque au milieu de deux cent mille accompagnateurs parmi lesquels on n'en aurait pas trouvé un qui ne me fût dévoué, n'empêcha pas les officieux de m'accuser de faiblesse. Il n'y avait pour moi, je le répète, absolument rien à craindre; après quelques instants de lutte, en effet, le bon sens avait pris le dessus et l'inhumation, selon le désir de Delescluze et le mien, avait eu lieu au cimetière de Neuilly.

Ce fut au contraire dans Paris que le péril se corsa. Après la cérémonie nombre d'entre nous étaient rentrés à pied par l'Arc-de-Triomphe. A la hauteur du rond point des Champs-Élysées se tenaient sabre au clair plusieurs escadrons de cavalerie chargés de disperser la foule, quoique, en réalité, ils n'eussent devant eux que des hommes qui revenant d'un enterrement étaient bien obligés de rentrer par la seule route qui les menât chez eux.

Mais l'imbécile Ollivier voulait prouver qu'il était la force, comme il l'avait annoncé, et je vois tout à coup s'avancer au devant de mon fiacre un commissaire de police à l'abdomen tricolore, qui nous annonce qu'il va faire charger après trois sommations.

Premier roulement.

Réconforté par mon repas aussi frugal qu'improvisé, je saute de ma voiture et je m'avance vers le commissaire de police à qui je crie ces mots que je retrouve dans un numéro de "la Marseillaise" relatant cette journée:
- "Monsieur, les citoyens qui m'entourent prennent pour revenir de l'enterrement le chemin qu'ils avaient pris pour y aller, prétendez-vous leur barrer le passage?

Second roulement.

- Tout ce que vous direz et rien sera inutile, me répond l'abdomen, retirez-vous, on va faire usage de la force, vous allez être sabrés.

- "Je suis député, répliquai-je en montrant ma médaille, veuillez me laisser passer".

- "Non, dit-il, vous serez sabré tout le premier".

A ce moment je me retourne, l'avenue était presque vide, la plupart des manifestants s'étant retirés sur les bas côtés.

- "Écartez-vous, dis-je aux autres, il est inutile de vous faire massacrer inutilement. D'ailleurs quoi qu'il fasse maintenant, l'empire a reçu le coup de grâce".

Tout le monde m'obéit et ce fut sur les arbres des Champs-Élysées que la cavalerie qui n'en démordant pas, exécuta sa charge. Un des cavaliers roula même au bas de son cheval et resta étendu sans mouvement, ce qui fit beaucoup rire le public qui se tenait hors de la portée des sabres; car le cadavre d'un ennemi sent toujours bon.

Mais si le procès du locataire de la Conciergerie marchait à pas lents, le mien allait un train d'enfer; la discussion des poursuites demandées contre moi eut lieu le lendemain même du dépôt de la proposition, Ollivier qui la soutenait déclara qu'il ne voulait pas de journées.

- ''Et la journée du 2 décembre, vous en voulez bien de celle-là, lui criai-je de ma place''.

(Henri Rochefort. Les Aventures de ma vie.)

5- LE PROCÈS DE BLOIS:

Partout va rampant, le policier louche,
Tout est embuscade, on erre farouche
Dans les guets-apens.
(L. M. le Coupe-Gorge).

Comme les gouvernants qui ont besoin de détourner d'eux l'opinion publique, l'Empire faisait autour de lui un bruit continuel; complots, qu'il échafaudait lui-même; bombes, données par des mouchards; scandales; crimes, découverts en temps opportun, que depuis longtemps on connaissait et tenait en réserve, ils abondent à certaines fins de règne.

Ce n'était pas difficile d'envelopper les plus braves révolutionnaires dans quelques-unes de ces machinations. Le policier qui eût offert des projectiles eût trouvé cent mains, plutôt qu'une, tendues pour les recevoir, mais les choses proposées ainsi, par les mouchards, ne sont jamais à propos, - la ficelle passe sous le pantin, le temps arrivant où n'aurait pas été de trop un véritable complot à ciel ouvert, grand comme la France, comme le monde. Le traître Guérin et autres n'eurent pas de peine à fournir à leurs maîtres les apparences d'une conspiration.

Dans la tourmente qui s'amassait grondant sur l'Empire, on tailla le procès de Blois.

Guérin ayant donné les bombes savait où les retrouver; il les indiqua aux perquisitions.

Mais, le scénario avait été pauvrement charpenté; vu la grandeur des éléments, on aurait pu, sur cette donnée géante, bâtir une pièce capable d'enthousiasmer l'homme de décembre lui-même. Les mouchards d'ordinaire manquent de souffle; le scénario fut absurde.

Le théâtre choisi pour mettre en scène l'accusation qui devait terrifier le monde, en faisant voir les agissements révolutionnaires, était la *Salle des États* de Blois.

L'Empire voulait un grand éclat; il l'eut en raison inverse de ses désirs.

Nous trouvions nous que la grandeur du décor allait bien à ceux qui représentaient à la barre de l'Empire la lutte pour la justice; en effet ils s'y sentirent à l'aise, et y jetèrent la vérité au visage des juges.

Les accusés étaient: Bertrand, Drain, Th. Ferré, Ruisseau, Grosnier, Meusnier, Ramey, Godinot, Chassaigne, Jarrige, Grenier, Greffier, Vité, Cellier, Fontaine, Prost, Benel, *Guérin*, Claeys, Lyon, Sapia, Mégy, Villeneuve, Dupont, Lerenard, Tony Moilin, Perriquet, Blaizot, Letouze, Cayol, Beaury, Berger, Launay, Dereure, Laygues, Mabille, Razoua, Notril, Ochs, Rondet, Biré, Evilleneuve, Gareau, Carme, Pehian, Joly, Ballot, Cournet, Pasquelin, Verdier, Pellerin, Bailly.

Les avocats Protot, Floquet, à qui l'on attribuait l'apostrophe au tzar - *(Vive la Pologne, monsieur!*) - étaient au nombre des défenseurs.

Quelques prévenus qui ne s'étaient jamais vus, auparavant, nouèrent là de solides amitiés.
Comme pour les procès de l'Internationale, dits *associations de malfaiteurs*, les accusés furent divisés en deux catégories quoique tous avouassent hautement leur haine et leur mépris pour l'Empire et leur amour de la République.

Les juges furieux perdaient la tête; peut-être voyaient-ils, eux aussi, venir la révolution dont les accusés parlaient audacieusement.

Il y eut des condamnations à la prison, d'autres aux travaux forcés sans motifs pour l'une ou pour l'autre.

Les accusations tenaient si peu debout, que dans le même dossier une chose en faisait crouler une autre.

Il y eut donc forcément quelques acquittés parmi lesquels Ferré, qui avait insulté le tribunal, mais contre lequel les faits avaient été si maladroitement entassés qu'ils tombaient d'eux-mêmes devant l'auditoire stupéfait, ce qu'on lui attribuait n'ayant pas existé et les témoignages contradictoires ne découvrant que la main stupide de la police.

Ceux d'entre les condamnés qui devaient être déportés n'eurent pas le temps de partir.

L'Empire avait en vain compté sur le procès de Blois placé le 15 juillet en face de la déclaration de guerre, pour faire passer cette guerre, résultat d'une entente entre despotes, comme nécessaire et glorieuse, en même temps qu'il motiverait les persécutions contre les révolutionnaires.

Les hommes du procès de Blois étaient capables de combattre et de conspirer contre Napoléon 3; mais ils ne l'avaient pas fait de la façon indiquée par les policiers; c'étaient des audacieux, on n'avait pas su leur faire des rôles allant à leur caractère. Entre la terreur de la révolution et la marche triomphale à Berlin, Napoléon 3 congratulé par Zangiacommi qui le félicitait d'avoir échappé au complot dirigé contre sa vie, se demandait si les machinations policières ne finiraient pas par aider à éclore un complot véritable.

Pendant ce temps les vieux burgraves Bismark et Guillaume rêvaient de l'*Empire d'Occident,* de Charlemagne et de ses pairs.

Le traître Guérin comparut avec les autres, mais sa louche attitude, les maladresses de la haute cour, d'anciens doutes à son égard, réveillés par l'interrogatoire, fixèrent l'opinion sur la mission odieuse qu'il avait accomplie.

Comme nous n'aurons plus l'occasion de parler de cet individu, plaçons ici la phase dernière de son existence.

Ne pouvant plus servir la préfecture puisqu'il était brûlé, il la trouva ingrate.

Guérin ne sachant comment gagner sa vie, ni que devenir, vint à Londres, au moment où des proscrits de la *Commune* y avaient cherché asile.

Il se faisait passer pour réfugié politique, chez ceux qui ne le connaissaient pas, ayant eu soin de changer de nom et cherchait du travail.

Dans ces conditions, Guérin se présenta chez l'un des proscrits, Varlet qui ne l'avait jamais vu, lui demandant de l'aider à trouver un emploi.

Ému de la détresse de cet homme que personne ne connaissait, Varlet l'adresse à un ami, également proscrit.

A peine Guérin fut-il entré dans la maison qu'il s'enfuit épouvanté: il venait de reconnaître la voix de Mallet, lequel avait contre lui des preuves indéniables.

Guérin est maintenant un vieillard sordide, aux allures inquiètes.

Tournant fréquemment la tête comme pour voir quelque chose derrière lui, ce qu'il voit, ainsi, c'est sa trahison.

6- LA GUERRE. DÉPÊCHES OFFICIELLES:

Napoléon 3 ayant eu le 2 décembre son *18 brumaire*, voulait son *Austerlitz*; c'est pourquoi dès le commencement toutes les défaites s'appelaient des victoires.

Alors ceux qui, sous l'assommade avaient crié: *la paix, la paix!* ceux qui avaient écrit: *on n'ira pas à Berlin en promenade militaire*, se levèrent, ne voulant pas de l'invasion.

Le sentiment populaire était avec eux, devinant sous les impostures officielles la vérité qui depuis, éclata au grand jour de la publication des dépêches officielles.

(*) Il s'agit vraisemblablement de Prosper Zangiacomi, (1802-1877), haut magistrat français, qui s'illustra en fin dans la répression judiciaire de la Commune. *(Note A.M.).*

Dans l'enquête officielle sur la guerre de 71 apparaît la vérité telle qu'on la jugeait à travers tout.

Voici quels étaient les renseignements envoyés des provinces de l'est au ministère de la guerre, lequel assurait que pas un bouton de guêtres ne manquait à l'armée et faisait bon marché des réclamations.

«Metz, 19 juillet 1870.
Le général de Failly me prévient que les 17 bataillons de son corps d'armée sont arrivés et je transcris ci-après sa dépêche qui a un caractère d'urgence.
Aucunes ressources, point d'argent dans les caisses, ou dans les corps, je réclame de l'argent sonnant. Nous avons besoin de tout sous tous les rapports. Envoyez des voitures pour les états-majors; personne n'en a, envoyez aussi les cantines d'ambulance».

Le 20 juillet suivant, l'intendant général Blondeau, directeur administratif de la guerre, écrivait à Paris:

«Metz, le 20 juillet 1870, 9 heures 50 du matin.
Il n'y a à Metz ni sucre ni café, ni riz ni eau-de-vie, ni sel; peu de lard et de biscuit. Envoyez d'urgence au moins un million de rations sur Thionville».

Le général Ducrot, le même jour écrivait au ministère de la guerre:

«Strasbourg, 20 juillet 1870, 7 heures 30 du soir.
Demain, il y aura à peine cinquante hommes pour garder la place de Neuf-Brissac et le fort Mortier. - La Petite Pierre et Lichlemberg sont également dégarnis; c'est la conséquence des ordres que nous exécutons. Il paraît positif que les Prussiens sont déjà maîtres de tous les défilés de la Forêt Noire».

Dans les premiers jours d'août moins de deux cent vingt mille hommes gardaient les frontières.

La garde mobile dont jusqu'alors on n'avait fait usage qu'aux jours d'émeute pour mitrailler et qui, en temps paix, ne figurait que sur les registres du ministère de la guerre fut équipée.

Paris apprenait on ne sait comment qu'un certain général n'avait pu trouver ses troupes. Mais personne ne pouvait croire cette plaisanterie; il fallut, bien longtemps plus tard, reconnaître, que la chose était vraie, en lisant dans l'enquête sur la guerre de 70.

«Général Michel à Guerre, Paris.
Suis arrivé à Belfort, pas trouvé ma brigade, pas trouvé général de division, que dois-je faire? Sait pas où sont mes régiments».

Toujours d'après les dépêches officielles, les envois, demandés d'urgence par le général Blondeau, le 20 juillet n'étaient pas arrivés à Thionville le 24, état de choses attesté par le général commandant le 4ème corps au major général à Paris.

«Thionville, ce 24 juillet 1870, 9 heures 12 du matin.
Le 4ème corps n'a encore ni cantines ni ambulances, ni voitures d'équipages pour les corps et les états-majors; tout est complètement dégarni».

L incroyable oubli continue.

«Intendant 3ème corps à Guerre.
Metz, le 24 juillet 1870, 7 heures du soir.
Le troisième corps quitte demain, je n'ai ni infirmiers, ni ouvriers d'administration, ni caissons d'ambulances, ni foins de campagne, ni trains, ni instruments de pesage et à la 4ème division de cavalerie, je n'ai pas même un fonctionnaire».

La série se continue, en juillet et août, sans interruption; y eut-il fatalité, affolement, ignorance? Les dépêches avouent l'incurie.

«Sous-intendant à Guerre. 6ème division, bureau des subsistances, Paris.
Mézières, 25 juillet 1870, 9 heures 20 du matin.
Il n'existe aujourd'hui dans la place de Mézières ni biscuits. ni salaisons».

«Colonel directeur Parc, 3ème corps, à directeur artillerie, ministère de la guerre. Paris.
Les munitions de canons à balles n'arrivent pas».

«Major général à Guerre, Paris.
Metz, le 27 juillet 1870, 1 h. 1/4 du soir.
Les détachements qui rejoignent l'armée continuent à arriver sans cartouches et sans campement».

«Major général à guerre, Paris.
Metz, le 29 juillet 1870, 5 h. 36 matin.
Je manque de biscuits pour marcher en avant».

«Le Maréchal Bazaine, au Général Ladmirault, à Thionville.
Boulay, 30 juillet 1870.
Vous devez avoir reçu la feuille de renseignements n°5, par laquelle on vous avise de grands mouvements de troupes sur la Sarre, et de l'arrivée du roi de Prusse, à Coblentz. J'ai vu hier l'empereur à Saint-Cloud; rien n'est encore arrêté sur les opérations que doit entreprendre l'armée française. Il semble cependant que l'on penche vers un mouvement offensif en avant du 3ème corps».

C'était à ce moment même que Rouher disait à son souverain: *Grâce à vos soins, sire, la France est prête!*

Presque aussitôt on s'aperçut qu'il n'y avait rien de prêt, pas la dixième partie du nécessaire.

Pendant que ces dépêches, alors secrètes, étaient échangées, la poignée d'hommes disséminés sur l'étendue des frontières, disparaissait sous le nombre des soldats de Guillaume.

Quarante mille Prussiens, suivant les bords de la Lauter, y rencontrèrent des bandes éparses qu'ils broyèrent en passant; c'était la division du général Douay.

A Frœschwiller, Mac-Mahon, appuyé d'un côté sur Reichshoffen, de l'autre sur Elsanhaussen, attendait paisiblement de Failly, qui ne venait pas, sans s'apercevoir que peu à peu, par insignifiantes poignées, des soldats prussiens montaient, s'entassant dans la plaine: c'était l'armée de Frédéric de Prusse. Quand il y eut environ cent vingt mille hommes traînant quatre cents canons, ils attaquèrent, défonçant les deux ailes des Français à la fois.

Mac-Mahon fut ainsi surpris, avec quarante mille hommes; alors, comme jadis, les cuirassiers se sacrifièrent, c'est ce qu'on appelle la charge de Reichshoffen.

Le même jour à Forbach défaite du 2ème corps. La débâcle allait vite.

Les dépêches se succédaient lamentables.

«Général subdivision à général division Metz.
Verdun, 7 août 1870, 5 h. 45 minutes du soir.
Il manque à Verdun comme approvisionnements: vins, eau-de-vie, sucre et café; lard, légumes secs, viande fraiche, prière de pourvoir d'urgence pour les quatre mille mobiles sans armes».

Rien ne pouvait être envoyé comme le prouve ce qui suit.

«Intendant 6ème corps à guerre. Paris.
Camp de Chalons, le 8 août 1870, 10h.52 minutes matin.
Je reçois de l'intendant en chef de l'armée du Rhin la demande de 500.000 rations de vivres de campagne.
Je n'ai pas une ration de biscuit ni de vivres de campagne, à l'exception de sucre et du café».

La déclaration sur la situation par le général Frossard, ne laisse aucun doute.

«L'effectif total atteignait, dit-il, *à peine 200.000 hommes, au commencement, après l'arrivée des contingents divers, il put s'élever à 250.000, mais ne dépassa jamais ce chiffre. - Le grand état-major général accuse 243.171 hommes au 1er août 1870.*
L'organisation matérielle était incomplète, les commandants de corps d'armée n'avaient encore connaissance d'aucun plan de campagne. Nous savions seulement que nous allions nous trouver en présence de

forces allemandes d'environ 250.000 hommes pouvant en très peu de temps être portées au double».

On lit dans les *Forteresses françaises pendant la guerre de 1870*, par le lieutenant-colonel Prévost, un témoignage non moins terrible:

«Lorsqu'on eut déclaré la guerre à la Prusse, aucune des villes voisines de la frontière allemande ne possédait l'armement convenable, surtout, en fait d'affûts; les pièces rayées, les canons nouveaux y étaient rares; il en était de même pour les munitions et les vivres, les approvisionnements de toutes sortes».

On trouve dans les ouvrages du général de Palikao cette lettre d'un officier général.

«Dès mon arrivée à Strasbourg (il y a environ douze jours), j'ai été frappé de l'insuffisance de l'administration et de l'artillerie. Vous aurez peine à croire qu'à Strasbourg dans ce grand arsenal de l'Est, il a été impossible de trouver des aiguilles, des rondelles et des têtes mobiles pour nos fusils.

La première chose que nous disaient les commandants de batteries de mitrailleuses, c'est qu'il faudrait ménager les munitions parce qu'il n'y en avait pas.

En effet, à la bataille du 7, les batteries de mitrailleuses et autres ont quitté pendant longtemps le champ de bataille pour aller chercher de nouvelles provisions au parc de réserve, lequel était lui-même assez pauvre.

Le 6, l'ordre ayant été donné de faire sauter un pont, il ne s'est pas trouvé de poudre de mine, dans tout le corps d'armée ni au génie, ni à l'artillerie».

Les Prussiens entrèrent en France à la fois par Nancy, Toul et Lunéville.

Frédéric marchait sur Paris à la poursuite de Mac-Mahon, qui simple et têtu, invoquait Notre-Dame-d'Auray; ou peut-être, de concert avec Eugénie, qui appelait *sa guerre* cette désastreuse suite de défaites, implorait quelque madone andalouse.

Le jeune Bonaparte, que nous appelions le *petit Badingue*, et que les vieilles culottes de peau nommaient par avance Napoléon 4, ramassait niaisement des balles dans les champs, après la bataille, à l'âge où tant d'héroïques enfants, combattirent comme des hommes, aux jours de mai.

Le grotesque se mêlait à l'horrible.

7- L'AFFAIRE DE LA VILLETTE - SEDAN:

Nous disions: En avant, Vive la République!
Tout Paris répondra. Tout Paris soulevé,
Tout Paris sublime, héroïque,
Dans son sang généreux de l'empire lavé.
La grande ville fut muette.
Chaque volet fut clos et la rue est déserte.
Et nous avec fureur on criait: Au Prussien!
L. M.

La République seule pouvait délivrer la France de l'invasion, la laver des vingt ans d'Empire qu'elle avait subis, ouvrir toutes grandes les portes de l'avenir fermées par des monceaux de cadavres.

Dans Montmartre, Belleville, au quartier Latin, les esprits révolutionnaires et par dessus tous les autres les *blanquistes*, criaient aux armes.

On savait l'écrasement dont le gouvernement n'avouait qu'une seule chose: la charge des cuirassiers.

On savait que quatre mille cadavres, et le reste prisonnier, c'était tout ce qui restait du corps d'armée de Frossard.

On savait les Prussiens établis en France. - Mais plus terrible était la situation, plus grands étaient les courages. La République fermerait les plaies, grandirait les âmes.

La République! ce n'était point assez de vivre pour elle, on y voulait mourir.

C'est dans ces aspirations que le 14 août 70 eut lieu l'affaire de la Villette.

Les *blanquistes* surtout croyaient pouvoir proclamer la République avant que l'empire vermoulu s'écroulât de lui-même.

Pour cela, il fallait des armes, et, comme on n'en avait pas assez, on voulut commencer par prendre la caserne des pompiers, boulevard de la Villette, au 141, je crois, dont on aurait pris les armes.

Un pompier, a-t-on dit, avait été tué; il n'était que blessé et l'a fait connaître lui-même depuis. Le poste était nombreux, bien armé. La police, prévenue on ne sait comment, tomba sur les révolutionnaires. Ceux de Montmartre, arrivés tard, virent sur le boulevard désert, dont les volets s'étaient fermés avec bruit, la voiture dans laquelle avaient été jetés Eudes et Brideau, prisonniers, entourée de mouchards et d'imbéciles qui criaient: aux Prussiens!

Tout était fini pour cette fois encore, mais l'occasion reviendrait.

Le 16 août, une sorte d'avantage remporté par Bazaine à Borny, et grandi à dessein par le gouvernement afin de le brandir devant la crédulité populaire, semblait retarder encore la marche de l'armée française.

Les combats de Gravelotte, Rézonville, Vionville, Mars-la-Tour, furent les derniers avant la jonction des deux armées prussiennes qui entourèrent d'un demi-cercle l'armée française.

Bientôt le cercle allait se fermer. Le gouvernement continuait à annoncer des victoires.

Les bruits de victoires rendirent plus facile la condamnation à mort d'Eudes et de Brideau.

Certains radicaux, eux-mêmes, appelèrent *bandits* les *Héros de la Villette.* Gambetta avait tout d'abord proposé contre eux l'exécution immédiate et sans jugement!

Le complot de la Villette fut pendant quelque temps, à l'ordre du jour de la terreur bourgeoise.

Les révolutionnaires, cependant, n'étaient pas les seuls à juger la situation et les hommes à leur juste valeur.

Il y avait dans l'armée même quelques officiers républicains. L'un d'eux, Nathaniel Rossel, écrivait à son père (en ce même 14 août où l'on tenta de proclamer la République, à Paris) la lettre suivante, conservée dans ses papiers posthumes:

«J'ai eu, depuis le début de la guerre, des aventures étranges et assez nombreuses; mais un trait particulier qui t'étonnera, c'est que je n'ai jamais été envoyé au feu; j'y suis allé quelquefois, mais pour mon seul agrément, et j'ai couru peu de dangers.

A Metz, je n'ai pas tardé à reconnaître l'incapacité de nos chefs, généraux et états-majors; incapacité sans remède confessée par toute l'armée, et comme j'ai habitude de pousser les déductions jusqu'au bout, je rêvais, avant même le 14, aux moyens d'expulser toute cette clique.

J'en avais imaginé pour cela qui ne seraient pas impraticables. Je me rappelle que le soir, avec mon camarade X, esprit généreux et résolu qui était tout à fait gagné â mes idées, nous nous promenions devant ces hôtels bruyants de la rue des Clercs, remplis à toute heure de chevaux, de voitures, d'intendants couverts de galons et de tout le tumulte d'un état-major insolent et viveur. Nous examinions les entrées, comment étaient placées les portes et comment, avec cinquante hommes résolus, on pouvait enlever ces gaillards-là, et nous cherchions ces cinquante hommes et nous n'en avons pas trouvé dix.

Le 14 août, vers le soir, nous vîmes du haut des remparts de Serpenoise l'horizon depuis Saint-Julien jusqu'à Queuleu illuminé des feux de la bataille. Le 16, l'armée avait passé la Moselle et trouvait l'ennemi devant elle. Aussitôt que je fus débarrassé de mon service, les convois de blessés qui arrivaient annonçaient une grande bataille. Je courus à cheval par Moulins et Chatel jusqu'au plateau de Gravelotte où j'assistai à une partie de l'action à côté d'une batterie de mitrailleuses magnifiquement commandée. (J'ai revu une fois depuis, le jour de la capitulation, le capitaine de cette batterie).

Le 18, j'allai encore le soir voir la bataille et je rencontrai le général Grenier; il en revenait ayant perdu sa division qui se débandait tranquillement, ayant combattu sept heures sans être relevé. Le lendemain, le blocus fut complété.

Je n'en continuai pas moins à chercher des ennemis à ces ineptes généraux. Le 31 août et le 1er septembre, ils essayèrent de livrer une bataille et ne savaient même pas engager leurs troupes.

Le malheureux Lebœuf chercha, dit-on, à se faire tuer et réussit seulement à faire tuer sottement beaucoup de braves gens.

J'allai le soir du 31 voir la bataille au fort de Saint-Julien et le lendemain, 1er septembre, à la queue du champ de bataille, j'y rencontrai en particulier Saillard devenu chef d'escadron, qui attendait avec deux batteries le moment de s'engager.

J'ai rarement éprouvé un plus grand serrement de cœur qu'en voyant les dernières chances qui nous étaient aussi honteusement abandonnées, car chaque fois qu'on se battait je reprenais confiance».

(Papiers posthumes de Rossel recueillis par Jules Amigues.)

N'était-ce pas une chose étrange que ces hommes inconnus les uns aux autres songeant à la fois à la même heure néfaste, où les despotes achevaient leur œuvre - les uns à proclamer la République libératrice, les autres, à débarrasser l'armée des états-majors insolents et viveurs de l'Empire.

Tandis que les victoires par dépêches continuaient, sonnaient leurs trompes sur toutes les défaites, on eût exécuté Eudes et Brideau sans les retards apportés à cette exécution par une lettre de Michelet couverte de milliers de signatures protestant contre cette criminelle mesure.

Un tel vent d'effroi passait sur Paris pendant cette dernière phase de l'agonie impériale que plusieurs de ceux qui avaient d'abord, avec enthousiasme donné leur signature, venaient la redemander (il y allait, disaient-ils, de leur tête!).

Comme il y allait surtout de la tête de nos amis Eudes et Brideau, j'avoue pour ma part n'avoir voulu rendre aucune de ces signatures sur les listes qui m'étaient confiées.

Nous fûmes chargées, Adèle Esquiros, André Léo et moi, de porter le volumineux dossier chez le gouverneur de Paris. - C'était le général Trochu.

Ce n'était pas chose facile d'y parvenir, mais on avait eu raison de compter sur l'audace féminine.

Plus on nous disait qu'il était impossible de pénétrer chez le gouverneur, plus nous avancions.

Nous parvînmes à entrer d'assaut dans une sorte d'antichambre entourée de banquettes appuyées contre les murs.

Au milieu, une petite table couverte de papiers - là attendaient d'ordinaire ceux qui voulaient voir le gouverneur; - nous étions seules.

On espérait nous chasser poliment, mais après nous être assises sur une des banquettes, nous déclarâmes que nous venions de la part du peuple de Paris pour remettre en mains propres au général Trochu des papiers dont il fallait qu'il eût connaissance.

Ces mots de la part du peuple firent un peu réfléchir, on n'osait pas nous jeter dehors et la douceur fut employée pour nous faire déposer notre dossier sur la table, cela fut impossible à obtenir de nous.

L'un de ceux qui étaient là se détacha alors et revint avec un individu qu'on nous dit être le secrétaire de Trochu.

Celui-ci entra en pourparlers avec nous, dit que Trochu étant absent, il avait l'ordre de recevoir à sa place ce qui était adressé au général; - il voulut bien consigner sur un registre le dépôt du dossier que nous lui remîmes, après des preuves que nous n'étions pas trompées.

Ce secrétaire ne semblait pas hostile à ce que nous demandions et il trouva naturelles les précautions prises par nous.

Le temps pressait, et malgré l'assurance du secrétaire que le gouverneur de Paris avait un grand respect pour la volonté populaire nous vivions en continuelles craintes d'apprendre l'exécution faite tout à coup, dans quelque accès de délire impérialiste.

Une armée allemande descendant la Meuse, les français se replièrent sur Sedan.

On lit à ce propos dans le rapport officiel du général Ducrot, - celui qui ne devait rentrer que mort ou victorieux, mais ne fut ni l'un ni l'autre: *«Cette place de Sedan avait son importance stratégique puisque, se ralliant à tous par Mézières et l'embranchement d'Huson, elle était l'unique moyen de ravitaillement d'une armée opérant par le nord sur Metz, était à peine à l'abri d'un coup de main; ni vivres ni munitions, ni approvisionnements d'aucune sorte; - quelques pièces avaient trente coups à tirer, d'autres six, mais la plupart manquaient d'écouvillons».*

Le 1er septembre, les français furent enveloppés et broyés comme en un creuset par l'artillerie allemande qui occupait les hauteurs.

Deux généraux tombèrent: Treillard tué, Margueritte mortellement blessé.

Baufremont alors, sur l'ordre de Ducrot, entraîna toutes les divisions contre l'armée prussienne.

Il y avait le 1er hussards et le 6ème chasseurs, brigade Tillard, les 1er, 2ème et 4ème chasseurs d'Afrique, brigade Margueritte.

Ce fut horrible et beau; c'est ce qu'on appelle la charge de Sedan.

L impression en fut si grande que le vieux Guillaume s'écria: *O les braves gens!*

La boucherie fut telle, que la ville et les champs environnants étaient couverts de cadavres.

A ce lac de sang les Empereurs de France et d'Allemagne eussent pu largement étancher leur soif.

Le 2 septembre, dans la brume du soir, l'armée victorieuse debout sur les hauteurs chanta un cantique actions de grâces au dieu des armées, qu'invoquaient également Bonaparte et Trochu.

Les mélodieuses voix allemandes, toutes pleines de rêve, planèrent inconscientes sur le sang versé.

Napoléon 3ème ne voulut pas des chances du désespoir, il se rendit et avec lui plus de quatre-vingt mille hommes, les armes, les drapeaux, cent mille chevaux, 650 pièces de canon.

L'Empire était fini et si profondément enseveli, que rien jamais n'en peut revenir.

L'homme de décembre aboutissant à l'homme de Sedan entraînait avec lui toute la dynastie.

C'en est fait désormais, on ne pourra jamais remuer que la cendre de la légende impériale.

Il semble, sur le vallon de Sedan, voir pareille à un vol de fantômes passer la fête impériale menée avec les dieux d'Offenbach par l'orchestre railleur de la *Belle Hélène*; tandis que spectral monte l'océan des morts.

On a depuis attribué à Gallifet ce que fit Baufremont, pour diminuer l'inoubliable horreur de l'égorgement de Paris; nous savons que Gallifet était à Sedan puisqu'il y ramassa le chapeau à plumes blanches de Margueritte, cela ne fait absolument rien, au sang dont il est couvert, et qui ne s'effacera jamais.

Les prisonniers de Sedan furent conduits en Allemagne.

Six mois après, la commission d'assainissement des champs de bataille fit déblayer les fossés dans lesquels à la hâte, les morts avaient été entassés. On versa sur eux de la poix et à l'aide de bois de mélèze on alluma un bûcher.

Sur les débris, pour que tout fût consumé, on jeta de la chaux vive.

Elle fut, ces années-là, la chaux vive, une terrible mangeuse d'hommes.

DEUXIÈME PARTIE:

RÉPUBLIQUE DU 4 SEPTEMBRE

1- LE 4 SEPTEMBRE:

Amis, sous l'Empire maudit
Que la République était belle!
(L.M. Chanson des Geôles).

A travers l'effroi qu'inspirait l'Empire, l'idée qu'il était à sa fin se répandait dans Paris, et nous, enthousiastes, nous rêvions la révolution sociale dans la plus haute acception d'idées qu'il fût possible.

Les anciens braillards - *À «Berlin»!,* -tout en soutenant encore que l'armée française était partout victorieuse, laissaient échapper de lâches tendances vers la reddition, qu'on leur faisait rentrer dans la gorge, en disant, que Paris mourrait plutôt que de se rendre, et on jetterait à la Seine ceux qui en répandraient l'idée; ils allaient ramper ailleurs.

Le 2 septembre au soir, des bruits de victoires venant de source suspecte, c'est-à-dire du gouvernement, nous firent penser que tout était perdu.

Une foule houleuse emplit les rues tout le jour, la nuit, elle augmenta encore.

Le 3, il y eut séance de nuit au *Corps législatif*, sur la demande de Palikao, qui avouait des dépêches graves.

La place de la Concorde était pleine de groupes; d'autres suivaient les boulevards, parlant gravement entre eux: il y avait de l'anxiété dans l'air.

Dès le matin, un jeune homme qui, l'un des premiers avait lu l'affiche du gouvernement, la racontait avec des gestes de stupeur: il fut immédiatement entouré de gens qui criaient aux Prussiens, et conduit au poste de Bonne-Nouvelle où un agent se jetant sur lui le blessa mortellement.

Un autre, affirmant qu'il venait de lire le désastre sur l'affiche, allait être assommé sur place, quand un des assaillants, qui, celui-là, était de bonne foi, levant par hasard les yeux, aperçut la proclamation suivante que tout Paris lisait en ce moment avec stupeur.

«Le Conseil des ministres au peuple français.
Un grand malheur a frappé la patrie. Après trois jours d'une lutte héroïque soutenue par l'armée du maréchal Mac-Mahon, contre trois cent mille ennemis, quarante mille homme ont été faits prisonniers!
Le général Wimpfen qui avait pris le commandement de l'armée en remplacement du maréchal Mac-Mahon, gravement blessé, a signé une capitulation: ce cruel revers n'ébranle pas notre courage.
Paris est aujourd'hui en état de défense, les forces militaires du pays s'organisent; avant peu de jours, une armée nouvelle sera sous les murs de Paris.
Une autre armée se forme sur les rives de la Loire.
Votre patriotisme, votre union, votre énergie, sauveront la France.
L'Empereur a été fait prisonnier pendant la lutte.
Le gouvernement, d'accord avec les pouvoirs publics prend toutes les mesures que comporte la gravité des événements.
Le Conseil des Ministres: Comte de Palikao, Henri Chevreau, Amiral Rigault de Genouilly, Jules Brame, Latour-d'Auvergne, Grandperret, Clément Duvernois, Magne, Busson, Billot, Jérôme David».

Quelque habile que fût celte proclamation, l'idée ne vint à personne que l'Empire pouvait survivre à la reddition d'une armée avec ses canons, ses armes, son équipement, de quoi lutter et vaincre.

Paris ne s'attarda pas à s'inquiéter de Napoléon 3, la République existait avant d'être proclamée.

Et plus haut que la défaite, dont la honte était à l'Empire, l'évocation de la République mettait une lueur sur tous les visages, l'avenir s'ouvrait dans une gloire.

Une mer humaine emplissait la place de la Concorde.

Au fond étaient en ordre de bataille les derniers défenseurs de l'Empire, gardes municipaux et sergents de ville se croyant obligés d'obéir à la discipline du coup-d'État, mais on savait bien qu'ils ne pourraient le réveiller d'entre les morts.

Vers midi, arrivèrent, par la *rue Royale*, des gardes nationaux armés.

Devant eux, les municipaux sabre au clair se formèrent en bataillon serré; - ils se replièrent avec les sergents de ville quand les gardes nationaux s'avancèrent baïonnette au canon.

Alors il y eut un grand cri dans la foule, une clameur monta jusqu'au ciel comme semée dans le vent:

Vive la République!

Les sergents de ville et les municipaux entouraient le *Corps législatif,* mais la foule envahissante, allait jusqu'aux grilles criant: *Vive la République!*

La République! c'était comme une vision de rêve! Elle allait donc venir?

Les sabres des sergents de ville volent en l'air, les grilles sont brisées, la foule et les gardes nationaux entrent au *Corps législatif.*

Le bruit des discussions se répand jusqu'au dehors, coupé de temps à autre par le cri: *Vive la République!* Ceux qui sont entrés jettent par les fenêtres, des papiers sur lesquels sont les noms proposé des membres du gouvernement provisoire.

La foule chante *la Marseillaise*. Mais l'Empire l'a profanée, nous, les révoltés, nous ne la disons plus.

La chanson du *Bonhomme* passe coupant l'air avec ses refrains vibrants: - *Bonhomme, bonhomme, - Aiguise bien ta faux!, -* nous sentons que nous-mêmes sommes la révolte et nous la voulons.

On continue de passer des noms à certains, tels que Ferry, il y a des murmures, d'autres disent: *Qu'importe! puisqu'on a la République on changera ceux qui ne valent rien. -* Ce sont les gouvernants qui font les listes. Sur la dernière, il y a: Arago, Crémieux, Jules Favre, Jules Ferry, Gambetta, Garnier-Pagès, Glais-Bizoin, Eugène Pelletan, Ernest Picard, Jules Simon, Trochu, gouverneur de Paris.

La foule crie: *Rochefort!* On le met sur la liste; c'est la foule qui commande maintenant.

Une nouvelle clameur s'élève à l'*Hôtel de ville*! C'était déjà beau devant le *Corps législatif,* c'est bien plus beau dehors! La foule roule vers l'*Hôtel de ville*; elle est dans ses jours de splendeur.

Le gouvernement provisoire est déjà là; un seul a l'écharpe rouge, Rochefort, qui sort de prison.

Encore des cris: *Vive la République!*

On respire la délivrance! pense-t-on.

Rochefort, Eudes, Brideau, quatre malheureux qui grâce aux faux rapports des agents avaient été condamnés pour l'affaire de la Villette (dont ils ne savaient rien), les condamnés du procès de Blois, et quelques autres que poursuivait l'Empire, étaient rendus à la liberté.

Le 5 septembre, Blanqui, Flotte, Rigaud, Th. Ferré, Breullé, Granger, Verlet (Henri Place), Ranvier, et tous les autres attendaient à leur sortie Eudes et Brideau, dont Eugène Pelletan était allé signer la levée d'écrou à la prison du *Cherche-Midi.*

On croyait qu'avec la République on aurait la victoire et la liberté. Qui eût parlé de se rendre eût été broyé.

Paris dressait sous le soleil de septembre quinze forts, pareils à des navires de guerre, montés par de hardis marins; quelle armée d'invasion oserait les prendre à l'abordage.

Du reste, au lieu d'un long siège à subir, il y aurait des sorties en masse; ce n'était plus Badingue, c'était la République.

La république universelle
Se lève dans les cieux ardents,
Couvrant les peuples de son aile
Comme une mère ses enfants.

A l'orient blanchit l'aurore!
L'aurore du siècle géant,
Debout! pourquoi dormir encore!
Debout, Peuple, sois fort et grand!

Le gouvernement jurait qu'on ne se rendrait jamais.

Toutes les bonnes volontés s'offraient dévouées jusqu'à la mort; on eût voulu avoir mille existences pour les offrir.

Les révolutionnaires étaient partout, se multipliaient; on se sentait une puissance de vie énorme, il semblait qu'on fût la révolution même.

On allait *Marseillaise vivante*, remplaçant celle que l'Empire avait profanée.

Cela ne durera pas, disait le vieux Miot, qui se souvenait de 48.

Un jour, sur la porte de l'hôtel de ville, Jules Favre nous serra trois dans ses grands bras, Rigaud, Ferré et moi, en nous appelant ses chers enfants.

Pour ma part je le connaissais depuis longtemps; il avait été, comme Eugène Pelletan, président de la *Société pour l'instruction élémentaire*, et rue Hautefeuille où avaient lieu les cours, on criait *Vive la République!* bien avant la fin de l'Empire.

Je songeais à cela pendant les jours de mai à Satory, devant la mare sanglante où les vainqueurs lavaient leurs mains, seule eau qui fut donnée à boire aux prisonniers, couchés dans la pluie, dans la boue sanglante de la cour.

2- LA RÉFORME NATIONALE:

Amis, l'on a la République.
Le sombre passé va finir.
Debout tous, c'est l'heure héroïque.
Fort est celui qui sait mourir.
(L. M. Respublica).

Était-ce donc le pouvoir qui changeait ainsi les hommes de septembre?

Eux que nous avons vus fiers devant l'Empire étaient pris d'épouvante de la révolution.

Devant le gouffre à franchir ils refusaient de prendre leur élan, ils promettaient, juraient, contemplaient la situation, et y voulaient rester éternellement renfermés.

Avec d'autres sentiments nous aussi, nous nous rendions compte.

Guillaume approchait, tant mieux! Paris en sortie torrentielle écraserait l'invasion! Les armées de province se rejoindraient, n'avait-on pas la République?

Et la paix reconquise, elle ne serait pas la République guerroyeuse, agressive aux autres peuples, l'*Internationale* remplirait le monde sous la brûlante poussée du *Germinal social.*

Et dans la conviction profonde du devoir, on demandait des armes que le gouvernement refusait. Peut-être craignait-il d'armer les révolutionnaires; peut-être en manquait-il réellement; on avait des promesses, c'était tout. Les Prussiens continuaient d'avancer, ils étaient au point où le chemin de fer cessait de fonctionner pour Paris; plus près, toujours plus près.

Mais en même temps que les journaux publiaient la marche des Prussiens, une note officielle donnant le chiffre des approvisionnements, rassurait la foule.

Dans les parcs, le Luxembourg, le Bois de Boulogne: 200.000 moutons, 40.000 bœufs, 12.000 porcs entassés mouraient de faim et de tristesse, les pauvres bêtes; mais donnaient une espérance visible aux yeux de ceux qui s'inquiétaient.

La provision de farine réunie à celles des boulangers était de plus de 500.000 quintaux, il y en avait environ cent mille de riz, dix mille de café, trente à quarante mille de viandes salées, sans compter l'énorme quantité de denrées que faisaient venir les spéculateurs comptant au centuple le prix, qui en cas désespéré eussent certainement passé avec les autres provisions pour la vie générale.

Les gares, les halles, tous les monuments étaient remplis.

Au nouvel Opéra dont le gros œuvre était achevé, l'architecte Garnier fit forer la couche de béton sur laquelle reposaient les fondations, un courant qui descend de Montmartre s'en échappa: on aurait de l'eau.

Mieux eût valu que tout manquât, le provisoire à ses premiers jours, n'eût pas entravé l'élan héroïque de Paris; on aurait pu vaincre encore l'invasion.

Quelques maires marchaient d'accord avec la population de Paris; Malon aux Batignolles, Clémenceau à Montmartre furent ouvertement révolutionnaires.

La mairie de Montmartre avec Jaclard, Dereure, Lafont pour adjoints de Clémenceau, fit par instants trembler la réaction.

Elle se rassura bientôt; les plus fiers courages devenaient inutiles dans les vieux engrenages de l'Empire où sous des noms nouveaux on continuait à moudre les déshérités.

Les Prussiens gagnaient du terrain; le 18 septembre ils étaient sous les forts, le 19 ils s'établissaient au plateau de Châtillon. Mais plutôt que de se rendre, Paris s'allumerait comme jadis Moscou.

Des bruits de trahison du gouvernement commençaient à circuler, il n'était qu'incapable. Le pouvoir faisait son œuvre éternelle, il la fera tant que la force soutiendra le privilège.

Le moment était venu où si les gouvernants eussent tourné contre les révolutionnaires les gueules des canons, ils n'en eussent été nullement étonnés.

Mais plus la situation empirait, plus grandissait l'ardeur de la lutte.

L'élan était si général, que tous sentaient le besoin d'en finir.

Le Siècle lui-même, publia le 5 septembre un article intitulé *Appel aux audacieux,* et commençant ainsi:

«A nous les audacieux. Dans les circonstances difficiles, il faut l'intelligence prompte et les hardiesses inconnues.

A nous les jeunes. Les téméraires, les audacieux indisciplinés deviennent nos hommes. L'idée et l'action doivent être libres. Ne vous gênez plus, ne réglementez plus, débarrassez-vous une bonne fois des vieux colliers et des vieilles cordes: c'est le conseil que donnait l'autre jour notre ami Joigneaux et ce conseil-là, c'est le salut».

(*Le Siècle* du 7 septembre 1870).

Ils vinrent en foule les audacieux, on n'avait pas besoin de les appeler, c'était la République! Bientôt le lent fonctionnement des administrations, les mêmes que sous l'Empire, eut tout paralysé.

Rien n'était changé puisque tous les rouages n'avaient que pris des noms nouveaux, ils avaient un masque, c'était tout.

Les munitions falsifiées, les fournitures par écrit, le manque de tout ce qui était de première nécessité pour le combat, le gain scandaleux des fournisseurs, armement insuffisant ne faisaient aucun doute: c'était la même chose.

De l'aveu du Ministre de la guerre, le seul bataillon complètement armé était celui des employés des ministères.

«Ne me parlez pas de cette stupidité!», disait le général Guyard en parlant de ceux se chargeant par la culasse.

Il est vrai que les plus mauvais eussent été bons employés dans l'élan du désespoir par des hommes décidés à reconquérir leur liberté.

Félix Pyat, trop soupçonneux (mais payé pour l'être), les échappés de juin et de décembre, revoyaient les jours qu'ils avaient vécus déjà; les révolutionnaires, espérant se passer pour vaincre du gouvernement, s'adressaient surtout au peuple de Paris dans les comités de vigilance et les clubs.

Strasbourg investie le 13 août, ne s'était pas encore rendue le 18 septembre. Comme on était ce jour-là dans Paris plus angoissé, sentant l'agonie de Strasbourg qui, blessée, bombardée de toutes parts, ne voulait pas mourir, l'idée nous vint à quelques-uns, plutôt quelques-unes, car nous étions en majorité des femmes, d'obtenir des armes et de partir à travers tout pour aider Strasbourg à se défendre ou mourir avec elle.

Notre petit groupe prit la direction de l'Hôtel-de-Ville en criant: *«A Strasbourg, à Strasbourg! des volontaires pour Strasbourg!».*

A chaque pas venaient de nouveaux manifestants, les femmes et les jeunes gens, la plupart étudiants dominaient. Il y eut bientôt une masse considérable.

Sur les genoux de la statue de Strasbourg était ouvert un livre, nous y allâmes signer notre engagement volontaire.

De là, en silence on se dirigea vers l'Hôtel-de-Ville, nous étions toute une petite armée.

Bon nombre d'institutrices étaient venues; il y en avait de la rue du Faubourg-du-Temple que j'ai revues depuis, j'y rencontrai pour la première fois madame Vincent qui peut-être garda de cette manifestation l'idée de groupements féminins.

On nous délégua, André Léo et moi, pour réclamer des armes.

A notre grand étonnement on nous reçut sans difficulté et nous regardions la demande comme accueillie, quand ayant été conduites dans une vaste salle où il n'y avait que des banquettes, on ferma la porte sur nous.

Il y avait déjà deux prisonniers, un étudiant appartenant à la manifestation et qui se nommait, je crois, Senart, et une vieille femme qui ayant traversé la place en tenant la burette d'huile qu'elle venait d'acheter, avait été arrêtée elle ne savait pourquoi et ceux qui l'avaient prise n'en savaient pas davantage. Elle tremblait si fort que l'huile tombait tout autour d'elle, arrosait sa robe.

Au bout de trois ou quatre heures, un colonel vint nous interroger, mais nous ne voulûmes rien répondre avant que la pauvre vieille eût été mise en liberté; sa frayeur et la burette d'huile vacillant dans ses mains, témoignaient assez qu'elle n'avait pas manifesté.

On finit par se comprendre, elle sortit tremblant sur ses jambes, essayant de ne pas laisser tomber sa burette dont l'huile continuait à se répandre.

Alors on procéda à notre interrogatoire, et comme nous saisissions l'occasion pour exposer notre demande d'armes pour notre bataillon de volontaires, l'officier qui ne paraissait pas comprendre s'écria stupidement: *«Qu'est-ce que cela vous fait que Strasbourg périsse puisque vous n'y êtes pas!».*

C'était un gros homme, de figure régulière et bête, carré des épaules, bien campé, un exemplaire doré sur tranches du grade de colonel.

Il n'y avait rien à répondre qu'à le regarder en face.

Comme je disais tout haut le numéro de son képi, il comprit peut-être ce qu'il venait de dire et s'en alla.

Quelques heures plus tard, un membre du gouvernement arrivant à l'Hôtel-de-Ville nous fit mettre en liberté, l'étudiant, André Léo et moi.

Moitié par la force, moitié avec des mensonges, la manifestation avait été dispersée.

Ce jour-là même Strasbourg succombait.

On parlait beaucoup de l'armée de la Loire, - *«Guillaume,* disait-on, *se trouverait pris entre cette armée et une formidable sortie des Parisiens».*

La confiance au gouvernement diminuait de jour en jour; on le jugeait incapable, comme tout gouvernement, du reste, mais on comptait sur l'élan de Paris.

En attendant, chacun trouvait du temps pour s'exercer au tir dans les baraques; j'y étais pour ma part devenue assez forte, ce que nous avons pu constater plus tard aux compagnies de marche de la Commune.

Paris voulant se défendre veillait lui-même.

Le *Conseil fédéral* de l'*Internationale* siégeait à la Corderie du Temple; là se réunissaient les délégués des clubs; ainsi fut formé le *Comité central des vingt arrondissements,* qui à son tour créa dans chaque arrondissement des *Comités de vigilance* formés d'ardents révolutionnaires.

Un des premiers actes du *Comité central* fut d'exposer au gouvernement la volonté de Paris; elle était exprimée en peu de mots sur une affiche rouge qui fut déchirée dans le centre de Paris, par les gens de l'ordre, acclamée dans les faubourgs, et bêtement attribuée par le gouvernement à des agents prussiens; c'était chez eux une obsession. Voici cette affiche:

LA LEVÉE EN MASSE!
L'ACCÉLÉRATION DE L'ARMEMENT!
LE RATIONNEMENT!

Les signataires étaient Avrial, Beslay, Briosne, Chalain, Combault, Camélinat, Chardon, Demay, Duval, Dereure, Frankel, Th. Ferré, Flourens, Johannard, Jaclard, Lefrançais, Langevin, Longuet, Malon, Oudet, Pottier, Pindy, Ranvier, Régère, Rigaud, Serrailler, Tridon, Theisz, Trinquet, Vaillant, Varlin, Vallès.

En réponse à l'affiche qui bien réellement était la volonté de Paris, des bruits de victoire se répandirent comme sous l'Empire, annonçant la prochaine arrivée de l'armée de la Loire.

Ce n'était pas l'armée de la Loire qui arrivait, mais la nouvelle de la défaite du Bourget et de la reddition de Metz par le maréchal Bazaine, livrant à l'ennemi une place de guerre que nul avant n'avait pu prendre, les forts, les munitions, cent mille hommes, laissant sans défense le Nord et l'Est.

Le 4 septembre, lorsque André Léo et moi nous parjurions Paris, une dame nous ayant invitées à monter dans sa voiture, nous raconta que l'armée était à bout de vivres, de munitions, de tout, répondant d'avance à l'accusation qui devait être formulée après la prise de Metz, assurant que Bazaine ne trahirait jamais. C'était sa sœur.

Peut-être fut-il plus lâche que traître, le résultat est identique.

Le journal *le Combat*, de Félix Pyat, le 27 octobre, annonçait la reddition de Metz. La nouvelle, disait-il, tenait de source certaine; en effet, elle venait de Rochefort, qui imposé par la foule au gouvernement, en septembre, ne pouvait sans trahir garder le silence et l'avait dit à Flourens, commandant des bataillons de Belleville. Celui-ci le transmit à Félix Pyat, qui le publia dans *le Combat.*

Aussitôt, la nouvelle fut démentie et les presses du *Combat* brisées par les gens de l'ordre, mais chaque instant apportait des preuves nouvelles. Pelletan non plus n'avait pas gardé le silence sur la reddition de Metz.

Les autres membres de la défense nationale hypnotisés par leur mauvais génie, le nain Foutriquet qui rentrait dans Paris après avoir préparé la reddition chez tous les souverains de l'Europe, continuaient à nier, affolés entre la défaite et la marée populaire.

Une note parut dans le *Journal Officiel*, annonçant presque qu'il était question de livrer Félix Pyat à une cour martiale.

Voici cette note datée du 28 octobre 1870:

«Le gouvernement a tenu à honneur de respecter la liberté de la presse. Malgré les inconvénients qu'elle peut quelquefois présenter dans une ville assiégée, il aurait pu, au nom du salut public, la supprimer ou la restreindre; il a mieux aimé en référer à l'opinion publique qui est sa vraie force. C'est à elle qu'il dénonce les lignes odieuses qui suivent et qui sont écrites dans le journal "le Combat", dirigé par M. Félix Pyat.

"La reddition de Bazaine, fait vrai, sûr et certain que le gouvernement de la Défense nationale retient par devers lui comme un secret d'État et que nous dénonçons à l'indignation de la France comme une haute trahison. Le maréchal Bazaine a envoyé un colonel au roi de Prusse pour traiter de la reddition de Metz et de la paix au nom de Sa Majesté l'Empereur Napoléon 3". (Le Combat).

L'auteur de cette infâme calomnie n'a pas osé faire connaître son nom, il a signé: le Combat. C'est à coup sûr le combat de la Prusse contre la France, car à défaut d'une balle qui aille au cœur du pays, il dirige contre ceux qui le défendent une double accusation aussi infâme qu'elle est fausse, il affirme que le gouvernement trompe le public en lui cachant d'importantes nouvelles et que le glorieux soldat de Metz déshonore son pays par une trahison.

Nous donnons à ces deux inventions le démenti le plus net.

Dénoncées à un conseil de guerre, elles exposeraient leur fabricateur au châtiment le plus sévère. Nous croyons celui de l'opinion le plus efficace; elle flétrira comme ils le méritent ces prétendus patriotes dont le métier est de semer les défiances en face de l'ennemi et de ruiner par leurs mensonges l'autorité de ceux qui le combattent.

Depuis le 17 août aucune dépêche directe du maréchal Bazaine n'a pu franchir les lignes. Mais nous savons que, loin de songer à la félonie qu'on ne rougit pas de lui imputer, le maréchal n'a cessé de harceler l'ennemi par de brillantes sorties.

Le général Bourbaki a pu s'échapper, et ses relations avec la délégation de Tours, son acceptation d'un commandement important démontrent suffisamment les nouvelles fabriquées que nous livrons à l'indignation de tous les honnêtes gens».

Journal officiel du gouvernement, 28 octobre 1870.

Le lendemain 29, la déclaration du gouvernement insérée dans *le Combat* était suivie de cette note:

«C'est le citoyen Flourens qui m'a dénoncé pour le Salut du peuple le plan Bazaine et qui m'a dit le tenir directement du citoyen Rochefort, membre du gouvernement provisoire de la Défense nationale.

Félix PYAT., Le Combat, 29 octobre 1870.»

Il ne s'agissait plus seulement du plan Trochu, déposé suivant la chanson et suivant l'histoire aussi, chez M° Duclou, son notaire, mais encore du plan Bazaine auquel consistait à lâcher tout.

Une dépêche officielle affichée à Paris le 29 octobre énonçait avec des précautions infinies la prise du Bourget; - devant le rapport signé Schmidt, les policiers pouvaient entendre les réflexions des Parisiens peu favorables au gouvernement.

Les imbéciles prétendaient que la dépêche était fausse et les gens de l'ordre s'empressaient pour gagner du temps d'appuyer cette opinion insensée. Le 30 au soir, une nouvelle dépêche avouait presque tel, qu'il avait été le massacre du Bourget.

Le lendemain matin, on lisait l'affiche suivante:

«M. Thiers est arrivé aujourd'hui à Paris; il s'est transporté sur-le-champ au ministère des affaires étrangères, il a rendu compte au gouvernement de sa mission. - Grâce à la forte impression produite en Europe par la résistance de Paris, quatre grandes puissances neutres, l'Angleterre, la Suisse, l'Autriche et l'Italie se sont ralliées à une idée commune. Elles proposent aux belligérants un armistice qui aurait pour objet la convocation d'une Assemblée nationale.

Il est bien entendu qu'un tel armistice devrait avoir pour conditions le ravitaillement proportionné à sa dorée pour le pays tout entier.

Le ministre des affaires étrangères chargé par intérim du ministère de l'intérieur, Jules Favre».

Suivait la nouvelle de la capitulation de Metz et de l'abandon du Bourget.

«Nous ne pouvions, dit Jules Favre, dans son *Histoire de la Défense nationale*, *retarder la divulgation des deux premières nouvelles. L'arrivée de M. Thiers ayant été annoncée, il fallait dire au public ce qu'il allait faire à Versailles.*

L'évacution du Bourget avait été sue à Paris dès le matin du 30; le soir, tout le monde à Paris la connaissait. L'hésitation n'était permise que pour Metz; nous n'avions pas un rapport officiel, mais malheureusement nous ne pouvions douter, il nous parut que nous n'avions pas le droit de garder le silence. Nous aurions donné raison aux calomnies du journal "le Combat". Conformément à notre décision, "l'Officiel" du 31 publiait ce qui suit:

"Le gouvernement vient d'apprendre la douloureuse nouvelle de la reddition de Metz. Le maréchal Bazaine et son armée ont dû se rendre après d'héroïques efforts que le manque de vivres et de munitions ne leur permettait plus de continuer; ils sont prisonniers de guerre.

Cette cruelle issue d'une lutte de près de trois mois, causera dans toute la France une profonde et pénible émotion, mais elle n'abattra pas notre courage. Pleine de reconnaissance pour les braves soldats, pour la généreuse population qui a combattu pied à pied pour la patrie, la ville de Paris voudra être digne d'eux, elle sera soutenue par leur exemple et par l'espoir de les venger"».

Enfin le rapport militaire annonçait dans les termes suivants le désastre et l'abandon du Bourget.

«30 octobre, une heure et demie du soir.

Le Bourget, village en avant de nos lignes, qui avait été occupé par nos troupes a été canonné pendant toute la journée d'hier sans succès pour l'ennemi. Ce matin de bonne heure des masses d'infanterie évaluées à plus de dix-huit mille hommes se sont présentées de front avec une nombreuse artillerie, tandis que d'autres colonnes ont tourné le village venant de Duny et Blanc-Mesnil.

Certain nombre d'hommes qui étaient dans la partie nord du Bourget ont été coupés du corps principal et sont restés entre les mains de l'ennemi; on n'en connait pas exactement le nombre; il sera précis demain.

Le village de Drancy occupé depuis 24 heures seulement, ne se trouvait plus occupé à sa gauche et le temps a manqué pour le mettre en état respectable de défense.

L'évacuation en a été ordonnée pour ne pas compromettre les troupes qui s'y trouvaient. Le village du Bourget ne faisait pas partie de notre système général de défense, son occupation était d'une importance bien secondaire et les bruits qui attribuent de la gravité aux incidents qui viennent d'être exposés sont sans gravité».

L'Officiel du 31 octobre, cité par Jules Favre dans le 1er volume de "Histoire de la Défense nationale".

C'est avec ces flots d'eau bénite de cour que fut avouée la catastrophe. Des farouches tribuns qui combattaient l'Empire, plus rien ne restait: ils étaient entrés comme des écureuils dans la loge où avant eux d'autres couraient, tournant inutilement la même roue que d'autres avaient tournée avant eux, que d'autres tourneront après.

Cette roue-là c'est le pouvoir écrasant éternellement les déshérités.

3- LE 31 OCTOBRE:

La confiance est morte au fond des cœurs farouches,
Homme, tu mens, soleil, cieux, vous mentez!
Soufflez, vents de la nuit, emportez, emportez
L'honneur et la vertu, cette sombre chimère.
(Victor Hugo.)

,

Les nouvelles des défaites, l'incroyable mystère dont le gouvernement avait voulu les couvrir, la résolution de ne jamais se rendre et la certitude qu'on le rendait en secret firent l'effet d'un courant glacé précipité dans un volcan en ignition. On respirait du feu, de la fumée ardente.

Paris, qui ne voulait ni se rendre ni être rendu et qui en avait assez des mensonges officiels, se leva.

Alors comme on criait au 4 septembre: *Vive la République!* on cria au 31 octobre: *Vive la Commune!*

Ceux qui le 4 septembre s'étaient dirigés sur la chambre allèrent vers l'Hôtel-de-Ville; parfois sur le chemin, on rencontrait quelque troupeau moutonnier, racontant que l'armée prussienne avait manqué être coupée en deux ou trois tronçons, je ne sais plus par qui; ou bien déplorant que les officiers français n'eussent pas connu un petit chemin qui les eût menés droit au cœur de l'ennemi; d'autres encore ajoutaient: *Nous tenons toutes les routes.* — Les trois tronçons, c'étaient trois armées allemandes et c'étaient elles qui tenaient toutes les routes.

Quelques gobeurs entraînés par des mouchards continuaient à hurler devant les affiches du gouvernement que c'étaient de fausses dépêches fabriquées par Félix Pyat, Rochefort et Flourens pour apporter le trouble

et l'émeute devant l'ennemi, ce qui était depuis le commencement de la guerre, et fut pendant tout le temps, qu'elle dura, la phrase consacrée pour entraver a résistance et arrêter tous les généreux élans.

Les courants suivaient la marche vers l'Hôtel-de-Ville. Venant de tous les côtés, on bousculait les gobeurs et les mouchards, la mer humaine grossissait.

La garde nationale se massait devant la grille; des placards étaient promenés à travers la foule.

PAS D'ARMISTICE
LA COMMUNE
RÉSISTANCE A MORT
VIVE LA RÉPUBLIQUE!

La foule applaudissait et parfois, sentant l'ennemi, poussait en clameurs formidables le cri: *A bas Thiers!* On eût dit qu'elle hurlait à la mort. Beaucoup de ceux qui avaient été trompés criaient plus fort que les autres: Trahison! trahison!

De premiers délégués furent éconduits avec les ordinaires serments que Paris ne serait jamais rendu.

Trochu essaya de parler, affirmant qu'il ne restait plus qu'à battre et chasser les Prussiens avec le patriotisme et l'union.

On ne le laissa pas continuer et toujours comme au 4 septembre un seul cri montait jusqu'au ciel: *La Commune! Vive la Commune!*

Une poussée énorme précipite les manifestants sur l'Hôtel-de-ville, où les mobiles bretons étaient entassés dans les escaliers. Lefrançais entre comme un coin au milieu d'eux et le vieux Beslay faisant monter sur ses épaules, Lacour de la chambre syndicale des relieurs, le fait passer par une petite fenêtre près de la grande porte, des volontaires de Tibaldi s'y précipitent, la porte est ouverte et engloutit la foule tant qu'elle y peut tenir.

Autour de la table, dans la grande salle étaient Trochu, Jules Favre, Jules Simon, à qui sévèrement des hommes du peuple demandaient compte de la lâcheté du gouvernement.

Trochu, par phrases interrompues de cris indignés, expliqua qu'il avait été avantageux pour la France d'abandonner les places prises la veille par l'armée allemande, étant donné les circonstances!

L'entêté breton continuait quand même, lorsque tout à coup il pâlit; on venait de lui passer un papier sur lequel étaient écrites les volontés populaires:

DÉCHÉANCE DU GOUVERNEMENT.
LA COMMUNE.
RÉSISTANCE À MORT.
PAS D'AMNISTIE.

C'est la fin de la France! dit Trochu profondément convaincu.

Il comprenait enfin ce que depuis plusieurs heures on ne cessait de lui répéter, la déchéance du gouvernement de la défense nationale.

A ce moment, Trochu détacha une décoration qu'il portait et la passa à un officier des mobiles bretons.

- *Ceci est un signal!* s'écria Cipriani, le compagnon de Flourens.

Se sentant deviné, Trochu regarda autour de lui où les réactionnaires en grand nombre commençaient à se glisser, il parut se rassurer.

Les membres du gouvernement se retirèrent pour délibérer et, sur leur demande, Rochefort consentit à annoncer la nomination de la Commune, car personne ne les croyait plus, il se mit à l'une des fenêtres de l'Hôtel-de-Ville, fit part à la foule de la promesse du gouvernement, déposa sa démission sur la table et fut emmené par des révolutionnaires à Belleville où, disent-ils, on le demandait.

Autour de Trochu se rangeaient les Bretons, comme lui naïfs et têtus, le gardant, ainsi qu'ils auraient fait d'une Notre-Dame dans les landes d'Armorique; ils fondaient ses ordres, mais Trochu n'en donna pas.

Pendant ce temps, quelques membres du gouvernement escomptant la bonne foi de Flourens et des gardes nationaux, sortirent sous divers prétextes et mirent pour trahir le temps à profit.

Picard faisait battre le rappel et le 106ème bataillon de la garde nationale composé entièrement de réactionnaire, vint sous la conduite d'Ibos, dont le courage était digne d'une meilleure cause, se ranger à la grille de l'Hôtel-de-Ville.

Le 106ème criant: *Vive la Commune!* on le laissa entrer.

Bientôt 40.000 hommes entourèrent l'Hôtel-de-Ville et *«pour éviter un conflit»*, dit Jules Ferry, les conditions étant faites les compagnies de Flourens devaient se retirer.

Moins naïf que les autres, le capitaine Greffier, avait arrêté Ibos, mais Trochu, Jules Favre et Jules Ferry donnant de nouveau leur parole de la nomination de la Commune promirent en outre que la liberté serait garantie à tous, quelle que fût l'issue des événements.

Les membres du gouvernement restés à l'Hôtel-de-Ville se groupèrent dans l'embrasure d'une fenêtre d'où l'on voyait rangés les hommes du 106ème bataillon.

Millière à ce moment ayant l'idée d'une trahison probable, voulait faire appel aux gardes nationaux des faubourgs, mais Flourens refusa, disant que c'était une défiance inutile, la parole étant donnée. - Millière se rangeant à son avis, renvoya son bataillon qui était venu se ranger sur la grève.

La foule s'était calmée devant l'affiche qu'on placardait annonçant la nomination de la Commune par voie d'élection; ceux qui confiants rentrèrent chez eux apprirent le lendemain avec stupeur la nouvelle trahison du gouvernement.

Ferry, qui était allé rejoindre Picard, revint à la tête de colonnes nombreuses qui se rangèrent en bataille.

En même temps, par le souterrain qui allait de la caserne Napoléon à l'Hôtel-de-Ville arrivaient de nouveaux renforts de mobiles bretons. - Trochu l'avait dit, ils allaient:

MONSIEUR DE CHARETTE A DIT À CEUX DE CHEZ NOUS:
VENEZ TOUS;
IL FAUT COMBATTRE LES LOUPS.

Le gaz ayant été éteint pour le guet-apens, les Bretons, baïonnette en avant, se glissaient par le souterrain, tandis que les bataillons de l'ordre conduits par Jules Ferry entraient par la grille.

Blanqui ne se doutant pas qu'on pouvait manquer ainsi à sa parole, fit remettre à Constant Martin l'ordre d'installer à la mairie du 1er arrondissement le docteur Pilot en remplacement du maire Tenaille-Saligny. A la porte de la mairie un soldat croise la baïonnette, Constant Martin relève le fusil et entre avec ses amis. A la salle du conseil, Méline épouvanté va chercher le maire non moins épouvanté; il remet les sceaux et le coffre-fort aux envoyés de Blanqui. Mais le soir la mairie était reprise. - Flourens était sorti avec le vieux Tamisier entre deux haies de soldats; Blanqui et Millière sortirent également, le gouvernement n'osant pas d'abord montrer son mépris de la parole donnée; - le soir même du 31 octobre avait lieu à la Bourse une réunion des officiers de la garde nationale à propos des événements des trois derniers jours.

Comme on criait du dehors: *Tous les officiers à leurs postes*, un homme tenant une affiche blanche s'élança au bureau, la générale battait dans Paris; l'affiche, c'était le décret de convocation pour le lendemain afin de nommer la Commune!

- *Vive la Commune!* crièrent les gardes nationaux présents. - *Mieux eût valu,* dit une voix, *la Commune révolutionnaire nommée par la foule.*

- *Qu'importe!* s'écria Rochebrune, *pourvu qu'elle laisse Paris se défendre de l'envahissement.*

Il émit alors cette idée, la même que Lullier proposait quelques semaines auparavant, que Paris investi n'aurait jamais sur un seul point de l'enceinte, que quelques milliers d'hommes, dont une sortie de deux -cent mille pouvait et devait avoir raison.

Des acclamations s'élèvent; on veut nommer Rochebonne général de la garde nationale, mais il s'écrie: *La Commune d'abord!*

Alors un nouveau venu s'élance à la tribune, il raconte que le 106ème bataillon a délivré le gouvernement, que l'affiche a menti, que la défense nationale a menti, que plus que jamais le plan de Trochu réglait la marche et l'ordre des défaites et que Paris devait plus que jamais veiller lui-même à n'être pas livré. On crie: *Vive la Commune!*

Un gros homme qui attend on ne sait pourquoi sur la place se mêle aux gardes nationaux et cherche à primer son opinion: - *Il faut toujours des chefs,* dit-il, *il faut toujours un gouvernement pour vous mener.*

Ce doit être un orateur de la réaction, on a bien autre chose à faire que de l'écouter.

Oui. L'affiche avait menti, le gouvernement avait menti.

Paris ne nommait pas sa Commune.

Tous ceux qui la veille avaient été acclamés étaient décrétés d'accusation: Blanqui, Millière, Flourens, Jaclard, Vermorel, Félix Pyat, Lefrançais, Eudes, Levrault, Tridon, Ranvier, Razoua, Tibaldi, Goupil, Pillot, Vesinier, Régère, Cyrille, Maurice Joly, Eugène Chatelain.

Quelques-uns déjà étaient prisonniers. Félix Pyat, Vesinier, Vermorel, Tibaldi, Lefrançais, Goupil, Tridon, Ranvier, Jaclard, Bauer étaient déjà arrêtés; les prisons s'emplissaient contenant parmi les révolutionnaires bon nombre de pauvres gens arrêtés comme toujours par méprise, et qui n'avaient rien fait, - ces tristes figurants ne manquent jamais dans toutes les révoltes. Quelques-uns y apprennent pourquoi il y a des révoltés.

L'affaire du 31 octobre fut ainsi libellée par les juges au service de la défense nationale: *Un attentat, dont le but était d'exciter à la guerre civile en armant les citoyens les uns contre les autres; comprenant séquestration arbitraire et menaces sous conditions.*

L'Empire va-t-il donc revenir? disaient les naïfs. Il n'était jamais disparu, ses lois n'ont pas cessé encore d'exister, elles se sont aggravées même, mais le recul des flots rend plus terribles les tempêtes.

Les juges chargés du dossier du 31 octobre étaient Quesenet, ancien juge de l'Empire, Henri Didier, procureur de la République.

Leblond procureur général, (ce même Leblond qui avait défendu l'un des accusés de la haute cour de Blois, il se récusa presque, il est vrai, disant qu'il n'était que le mandataire de Jules Favre et d'Emmanuel Arago).

Edmond Adam, préfet de police, donna sa démission, ne voulant pas opérer les arrestations qui lui étaient ordonnées.

A l'Hôtel-de-Ville, les mobiles bretons, leurs yeux bleus fixés dans le vague, se demandaient si M. Trochu ne débarrasserait pas bientôt la France des criminels qui y causaient tant de désastres afin qu'il leur fût permis de revoir la mer, les rochers de granit durs comme leurs crânes, les landes où s'ébattent les poulpiquets et de danser aux pardons les jours où *Armor* est en fête.

4- DU 31 OCTOBRE AU 22 JANVIER:

Les voilà revêtus du linceul de l'empire,
S'y ensevelissant et la France avec eux,
Et le nain foutriquet, le gnome fatidique
Cousant le voile horrible avec ses doigts hideux.
(L.M. Les Spectres.)

Oui, c'était bien l'Empire! les prisons pleines, la peur et les délations à l'ordre du jour, les défaites changées en victoires sur les affiches.

Les sorties refusées; le nom du vieux Blanqui secoué comme un épouvantail devant la bêtise humaine.

Les généraux, si lents devant l'invasion, se hâtant de menacer la foule.

Juin et décembre à l'horizon, plus épouvantables que par le passé.

Jules Favre, qu'on ne peut accuser de forcer le tableau dans des vues révolutionnaires, raconte ainsi la situation vis-à-vis de l'armée.

«Le général Ducrot qui occupait (le 31 octobre) la Porte Maillot, apprenant l'échec du gouvernement, n'attendit pas les ordres, il lit prendre les armes à sa troupe, atteler ses canons et se mit en marche vers Paris; il ne rétrograda que quand ce fut fini».

Ducrot pour cette fois n'était pas en retard, aussi il s'agissait de la foule.

Jules Favre, dans le même livre, dit à propos de la théorie soutenue par Trochu à propos des places abandonnées par l'armée:

«Quant à la perte du Bourget, le général déclara qu'elle n'avait aucune signification militaire et que la population de Paris s'en était émue fort mal à propos. L'occupation du village avait eu lieu sans ordre et contrairement au système général arrêté par le gouvernement de Paris et le comité de la défense: il aurait toujours fallu se retirer». (Jules Favre, *Le Gouvernement de la Défense nationale,* 1er volume).

C'était bien le même Jules Favre qui sous l'Empire avait dit audacieusement: *«Ce procès peut être regardé comme un fragment d'un miroir brisé où le pays peut se voir tout entier* - il s'agissait des corruptions du régime impérial - *mais nul homme ne résiste au pouvoir, il faut qu'il tombe».*

La République de septembre en était aux plébiscites. - Or, tout plébiscite, grâce à l'apeurement, à l'ignorance, donne toujours la majorité contre le droit, c'est-à-dire au gouvernement qui l'invoque.

Les soldats, les marins, les réfugiés des environs de Paris votèrent militairement et peut-être on ajouta les trois cent mille parisiens qui s'abstinrent, de sorte que la défense nationale compta 321.373 *«oui»*.

Les bruits de victoires ne cessaient pas. Le général Cambriel avait accompli tant d'exploits qu'on ne croyait pas à un seul.

La légende courait que les malfaiteurs du 31 octobre avaient emporté de l'Hôtel-de-Ville l'argenterie et. les sceaux de l'État.

Après le plébiscite du 3 novembre **(*)**, le gouvernement annonça qu'il allait remplir ses promesses et procéder à des élections municipales.

Pendant ce temps, les prévenus du 31 octobre étaient toujours en prison, mais lorsqu'ils comparurent trois mois après devant un *Conseil de guerre*, il fallut acquitter tous ceux qui étaient présents; l'accusation leur ayant reproché *«d'avoir été les adversaires de l'Empire»,* puisqu'on se prétendait en République, l'accusation tombait d'elle-même. Constant Martin avait été oublié cette fois-là, on devait se rattraper vingt-six ans après.

Une partie de ceux qui avaient été inculpés furent élus comme protestation dans les diverses mairies de Paris, les maires et adjoints républicains furent réélus.

Il y eut aux diverses mairies, comme maires ou adjoints : Ranvier, Flourens, Lefrançais, Dereure, Jaclard, Millière, Malon, Poirier, Héligon, Tolain, Murat, Clémenceau, Lafont. (Ranvier, Flourens, Lefrançais, Millière Jaclard, étaient toujours prisonniers).

(*) Ce plébiscite se déroulant dans le contexte d'un encerclement de Paris, voire d'une occupation, si-proches, il ne pouvait être envisagé de consulter l'ensemble de la population française; seule la population parisienne fut *«testée»*: *«La population de Paris maintient-elle les pouvoirs du Gouvernement de la "Défense nationale"?».* Officiellement, 557.996 parisiens répondirent OUI!, et 61.638, répondirent NON! *(Note A.M.).*

Montmartre: mairie, comités de vigilance, clubs, habitants, étaient, avec Belleville, l'épouvantail des gens de l'ordre.

On avait l'habitude dans les quartiers populaires de ne pas trop s'inquiéter des gouvernants; la meneuse c'était la liberté; elle ne capitulerait pas.

Aux comités de vigilance se réunissaient les hommes absolument dévoués à la révolution, promis d'avance à la mort; là se retrempaient les courages.

On s'y sentait libres, regardant à la fois le passé sans trop copier 93, et l'avenir sans craindre l'inconnu.

On y venait par attirance ayant les caractères s'harmonisant ensemble, les enthousiastes et les sceptiques, fanatiques tous, de la révolution, la voulant belle, idéalement grande!

Une fois réunis au *44 de la Chaussée Clignancourt,* où l'on se chauffait plus souvent du feu de l'idée que de bûches ou de charbon, ne jetant que dans les grandes occasions un dictionnaire ou une chaise dans la cheminée quand on recevait quelque délégué, on avait peine à en sortir.

Vers cinq ou six heures du soir, tous arrivaient, on résumait le travail fait dans la journée, celui à faire, le lendemain; on causait et arrachant jusqu'à la dernière minute, chacun partait à huit heures à son club respectif.

Parfois on allait plusieurs ensemble tomber dans quelque club réactionnaire, faire de la propagande républicaine.

Au *Comité de vigilance de Montmartre* et à l*a Patrie en danger*, j'ai passé mes plus belles heures du siège; on y vivait un peu en avant, avec une joie de se sentir dans son élément au milieu de la lutte intense pour la liberté.

Plusieurs clubs étaient présidés par des membres du *Comité de vigilance,* celui de la Reine-Blanche l'était par Burlot, un autre par Avronsart, celui de la salle Perot par Ferré et celui de la *Justice de paix* par moi; on nommait ces deux derniers, clubs de la Révolution *«district des Grandes Carrières»*, appellation particulièrement désagréable aux gens qui s'imaginaient y voir passer 93.

Le mot *présider* ne s'entendait pas alors, par une fonction honorifique, mais par l'acceptation devant le gouvernement, de la responsabilité, ce qui se traduisait par la prison, et par le devoir de rester à son poste en maintenant la liberté de la réunion malgré les bataillons réactionnaires qui venaient jusqu'au bureau menacer et injurier les orateurs.

Je déposais d'ordinaire près de moi sur le bureau un petit vieux pistolet sans chien, qui habilement placé et saisi au bon moment arrêta souvent les gens de l'ordre, qui arrivaient, frappant à terre leurs fusils ornés de la baïonnette.

Les clubs du quartier Latin, ceux des arrondissements populaires étaient d'accord.

Un jeune homme disait, le 13 janvier, rue d'Arras: *«La situation est désespérée, mais la Commune fera appel au courage, à la science, à l'énergie, à la jeunesse; elle repoussera les prussiens avec une indomptable énergie, mais qu'ils acceptent la République sociale, nous leur tendrons la main et nous marquerons l'ère du bonheur des peuples».*

Malgré l'insistance de Paris à réclamer des sorties, ce fut le 19 janvier seulement que le gouvernement consentit à laisser la garde nationale tenter de reprendre Montretout et Buzenval.

D'abord ces places furent emportées, mais les hommes entrant jusqu'aux chevilles dans la boue détrempée ne purent monter les pièces sur les collines, il fallut se replier.

Là restèrent par centaines, jetant bravement leur vie, des gardes nationaux, hommes du peuple, artistes, jeunes gens; la terre but le sang de cette première hécatombe parisienne, elle en devait être saturée.

Laissons raconter à Cipriani, qui faisait partie du 19ème régiment commandé par Rochebrune, la bataille de Montretout :

«Nous quittâmes Paris, dit-il, *dans la matinée du18, le soir, nous campions aux environs de Montretout.*

Le 19, à cinq heures du matin, après avoir mangé un morceau de pain et bu un verre de vin, nous nous mîmes en marche pour le champ de bataille; à 7 heures nous entrions en ligne.

On se battait déjà depuis deux heures.

Rochebrune s'avance rapidement au plus fort du combat, un bataillon commandé par de Boulen resta à la ferme de la Pouilleuse, deux compagnies prirent place au pavillon de Chayne; le reste du régiment se porta hardiment en première ligne. On se battit encore pendant deux heures. Alors Rochebrune se tournant vers moi, me dit: - Allez chercher le bataillon resté à la Pouilleuse.

Arrivé à cet endroit, je communiquai l'ordre au major de Boulen.

- Il me faut, répondit-il, un ordre du major commandant pour marcher.

- Comment, lui dis-je, votre colonel le demande, parce que le combat l'exige et vous refusez.

- Je ne puis, dit-il.

Je dus porter cette lâche réponse à Rochebrune qui, en l'entendant, se mordit les mains de rage en s'écriant: Trahison partout, et montant debout sur le mur qui fermait de ce côté, il commanda de le suivre. Mais en même temps il tombait frappé mortellement.

J'ai pris part à quelques batailles, mais dans aucune je n'ai vu de soldats se trouver en si grande perdition que les braves gardes nationaux dans cette journée du 19 janvier.

Ils étaient mitraillés en face par les Prussiens, derrière par le Mont-Valérien qui envoyait ses obus sur nous, croyant viser l'armée ennemie. Là s'était renfermé le fameux gouverneur de Paris qui ne se rend pas; sur la droite nous étions mitraillés encore par une batterie française placée à Rueil qui trouvait moyen de nous prendre pour les Prussiens.

Malgré cela, pas un ne bougeait de sa place et ceux qui avaient épuisé leurs cartouches prenaient celles des morts.

A quatre heures de l'après-midi, comme on combattait depuis neuf heures, arriva un ordre de Ducrot de battre en retraite.

Nous refusâmes, continuant la fusillade jusqu'à dix heures du soir. Nous aurions pu continuer toujours, car les premiers qui avaient déjà plié bagage n'avaient nulle envie de nous surprendre. Donc ce 19 janvier, sans la trahison ou l'imbécillité, la trouée était faite, Paris dégagé, la France délivrée.

Trochu, Ducrot, Vinoy et tutti quanti ne l'ont pas voulu - la République victorieuse eût refoulé loin dans le passé les espérances de l'Empire et prouvé à jamais l'incapacité des généraux de Napoléon III; il fallait pour une Restauration impériale que la République sombrât et c'est ce qui fut tenté.

Pendant tout le temps que dura la bataille de Montretout, je vis Ducrot caché derrière un mur, un prêtre à son côté, et devant eux étendu à leurs pieds un nègre qui avait eu la tête emportée par un obus du Mont-Valérien.

Cette bataille coûta la vie à quelques milliers d'hommes.

Vers onze heures du soir, les débris du 19ème régiment se mettaient en marche sur Paris pour l'enterrement de Rochebrune.

La nouvelle de la défaite de Montretout avait agité les parisiens à un tel point que le vaillant Trochu n'osa plus s'y montrer; Vinoy prit sa place.

Le lendemain 20 janvier, nous fûmes convoqués boulevard Richard le Noir, pour assister aux funérailles de notre pauvre ami Rochebrune.

Partout on entendait dire qu'il fallait se débarrasser de ceux qui avaient trahi jusqu'à ce jour.

On parlait de s'emparer du corps de Rochebrune et de marcher à l'Hôtel-de-Ville. Le temps avait manqué Pour avertir les membres de la Légion garibaldienne, de La ligue républicaine et de l'Internationale, dissémines dans tous les bataillons de la garde nationale; une poignée d'hommes résolus se trouvaient au rendez-vous, mais poignée d'autant plus insuffisante que ceux en qui la foule avait confiance se trouvaient en prison.

L'enterrement de Rochebrune se passa donc sans aucun incident, si ce n'est que je vis de Boulen, lequel m'apercevant voulut me donner une poignée de main en m'appelant un brave, je refusai en lui répondant: - Cela se peut, mais vous ne pouvez pas le savoir, car vous vous êtes caché: vous êtes un traître.

Pour en finir avec ce misérable, je dirai que quelques jours après, je le rencontrai de nouveau; à ma grande stupéfaction je le vis décoré de la légion d'honneur et colonel: c'était le prix de sa trahison.

Un autre aussi fut décoré, c'est le capitaine D... qui n'avait pas paru tout le temps de la bataille.

Voilà les deux seuls fuyards que j'aie vus à Montretout, ils furent faits chevaliers de la légion d'honneur.

Amilcare Cipriani».

A Montretout fut tué, entre autres, Gustave Lambert qui, peu de temps avant la guerre organisait une expédition pour le pôle nord par le détroit de Béring.

On s'occupa beaucoup ces années-là des pôles; il avait été question aussi en 70 de la tenter en ballon.

Cette même année 70-71, les explorateurs étaient au nombre de trois, chacun par un chemin différent; il

y avait un Américain, un Anglais, un Français. Ce dernier seul, qui était Lambert, ne partit pas. Ces passionnantes expéditions trouvaient parmi nous des enthousiastes.

Aujourd'hui semblables voyages se préparent, les explorateurs sont trois également: un Américain, Peary, un Anglais, Jakson, un Norvégien, Jansen.

Un autre Norvégien, Nansen, de retour en ce moment raconte son voyage sur l'indestructible navire *Le Fram.*

Et comme il y a vingt-cinq ans, grand nombre d'entre nous songent au temps ardemment désiré où dans la grande paix de l'humanité la terre sera connue, la science familière à tous, où des flottes traverseront l'air et glisseront sous les flots, parmi les coraux, les forêts sous-marines qui recouvrent tant d'épaves, où les éléments seront domptés, l'âpre nature adoucie pour l'être conscient et libre qui nous succédera.

Souvent, au fond de ma pensée passe l'appel des noms au *Club de la révolution* — c'est l'appel des spectres, mais voir le progrès éternel c'est en quelques heures vivre éternellement.

5- LE 22 JANVIER:

Les trôneurs aiguisent leur glaive
Et charpentent leurs échafauds,
Bonhomme,
Bonhomme,
Aiguise bien ta faux.
(Dereu, *Chanson du bonhomme*).

Le soir du 21 janvier, les délégués de tous les clubs se réunirent à la Reine-Blanche, à Montmartre, afin de prendre une résolution suprême avant que la défaite fût consommée.

Les compagnies de la garde nationale, de retour de l'enterrement de Rochebrune se rendirent à la Reine-Blanche, ayant crié sur tout le parcours: *Déchéance!* Les gardes nationaux du faubourg convinrent de se trouver en armes le lendemain à midi, place de l'Hôtel-de-Ville.

Les femmes devaient les accompagner pour protester contre le dernier rationnement du pain. On voulait bien le supporter, mais il fallait que ce fût pour la délivrance.

En fait de protestations, je résolus de prendre mon fusil, comme les camarades.

La mesure étant comble des lâchetés et des hontes, il n'y eut pas d'opposants au rendez-vous du lendemain pour une mise en demeure du gouvernement.

Il n'y a plus de pain, avait-il été déclaré, que jusqu'au 4 février; mais on ne se rendra pas, dût-on mourir de faim ou s'ensevelir sous les ruines de Paris.

Les délégués des Batignolles promirent de ramener avec eux le maire et les adjoints à l'Hôtel-de-Ville revêtus de leurs insignes.

Ceux de Montmartre se rendirent de suite à leur mairie. Clémenceau étant absent, les adjoints promirent et s'y rendirent en effet.

Une entente générale eut lieu entre les comités de vigilance, les délégués des clubs et la garde nationale.

La séance fut levée aux cris de: Vive la Commune!

Dans l'après-midi du 21 janvier, Henri Place, connu alors sous son pseudonyme de Varlet, Cipriani et plusieurs du groupe blanquiste se rendirent à la prison de Mazas, où Greffier demanda à voir un gardien qu'il avait connu étant prisonnier.

On le laissa passer avec ceux qui l'accompagnaient; il observa alors qu'il y avait un seul factionnaire à la grande porte d'entrée.

A droite de cette porte en était une autre plus petite et vitrée, où se tenait jour et nuit un gardien et par laquelle on pénétrait dans la prison.

En face, un corps de garde où couchaient des gardes nationaux de l'ordre: c'était un poste. Arrivés au rond-point, en causant avec le gardien d'un air indifférent, il lui demanda où se trouvait le vieux. On appelait ainsi par amitié Gustave Flourens, comme depuis longtemps Blanqui, lui, vieux réellement.

Couloir B, cellule 9, répondit naïvement le gardien.

En effet, à droite du rond-point, ils virent un couloir désigné par la lettre B.

On causa d'autre chose et, quand ils eurent vu tout ce qui leur était nécessaire de savoir, ils sortirent.

Le soir à dix heures, rue des Couronnes, à Belleville, ils trouvèrent au rendez-vous soixante-quinze hommes armés.

La petite troupe ayant le mot d'ordre s'improvisa patrouille, répondant aux autres patrouilles qui auraient pu les rencontrer dans leur entreprise. Un caporal avec deux hommes vinrent les reconnaître et, satisfaits, les laissèrent passer.

Le coup de main ne pouvait réussir que très rapidement exécuté.

Les premiers douze hommes devaient désarmer le factionnaire, les quatre suivants s'emparer du gardien de la petite porte vitrée.

Trente autres devaient se précipiter dans le corps de garde, se mettre entre le râtelier aux fusils et le lit de camp où était couché la garde et la mettre en joue pour l'empêcher de faire le moindre mouvement.

Les autres vingt-cinq devaient monter le rond-point, s'emparer des gardiens, au nombre de six, se faire ouvrir la cellule de Flourens, où ils les enfermeraient, descendre rapidement, fermer à clef la porte vitrée qui donne sur le boulevard et s'éloigner.

Le plan fut exécuté avec une précision mathématique.

- *«Il n'y eut,* disait Cipriani, *que le directeur qui se fit un peu tirer l'oreille; mais, devant le revolver braqué sur son visage, il céda et Flourens fut délivré».* Après Mazas, la petite troupe, qui commençait par des triomphes, alla sur la mairie du 20ème dont Flourens venait d'être nommé adjoint, ils firent sonner le tocsin et, à une vingtaine, proclamèrent la Commune; mais personne ne répondit, croyant à un guet-apens du parti de l'ordre.

A l'Hôtel-de-Ville, les membres du gouvernement tenaient une séance de nuit; il eût été possible de les y arrêter.

Flourens, dans sa prison, n'avait pas vu l'importance du mouvement révolutionnaire; il objecta qu'on était trop peu.

Mais le premier coup d'audace n'avait-il pas réussi déjà? L'extrême décision fait, à la force, l'effet d'une fronde à la pierre qu'elle lance.

Le matin du 22, une affiche furieuse de Clément Thomas, qui remplaçait Tamisier au commandement de la garde nationale, était placardée dans Paris.

Cette affiche mettait hors la loi les révolutionnaires; ils y étaient traités de fauteurs de désordre, appel était fait aux hommes d'ordre pour les exterminer.

Cela commençait ainsi:

«Hier soir, une poignée de factieux ont pris d'assaut la prison de Mazas et délivré leur chef Flourens». Suivaient injures et menaces.

La prise de Mazas et la libération de Flourens avaient rempli d'effroi les membres du gouvernement; s'at-

tendant à voir une seconde édition du 31 octobre, ils en référèrent à Trochu, qui fit bonder l'Hôtel-de-Ville de ses mobiles bretons.

Chaudey y commandait, son hostilité pour la Commune étant connue.

A midi, une foule énorme, en grande partie désarmée, emplissait la place de l'Hôtel-de-Ville.

Grand nombre de gardes nationaux avaient leurs fusils sans munitions, ceux de Montmartre étaient armés.

Des jeunes gens montés aux réverbères criaient: *Déchéance!* La tête crépue de Bauer s'y montrait fort animée.

De temps à autre, une clameur passait.

Tous ceux qui avaient promis, aussi ceux qui n'avaient rien dit, étaient là, aussi bon nombre de femmes: André Léo, mesdames Blin, Excoffon, Poirier, Danguet.

Les gardes nationaux qui n'avaient pas pris de munitions commençaient à le regretter.

Une journée se préparait, nous n'en pouvions douter; - que serait le lendemain? l'Hôtel-de-Ville était depuis la veille plein de sacs à terre; les mobiles bretons dont il regorgeait entassés à l'embrasure des fenêtres nous regardaient, leurs faces pâles immobiles, leurs yeux bleus, fixés sur nous avec des reflets d'acier.

Pour eux la chasse aux loups est ouverte.

Car Monsieur Trochu a dit à ceux d'Ancenis: *«Mes amis, le Roy va ramener les fleurs de lys».*

Comme au 31 octobre la foule arrivait toujours.

Derrière la grille, devant la façade était le lieutenant-colonel des mobiles, Léger, et le gouverneur de l'Hôtel-de-Ville Chaudey, dont on se défiait.

- *Les plus forts,* avait-il dit, *fusilleront les autres.*

Le gouvernement était en possession des forces les plus grandes.

Des délégués furent envoyés, disant que Paris affirmait encore sa volonté de ne jamais se rendre et de ne jamais être rendu; ils demandèrent vainement à être introduits, toutes les portes étaient fermées. Les Bretons étaient toujours aux fenêtres.

L'Hôtel-de-Ville à ce moment ressemblait à un navire, ses sabords ouverts sur l'océan, les vagues humaines eurent d'abord de grands remous, puis elles attendirent immobiles.

Nul ne doutait plus de la façon dont le gouvernement allait recevoir ceux qui ne voulaient pas de la reddition, traînant après elle Badingue remorqué par Guillaume, ou même n'y traînant que la honte: c'était trop.

Tout à coup Chaudey entra dans l'Hôtel-de-Ville; il va, disait-on, donner l'ordre de tirer sur la foule. Pourtant on essayait de franchir la grille derrière laquelle grossièrement, des officiers insultaient.

- *Vous ne savez pas ce qui vous attend en vous opposant à la volonté du peuple,* dit aux insulteurs le vieux Mabile, l'un des tirailleurs de Flourens.

- *Je m'en fous!* répondit l'officier qui venait de lancer des invectives, et il braqua son revolver sur le voisin de Mabile qui de son côté s'avança sur lui.

Quelques instants après l'entrée de Chaudey dans l'intérieur, il y eut comme un coup de pommeau frappé derrière une des portes, puis un coup de feu partit isolé.

Moins d'une seconde après, une fusillade compacte balayait la place. Les balles faisaient le bruit de grêle des orages d'été.

Ceux qui étaient armés répondirent; froidement, sans arrêter, les Bretons tiraient, leurs balles entraient dans la chair vive, les passants, les curieux, hommes, femmes, enfants, tombaient autour de nous.

Certains gardes nationaux avouèrent depuis avoir tiré non sur ceux qui nous canardaient, mais sur les murs où en effet fut marquée la trace de leurs balles.

Je ne fus pas de ceux-là; si on agissait ainsi, ce serait l'éternelle défaite avec ses entassements de morts et ses longues misères, et même la trahison.

Debout devant les fenêtres maudites, je ne pouvais détacher mes yeux de ces pâles faces de sauvages, qui sans émotion, d'une action machinale, tiraient sur nous comme ils eussent fait sur des bandes de loups et je songeais: Nous vous aurons un jour, brigands, car vous tuez, mais vous croyez; on vous trompe, on ne vous achète pas, il nous faut ceux qui ne se vendent jamais, et les récits du vieux grand-père passèrent devant mes yeux, de ce temps où héros contre héros, implacablement combattaient, les paysans de Charette, de Cathelineau, de Larochejaquelin, contre l'armée de la République.

Près de moi, devant la fenêtre furent tués une femme en noir, grande et qui me ressemblait et un jeune home qui l'accompagnait. Nous n'avons jamais su leurs noms et personne ne les connaissait.

Deux grands vieillards debout sur la barricade de l'avenue Victoria, tiraient tranquillement, on eût dit deux statues des temps homériques: c'étaient Mabile et Malezieux.

Cette barricade, faite d'un omnibus renversé, soutint quelque temps le feu de l'Hôtel-de-Ville.

Comme Cipriani gagnait l'avenue Victoria avec Dussali et Sapia, il eut l'idée d'arrêter l'horloge de l'Hôtel-de-Ville et tira sur le cadran qui se brisa; il était quatre heures cinq minutes.

A cet instant même fut tué Sapia d'une balle dans la poitrine.

Henri Place eut le bras cassé, mais comme toujours et toujours la majorité des victimes se composait de gens inoffensifs, venus là par hasard.

Des passants dans les rues voisines furent tués par des balles perdues.

Ayant tenu le plus longtemps possible en tirant des petites bâtisses situées au côté de la place opposé à la façade, il fallut se retirer.

La première fois qu'on défend sa cause par les armes, on vit la lutte si complètement qu'on n'est plus soi-même qu'un projectile.

Le soir, nous vîmes le père Malezieux ayant encore sa grande redingote trouée de balles comme un crible.

Dereure, qui un instant avait à lui seul occupé la porte de l'Hôtel-de-Ville, était rentré à la mairie de Montmartre, son écharpe rouge toujours à la ceinture.

- *Il faut terriblement de plomb pour tuer un homme,* disait Malezieux, le vieil insurgé de juin.

Il en fallait beaucoup pour lui, en effet, tant, que toutes les balles de la semaine sanglante passèrent sans l'atteindre, si bien qu'au retour de la déportation il se tua, lui-même, les bourgeois le trouvant trop vieux pour travailler.

Les poursuites à l'occasion du 22 janvier commencèrent de suite.

Le gouvernement jurant toujours qu'il ne se rendrait jamais, essaya de faire rentrer dans le silence les comités de vigilance, les chambres fédérales, les clubs; alors tout devint club, la rue fut tribune, les pavés se soulevaient d'eux-mêmes.

Des milliers de mandats d'arrêt avaient été lancés, mais on ne put guère opérer que les arrestations immédiates, les mairies les refusaient, disant que ce serait provoquer des émeutes.

On s'est souvent demandé pourquoi, parmi tous les membres du gouvernement, dont pas un ne se montrait à la hauteur des circonstances, Paris eut surtout horreur de Jules Ferry, c'est surtout à cause de son épouvantable duplicité.

Il avait fait, au lendemain du 22 janvier, placarder l'affiche mensongère qui suit:

MAIRIE DE PARIS, 22 janvier, 4 heures 52 minutes du soir.

«Quelques gardes nationaux factieux appartenant au 101ème de marche ont tenté de prendre l'Hôtel-de-Ville, tiré sur les officiers et blessé grièvement un adjudant-major de la garde mobile, la troupe a riposté, l'Hôtel-de-Ville a été fusillé des fenêtres des maisons qui lui font face de l'autre côté de la place et qui étaient d'avance occupées.

On a lancé sur nous des bombes et tiré des balles explosibles; l'agression a été la plus lâche et la plus odieuse d'abord au début puisqu'on a tiré plus de cent coups de fusil sur le colonel et les officiers au moment où ils congédiaient une députation admise un instant dans l'Hôtel-de-Ville, non moins lâche ensuite quand après la première décharge, la place s'étant vidée et le feu ayant cessé de notre part, nous fûmes fusillés des fenêtres en face.

Dites bien ces choses aux gardes nationaux et tenez-moi au courant, si tout est rentré dans l'ordre.

La garde républicaine et la garde nationale occupent la place et les abords.

Jules Ferry».

Un écrivain sympathique au gouvernement de la Défense nationale et qui savait la façon de penser bourgeoise fait quelque part cet aveu dépouillé d'artifice à propos de la répression du 22 janvier:

«Il fallut se contenter de condamner à mort par contumace Gustave Flourens, Blanqui et Félix Pyat». (Sempronius, *Histoire de la Commune*, décembre, Alonier.)

Jules Favre comprit-il qu'enlever les armes à Paris serait une tentative inutile aboutissant à une révolution certaine, ou lui restait-il ce sentiment de justice que la garde nationale devait les conserver, il ne fut jamais question de la désarmer quoique son affiche du 28 janvier annonçât l'armistice contre lequel Paris s'était toujours élevé.

C'était la reddition assurée, la date seule restait incertaine où l'armée d'invasion entrerait dans la ville livrée.

Ceux qui si longtemps avaient soutenu que le gouvernement ne se rendrait jamais, que Ducrot ne rentrelait que mort ou victorieux, que pas un pouce du territoire, pas une pierre des forteresses ne serait livré virent qu'on les avait trompés.

Voici comment étaient traités les prisonniers du 22 janvier et ceux qui ayant été transférés à Vincennes ne purent être délivrés avec Flourens.

«Les malheureux, dit Lefrançais, *qui avaient été transférés à Vincennes y restèrent huit jours sans feu, il neigeait par les fenêtres de la salle du donjon où ils étaient enfermés, couchés pêle-mêle sur une surface d'à peu près 150 mètres carrés et littéralement dans la fange la plus immonde.*

L'un d'eux, le citoyen Tibaldi détenu pour le 31 octobre et qui avait enduré toutes sortes de tortures physiques et morales à Cayenne où l'Empire l'avait tenu pendant treize ans, déclarait qu'il n'avait jamais rien vu de semblable.

Après avoir été transportés de Vincennes à la Santé où ils restèrent quinze jours dans des cellules sans feu et dont les murs suintaient l'eau (à ce point que ni le linge ni la literie n'y pouvaient demeurer secs), ils furent conduits à Pélagie où ils durent attendre encore deux mois le jugement des conseils de guerre.

Parmi les détenus du 22 janvier était Delescluze arrêté et jeté, lui aussi, dans cet enfer. Seulement comme rédacteur en chef du "Réveil" qu'on venait de supprimer, Deslescluze, âgé de soixante-cinq ans, débile, déjà atteint d'une bronchite aiguë, sortit mourant de prison; aux élections du 8 février suivant on l'envoya à l'Assemblée législative à Bordeaux.

Un ouvrier, le citoyen Magne avait été arrêté au moment où il rentrait chez lui, sortant de son atelier.

Déjà malade, il mourut un mois après à Pélagie, victime du traitement qu'il avait enduré».

(G. Lefrançais, *Étude du mouvement communaliste*, 1874.)

Dans la soirée du 22 janvier avait été affiché le décret suivant qui fermait les clubs dans Paris.

«Le Gouvernement de la défense nationale,

- Considérant que, à la suite d'excitations criminelles certains clubs ont été les foyers, la guerre civile a été engagée par quelques agitateurs désavoués par la population tout entière;
- Qu'il importe d'en finir avec ces détestables manœuvres qui sont un danger pour la patrie, et qui, si elles se renouvelaient, entacheraient l'honneur irréprochable jusqu'ici de la défense de Paris, décrète:
- Les clubs sont supprimés jusqu'à la fin du siège, les locaux où ils tiennent leurs séances, seront immédiatement fermés.
- Les contrevenants seront punis conformément aux lois.

Article 2. Le préfet de police est chargé du présent décret».

Général Trochu, Jules Favre, Emmanuel Arago, Jules Ferry.

Tant que le bombardement de Paris rassura, on avait toujours l'espoir d'une lutte suprême.

Quand il se tut, après le 28, on se sentit trahis, il restait la ressource de mourir si la révolte ne pouvait vaincre.

Quoi! toutes les victimes déjà entassées les uns dans les sillons, les autres sur le pavé des rues, les vieux morts des misères du siège, tout cela n'aurait servi qu'à constater l'abaissement populaire, et le nom de République ne serait qu'un masque!

Quoi! c'était cela que de loin on voyait dans une gloire!

Quiconque était républicain était déclaré ennemi de la République.

Jules Favre, Jules Simon, Garnier-Pagès parcouraient les départements; Gambetta venait d'étouffer les communes de Lyon et de Marseille qu'avait fait lever le 4 septembre, avec la même désinvolture qu'il apportait, au lendemain du 14 août, à appeler la peine de mort sur la tête des bandits de la Villette.

6- QUELQUES RÉPUBLICAINS DANS L'ARMÉE ET DANS LA FLOTTE - PLANS DE ROSSEL ET DE LULLIER:

Malgré la discipline on pense quelquefois.
L'esprit peut s'évader du bagne des casernes.
(L. M. *Les Prisons*).

Suivant la capitulation, l'assemblée de Bordeaux devait être nommée au 8 février et se réunir pour statuer sur les conditions de la paix.

L'impression de cette lâcheté était telle que dans l'armée et dans la flotte des officiers se refusaient à la défaite comme s'y refusait Paris, leurs plans à eux étaient logiques et simples.

Les papiers posthumes de Rossel et ceux qui furent trouvés chez Lullier démontrèrent une fois de plus que même d'après la science militaire, il était possible de résister et de vaincre l'invasion.

Voici quelques-uns de ces fragments.

LA LUTTE A OUTRANCE:

«La lutte à outrance, la continuation de la lutte jusqu'à la victoire n'est pas une utopie, n'est pas une erreur.
La France possède encore un immense matériel de guerre, un grand nombre de soldats.
La ligne de la Loire qui est une excellente position est à peine entamée, tant que Bourges n'est pas perdu, mais fût-elle acquise à l'ennemi, l'attaque des provinces méridionales devient difficile à cause du passif de l'Auvergne qui oblige l'ennemi à partager ses efforts entre Lyon et Bordeaux, un échec des Prussiens sur l une de ces deux lignes les dégage toutes deux.
Au contraire la résistance a souvent des chances heureuses, rappelez-vous la bataille de Cannes; la

conquête de la Hollande par Louis-14 à la tête de quatre armées, les plus puissantes de l'Europe, commandées par Turenne et Condé; l'envahissement de l'Espagne par Napoléon en 1808. Voilà trois situations qui étaient beaucoup plus désespérées, plus accablantes, qui laissaient bien moins de chances à une issue honorable que notre situation après la prise de Paris.

Cependant toutes trois ont été heureuses, et ce n'est pas un effet du hasard mais peut-être l'effet d'une loi constante dont un des caractères les plus nets est le dépérissement des armées victorieuses.

Une armée qui fait une guerre active se détruit lors même qu'elle a toutes facilités de se recruter, les recrues qu'elle reçoit maintiennent sa force numérique, mais ne remplacent pas les vieux soldats ni les officiers qu'elle a perdus.

C'est par le défaut d'officiers qu'a péri l'armée de Napoléon, il en est de même de l'armée d'Annibal, il en sera de même de l'armée prussienne et plus promptement encore sans compter que la mort de M. de Bismarck ou de M. de Moltke peut tout emporter.

La mort de Pyrrhus vainqueur n'est pas un paradoxe; il vient souvent un moment pour les conquérants où le désastre est tout entier en germe dans une victoire: ce moment c'est Cannes ou la Moskowa. - Pourquoi les Prussiens n'auraient-ils pas la même aventure?

Il ne s'agit que d'attendre le moment de les user, les lasser, non leur faire trouver Capoue dans nos villes, mais ne jamais faire marché avec eux pour notre rançon.

Nous manquons de patience, nous faisons la paix aussi inconsidérément que nous avons fait la guerre, ce peuple est trop mobile et trop sceptique; il y a quatre-vingts ans on a pu le fanatiser avec des idées de liberté, de propagande égalitaire et de démocratie universelle, qui croira-t-on maintenant?...».

C'est bien le style de l'homme de guerre pour qui avait à combattre la guerre de conquête contre une armée disciplinée. Un général tel que Rossel n'eût pas été inutile.

Plus tard, quand il voulut faire de la garde nationale une armée régulière, Rossel ne comprit pas que l'élan révolutionnaire, puisqu'il fallait se hâter, que le temps manquait comme le nombre devait surtout être employé.

Mais dans les situations désespérées, que chacun emploie le moyen qu'il comprend; l'arme qu'on connaît est la meilleure, il connaissait bien le métier de la guerre, des dévoués auraient dans ce cas subi la discipline.

Rossel écrivait de Nevers, démontrant les fautes commises par les généraux de l'Empire, que la République de septembre maintenait à la tête de ses armées.

«Les opérations militaires ont été continuellement malheureuses.

A force d'impéritie, les plans ont toujours été vicieux et les chefs incapables. Chanzy seul a peut-être montré du talent, encore ne sera-t-il jugé que lorsqu'on saura quelles forces il avait devant lui.

Et, ce seul général a été laissé en dehors de l'échiquier occupé avec des forces insuffisantes à courir la Bretagne et le Poitou...

Gambetta était devenu promptement un homme politique, il fallait qu'il devint un homme de guerre et c'était notre espérance depuis le temps où enfermés dans Metz nous avions approfondi la nullité de nos généraux. Gambetta ne l'a pas voulu.

Nous avons obéi à tous les podagres de l'annuaire, ils ont accepté la responsabilité en s'arrachant les cheveux de terreur et ont péri par leur propre impuissance beaucoup plus que par l'habileté de leurs adversaires. - Toutes les opérations ont été vicieuses.

La reprise d'Orléans a été exécutée par une faute puérile classée dans tous les traités d'art militaire et cataloguée sous le nom de concentration sur un point occupé par l'ennemi.

La seconde prise d'Orléans a aussi son nom parmi les grandes fautes: c'est une retraite divergente.

La bataille d'Amiens s'appelle défensive passive, aussi bien que les opérations qui ont précédé la retraite d'Orléans par les Prussiens...

La marche de Bourbaki dans l'Est a été gâchée. Le crime de coller une armée contre une frontière neutre et de découvrir toute sa ligne d'opérations sur une longueur de 150 kilomètres n'a pas de nom dans la science militaire.

Si Gambetta avait fait lui-même au lieu de se mettre à la discrétion d'un vieux soldat usé qui mariait à regret, la belle opération qu'il avait conçue n'aurait jamais pu se changer en un honteux désastre.

La République est aussi criminelle en cela que l'Empire parce qu'elle a été aussi inintelligente dans le choix des chefs.

Que le gouvernement de Bordeaux récrimine contre le gouvernement de Paris c'est juste, mais il est juste aussi que nous récriminions contre le gouvernement de Bordeaux.

Dirai-je combien l'organisation a été défectueuse et combien l'héritage malheureux de l'Empire a encore été dilapidé entre nos mains.

Nous avons subi la distinction de l'armée et de la mobile, mais c'est nous qui avons inventé les mobilisés, multiplié les uniformes et les systèmes, exclu les hommes mariés de la défense nationale sous le prétexte invalide que cela ruinerait le pays. Est-il assez ruiné désormais le pays?

Et quels organisateurs incapables; ils n'avaient qu'une seule crainte, avoir trop de monde à instruire; ils excluaient du recrutement autant de monde qu'il leur était possible, ils ne savaient ni réunir les hommes ni les commander et le gouvernement multipliait leur travail par la création déraisonnable de camps d'instruction...

Ils avaient cependant une tâche déterminée à accomplir dans un temps déterminé, instruire les soldats à cette tâche difficile avait ajouté celle de créer dans le même temps des baraquements nombreux en faisant de nouveaux corps.

L'artillerie n'a pas su sacrifier un clou de son matériel savant et durable, ses canons et ses affûts, ses caissons, ses harnais dureront quarante ans, c'est vrai, mais ils ne seront jamais achevés qu'après la guerre.

Ayant besoin de faire vite, avons nous simplifié notre armement? Non. Nous l'avons compliqué par l'adoption du canon rayé. Nos défaites ne tenaient pas à l'armement défectueux, mais à des causes d'un ordre incomparablement plus élevé.

Le canon rayé est bon pour les badauds, ayons des canons lisses et tâchons de nous en servir.

La cavalerie a été aussi méthodique que l'artillerie et aussi incapable sur les champs de bataille» **(6)**.

Cette marche dans l'Est qui, disait Rossel, avait été gâchée, fut également indiquée par Lullier, officier de marine, que le désespoir de la défaite jeta vers la Commune et que l'affaire du Mont-Valérien (où il engagea sur la parole d'honneur du commandant de ce fort la première sortie contre Versailles dans un désatre), rendit depuis sujet à des accès terribles.

Luilier avait dès le 25 novembre 1870, envoyé le plan suivant auquel il avait une confiance profonde et qui resta sans réponse.

Il est curieux de voir aujourd'hui combien il eût été facile au moins d'essayer de débloquer Paris, qui ne demandait qu'à se défendre héroïquement.

1- *«L'objectif d'opérations commun aux armées de la République doit être de débloquer Paris. Pour obtenir ce résultat, ce serait tomber dans une grave erreur que concevoir un plan d'après lequel chacune de ces armées marcherait isolément quoique par des mouvements simultanés sur Paris, car les armées allemandes occupant en forces autour de cette place une position concentrique, il leur serait facile de combiner leurs mouvements et d'accabler séparément et successivement chacune des armées françaises qui se présenteraient sur l'un des rayons de leur cercle d'action. Il serait bien difficile, au contraire, pour celles-ci d'obtenir une coïncidence exacte de leurs attaques si l'on considère la répartition des forces agissantes sur le théâtre général des occupations.*

Marcher directement sur Paris, c'est aller attaquer directement l'ennemi au siège de sa puissance, au centre de ses ressources, c'est vouloir prendre le taureau par les cornes.

D'un autre côté, Paris ne se trouve pas dans les conditions d'une place ordinaire; il renferme dans ses murs une armée d'environ 390.000 hommes dont l'organisation, l'instruction, l'armement se perfectionnent de jour en jour, armée qui sera bientôt en état de sortir et de donner efficacement au dehors.

Pour dégager Paris, il suffit d'obliger l'ennemi à distraire momentanément une partie importante des forces qui enserrent la capitale et de l'amener à les porter à une distance qui laisse pendant quarante-huit heures seulement libre jeu à l'armée assiégée pour exécuter une sortie générale contre l'armée assiégeante; or, en manœuvrant en province, il est facile d'obtenir ce résultat et de dégager partiellement Paris.

Quelle est la manœuvre générale à faire?»

2- *«Réunir toutes les forces disponibles dans le Midi à Lyon; toutes celles du centre au camp de Nevers; toutes celles de l'Ouest à Tours; faire replier l'armée de la Loire sur cette dernière ville et au moyen des voies ferrées; opérer un mouvement général de concentration de toutes ces forces sur Langres.*

On peut réunir en moins de quinze jours 300.000 hommes sous cette dernière ville, place forte avec son camp retranché à portée. Cette armée, couverte sur sa droite par les places de Besançon et de Belfort, sera en mesure de se porter soit sur Châlons par Vitry-le-Français, soit entre Toul et Nancy, en faisant tomber par l'option pour cette dernière ville la ligne de la Meuse, mauvaise ligne, peu défendue et peu défendable.

Par l'une ou l'autre de ces avancées, l'armée concentrée à Langres menace directement les communications de l'ennemi, lesquelles s'étendent sur une ligne de 110 lieues par Châlons, Verdun et Nancy, de Strasbourg à Paris. Elle oblige ainsi infailliblement l'ennemi à dégager partiellement Paris pour porter une partie considérable de ses forces sur Châlons on sur Metz au secours de ses communications menacées.

(6) Rossel, *Papiers posthumes, recueillis en 1871 par Jules Amigues*.

Si l'armée de Langres est battue, elle se repliera sur la chaussée de Paris à Lyon, sa ligne de retraite naturelle qu'elle ne cesse de couvrir dans son mouvement en avant et sur laquelle elle possède Lyon avec son camp retranché comme base et Dijon comme place ravitaillement et de défense.

Quoi qu'il advienne, le but sera donc atteint: menacer les communications de l'ennemi sans découvrir les siennes.

Dans ce même temps l'armée du Nord doit venir border l'Oise de Chagny à Creil, puis se concentrer sur la gauche pour se porter par Reims sur les communications de l'ennemi et venir donner la main à l'armée de Langres ou, suivant les circonstances, se concentrer sur la droite pour venir donner par Saint-Denis la main à l'armée de Paris et concourir ainsi au résultat de la sortie générale exécutée par celle-ci.

3- *«Menacer les communications de l'ennemi pour l'obliger à lâcher prise et à rétrograder est l'une des manœuvres les plus usuelles à la guerre; l'expérience de l'histoire militaire prouve qu'une telle manœuvre même médiocrement conduite a presque toujours été couronnée d'un plein succès.*

En 1800, le général autrichien Mélas opérait sur le Var contre la France.

Sa ligne de communication passait par Coni, Alexandrie et la rive droite du Pô. Bonaparte avec 10.000 hommes franchit le Saint-Bernard et vint se placer à cheval sur cette ligne à Marengo.

Mélas menacé d'être coupé de Mantoue et de l'Adige, sa base, se concentre en toute hâte sur Alexandrie.

Vaincu en avant de cette place, il se trouve dans l'alternative de s'y renfermer ou de signer un traité qui nous livre l'Italie.

En 1812, après avoir perdu la bataille de la Moskowa et évacué Moscou, le généralissime russe Mutusoff vint se placer au sud de la ligne de communication de l'armée française. Napoléon fut obligé aussitôt de venir à lui et après la bataille indécise de Malo-Jarolaswitz, le général russe ayant appuyé encore d'une marche vers l'Ouest, Napoléon fut obligé de quitter brusquement Moscou et faillit être coupé de sa base, la Pologne et la Bérésina.

En 1813, dès que les alliés s'avisèrent de faire une marche de concentration sur Leipzig, Napoléon est obligé de quitter sa position concentrique de Dresde pour voler au secours de ses communications menacées; après les trois batailles de Leipzig, il est obligé de se replier en toute hâte vers le Rhin, sa base.

Dans la même année 1813, en Espagne, dès que le général anglais Wellington s'avisa de marcher par Valladolid sur Burgos, le roi Joseph et les généraux français menacés d'être coupés des Pyrénées, leur base, évacuèrent précipitamment Madrid et faillirent être coupés à Vittoria.

En 1814, Wellington était à Bordeaux, se préparant à marcher sur Paris; mais le maréchal Soult qui avait pris le commandement de l'armée d'Espagne fit une retraite parallèle à la frontière et vint prendre position à Toulouse. Wellington ne pouvant laisser une armée sur le flanc de sa ligne de communication, fut obligé de venir au général français et de lui livrer la bataille de Toulouse.

Dans la même année de 1814, après la bataille indécise de Bar-sur-Aube, Napoléon marcha sur Saint-Dizier pour se porter sur la Lorraine et se jeter sur les communications des armées allemandes. Bien qu'il ne disposât alors que de soixante-cinq mille soldats, celte marche eût été décisive si Paris eût été mis en état de résister seulement quinze jours».

4- *«Le plan d'une marche de concentration générale de nos forces de Langres, plan qu'on est en mesure d'exécuter avec trois cent mille hommes dès le 15 décembre est donc conforme aux principes de la science stratégique, et le résultat en est pour ainsi dire garanti d'avance par l'expérience de l'histoire; il est de plus conforme aux lumières du plus simple bon sens.*

La France est mutilée, il ne lui reste plus qu'un bras, mais ce bras est encore capable de tenir une épée. Un ennemi enhardi par le succès met la main sur Paris, la capitale saura-t-elle lui saisir cette main, sinon l'ennemi serrera plus fort et de son autre il l'écartera. Mais si du bras qui lui reste elle menace son adversaire, celui-ci lâchera prise aussitôt. Le bras de la Prusse est étendu sur la France de Strasbourg à Paris, c'est ce bras qu'il faut menacer avec toutes les forces disponibles.

Pour que les opérations de la nature de celle que nous précisons réussissent, il faut deux choses: 1- Le secret gardé sur ses intentions qui ne doivent être révélées que tardivement par les faits et alors qu'il n'est plus temps pour l'ennemi d'y parer par des contre-manœuvres. L'art de la guerre n'est si difficile que par la difficulté qu'on éprouve à cacher d'une part ses projets à l'ennemi et de l'autre à pénétrer les siens. 2- L'exacte combinaison des détails, le recensement du matériel, des voies d'exploitation dont on doit se servir, le calcul exact des durées du transport par chemin de fer. La quantité suffisante de munitions de guerre et de denrées alimentaires assurée, de manière à ne laisser jamais aucun corps en l'air ou sans vivres. Dans la guerre, le calcul exact du temps et des distances est tout.

Le plus beau plan du monde échoue parce qu'un corps d'armée arrive quelques heures trop tard sur le champ de bataille.

Arrivé quatre heures trop tard, il se trouve en présence d'une déroute et l'aggrave même. Quatre heures plus tôt, il change un désastre en victoire.

Ainsi peut et doit être sauvée militairement la France».

Tours, 25 novembre 1870.
Charles LULLIER.

La France ne fut sauvée ni militairement ni révolutionnairement, mais égorgée en troupeau par les bourgeois dégénérés, et pourtant, l'avenir est à la Révolution libératrice.

Ces fragments paraissent vieux de mille ans, la science militaire étant une science qui meurt puisque la guerre entre les peuples se meurt; malgré les efforts des despotes, des tressaillements l'agitent encore, comme ceux d'une bête à l'agonie, elle ne se relèvera plus. Mais Rossel et Lullier furent des intelligences consumées à travers les événements comme les phalènes à travers la flamme.

Aujourd'hui la discipline a fait son temps, les hommes qu'elle a élevés se heurtent et se rebutent dans la libre envolée de l'humanité.

7- L'ASSEMBLÉE DE BORDEAUX - ENTRÉE DES PRUSSIENS DANS PARIS:

Majorité rurale, honte de la France!
(Gaston Crémieux).

Un second délai fut accordé jusqu'au 28 février et le gouvernement qui se défiait de Paris obtint que l'armée allemande n'y entrerait que le 1er mars. Trochu avait donné sa démission afin de tenir sa parole ou plutôt de paraître la tenir (Le gouverneur de Paris ne capitulera pas!). Vinoy l'un des complices de Napoléon-3 au 2 décembre remplaçait Trochu.

Paris, comme toute la France dressait des listes de candidats s'estompant du républicain à l'internationaliste.

Ceux qui avaient encore quelque confiance aux urnes éprouvèrent des surprises, telles que de voir Thiers, qui, la veille de la proclamation officielle, avait 61.000 voix, ce qui déjà semblait exagéré, en annoncer le lendemain 103.000! Ce sont les secrets du suffrage universel.

Sur quelques listes, dites des quatre comités, le nom de Blanqui avait été proscrit, quoique plusieurs internationaux y fussent inscrits; Blanqui, c'était l'épouvantail.

Ces clubs choisirent les noms des internationaux, aussi bien celui de Liebneck qui avait énergiquement protesté contre la guerre que celui des internationaux français.

Un grand nombre de révolutionnaires n'ayant pas confiance au suffrage universel, moins universel que jamais, s'abstinrent! Ils furent, comme on l'avait fait pour le plébiscite précédent, remplacés par les réfugiés, les soldats, les mobiles bretons.

Thiers qui menait la campagne en province fit voter tous les effarements, toutes les réactions, il sut flatter toutes les lâchetés, si bien, qu'il fut élu dans vingt-trois départements. On l'appela le roi des radicaux.

A la première séance de cette assemblée réactionnaire, Garibaldi ne put se faire entendre, les vociférations couvraient sa voix, tandis qu'il offrait ses fils à la République.

Comme le vieillard restait débout au milieu du tumulte, Gaston Crémieux, de Marseille, qui devait être fusillé quelques semaines plus tard, s'écria, aux applaudissements de la foule entassée dans les tribunes: *Majorité rurale, honte de la France!*

L'assemblée de Bordeaux fut jusqu'au bout digne de son début, il fut impossible à quiconque pensait librement de rester dans ce milieu hostile à toute idée généreuse. Rochefort, Malon, Ranc, Tridon, Clémenceau donnèrent leur démission.

Celle de quatre d'entre eux était collective et conçue en ces termes:

«Citoyen président, les électeurs nous avaient donné le mandat de représenter la République française. Or, par le vote du 1er mars, l'assemblée nationale a consacré le démembrement de la France, la ruine de la patrie, elle a ainsi frappé ses délibérations de nullité. Le vote de quatre généraux et l'abstention de trois autres démentent formellement les assertions de M. Thiers. Nous ne pouvons demeurer un jour de plus dans cette assemblée. Nous vous donnons donc avis, citoyen président, que nous n'avons plus qu'à nous retirer.

Henri Rochefort, Malon de l'Internationale, Ranc, Tridon de la Côte-d'Or».

Garibaldi, Victor Hugo, Félix Pyat, Delescluze donnèrent également leur démission de députés.

Le gouvernement appelé nouveau parce que c'était surtout la même chose que l'ancien, fut ainsi composé par l'assemblée capitularde. Thiers, chef du pouvoir exécutif. Jules Favre, ministre des affaires étrangères. Ernest Picard, intérieur. Dufaure, justice. Général Le Flo, guerre. Pouyer-Quertier, finances. Jules Simon, instruction publique. Amiral Pothuau, marine. Lambrecht, commerce. Delarey, travaux publics. Jules Ferry, maire de Paris. Vinoy, gouverneur de Paris.

Les conditions de la paix étaient: la cession de l'Alsace et d'une partie de la Lorraine avec Metz. Le paiement en trois années, de cinq milliards d'indemnités de guerre. L'occupation du territoire jusqu'à parfait paiement des cinq milliards. L'évacuation à mesure, et en proportion des sommes versées.

Le 27 février, le bruit se répandit dans Paris de l'entrée de l'armée allemande.

Aussitôt les Champs-Élysées furent couverts de gardes nationaux. Le rappel battait dans la nuit. On se ressouvint qu'à la place Wagram il y avait des canons que les gardes nationaux des faubourgs avaient achetés par souscriptions, et qui leur appartenaient, pour la défense de Paris.

A la place des Vosges, également, étaient des canons achetés par les bataillons du Marais, chaque quartier avait les siens. Hommes, femmes, enfants s'attelèrent; les pièces de Montmartre roulées jusqu'au boulevard Ornano, sont montées sur la butte.

Belleville et la Villette traînent les leurs aux buttes Chaumont.

Les pièces du Marais sont laissées place des Vosges. C'est le meilleur endroit pour un parc d'artillerie.

Deux mille gardes nationaux se réunissent au comité central. On prépare les affiches suivantes pour le lendemain.

«La garde nationale proteste, par l'organe de son comité central, contre toute tentative de désarmement, et déclare qu'au besoin elle y résistera par les armes. Le Comité central de la garde nationale».

Ce manifeste fut affiché le lendemain 28 ainsi que le suivant.

«Les révolutionnaires ne voulant pas faire inutilement égorger une partie de la population, le sentiment de la population paraît de ne pas s'opposer à l'entrée des Prussiens dans Paris. Le comité central qui avait émis une opinion contraire déclare qu'il se rallie à la proposition suivante:

- Il sera établi autour des quartiers que doit occuper l'ennemi, une série de barricades destinées à isoler complètement cette partie de la ville.

- Les habitants de la région circonscrite dans ses limites devront l'évacuer immédiatement.

- La garde nationale, de concert avec l'armée formée en cordons tout autour, veillera à ce que l'ennemi ainsi isolé sur un sol qui ne sera plus notre ville, ne puisse en aucune façon communiquer avec les parties retranchées de Paris.

Le comité central engage la garde nationale à prêter son concours à l'exécution des mesures nécessaires à cela et à éviter toute agression qui serait le renversement immédiat de la République.

Le Comité central de la garde nationale: Alavoine, Bouit, Frontier, Boursier, David Boison, Baroud, Gritz, Tessier, Ramel, Badois, Arnold, Piconel, Audoynard, Masson, Weber, Lagarde, Laroque, Bergeret, Pouchain, Lavalette, Fleury, Maljournal, Chonteau, Cadaze, Castroni, Dutil, Matté, Ostyn».

L'armée se retira sur la rive gauche, la garde nationale seule, sans trouble, sans provocation, sans faiblesse, exécuta son programme.

Cette nuit-là avait une impression de grandeur.

Il semblait que de quelque part de l'espace on regardât passer dans l'ombre d'une ville morte, un fantôme d'armée.

Les demi-tons incisifs du tocsin tombaient dans le noir des rues désertes.

Les deux tambours géants de Montmartre descendaient la rue Ramey, battant un rappel sourd comme une marche funèbre.

Des souffles de révolte passaient dans l'air, mais la moindre agression eût, comme l'avait senti le comité central, servi de prétexte à un rétablissement de dynastie, sous la protection de Guillaume.

Quelques instants les drapeaux noirs des fenêtres claquèrent dans le vent, puis il n'y en eut plus une haleine de vie.

De la permanence du comité de vigilance, on ne voyait que la nuit dans laquelle sonnait le tocsin. - La nuit s'acheva lourde.

Aux Champs-Élysées, paisiblement comme un devoir, on brisa dans un café qui avait ouvert aux Prussiens, le comptoir et tout ce qui avait servi à leur usage et par devoir aussi, sans pitié ni colère, on fouetta des malheureuses qui pour voir les envahisseurs avaient en toilettes de fête dépassé les barrières.

Que ne pouvait-on faire justice en place de ces produits lamentables du vieux monde de la société putréfiée tout entière.

L'assemblée de Bordeaux continua de voter une série de mesures honteuses. Ceux qui composaient à Paris le gouvernement n'ayant pas comme la défense nationale promis de mourir plutôt que de se rendre, s'en donnaient à cœur joie d'infamies.

Craignant tous les hommes de courage qu'il appelait la lie des faubourgs, l'assemblée qui n'eût jamais osé affronter Paris, préparait une trahison pour désarmer de ses canons l'acropole de l'émeute, Montmartre, que nous appelions avec la vile multitude la citadelle de la liberté, le mont sacré.

Il y eut un instant où le parti de l'ordre disparaissant dans la multitude. Paris n'eut plus qu'une seule âme héroïque criant vers la liberté.

M. Thiers tenant entre ses griffes de gnome l'assemblée de Bordeaux, la pétrissait à sa taille; et cette assemblée-là, s'appelait la France: la République!

8- SOULÈVEMENTS PAR LE MONDE POUR LA LIBERTÉ:

Sonnez, sonnez toujours, clairons de la pensée.
(Victor Hugo).

Il y eut par le monde autour de 71, de grands soulèvements d'idées.

Un souffle de tempête les semait, elles ont ramifié, grandissant dans l'ombre, et, à travers les égorgements, elles sont aujourd'hui en fleur; les fruits viendront.

Vers 70 avant, après, toujours, jusqu'à ce que soit accomplie la transformation du monde, l'attirance vers l'idéal vrai continue.

Est-ce qu'on peut empêcher le printemps de venir, lors même qu'on couperait toutes les forêts du monde?

Vers 70, Cuba, la Grèce, l'Espagne revendiquaient leur liberté: partout, les esclaves allaient secouant leurs chaînes, les Indes comme aujourd'hui se soulevaient pour la liberté.

Les cœurs montaient assoiffés d'idéal; tandis que les maîtres plus implacables armaient leurs meutes inconscientes, les entraînant sur le gibier humain, toujours noyée dans le sang, la révolte renaissait sans cesse;

C'était partout une marée montante vers l'étape nouvelle et plus haute, en vue toujours sans qu'elle soit encore atteinte.

Les répressions déchaînées plus féroces et plus stupides à mesure que la fin arrive sollicitaient comme nous le voyons encore, le pouvoir affolé et croulant.

En novembre 70, les cachots de Russie regorgeaient. Des hommes, des femmes appartenant comme grand nombre d'entre nous à la jeunesse des écoles, avaient adhéré à l'Internationale; ils essayaient d'éveiller les moujiks courbés depuis si longtemps sur la dure zemlia.

C'était avec des paroles simples, avec des figures qu'il fallait parler à ces hommes simples (les *Paroles*, par Bakounine) comme le chant matinal du coq les tirèrent du sommeil.

«Le peuple russe, disait-il, *dans ces images, se trouve actuellement dans des conditions semblables à celles qui le forcèrent à l'insurrection, sous le tzar Alexis, père de Pierre le Grand. Alors, c'était Stanka Razine, cosaque chef des révoltés, qui se mit à sa tête, lui indiqua la voie d'émancipation.*

Pour se lever aujourd'hui, disait Bakounine, il y a près de vingt-six ans, *le peuple n'attend plus qu'un nouveau Stanka Razine, et cette fois, il sera remplacé par la légion des jeunes hommes déclassés, qui maintenant vivent de la vie populaire; Stanka Razine se sent derrière eux, non héros personnel, mais collectif par cela même invincible. Ce sera toute cette magnifique jeunesse sur laquelle plane son esprit».*

Dans une poésie d'Ogareff, ami de Bakounine, l'*Étudiant*, les jeunes gens au cœur ardent et généreux, voyaient l'un d'eux vivant de science et d'humanité à travers les luttes de la misère.

Voué par la vengeance du tzar et des boyards à la vie nomade, il allait du couchant au levant criant aux paysans: rassemblez-vous! levez-vous! Arrêté par la police impériale, il mourait dans les plaines glacées de la Sibérie en répétant jusqu'à son dernier souffle que tout homme doit donner sa vie pour la terre et la liberté.

Lors des procès de la Commune, le procès des internationaux était jugé en Russie avec les mêmes cruautés inspirées par la terreur que tous les despotes ont de la vérité.

Le mouvement en Amérique avait commencé dès 1866 à Philadelphie, où Uriah Stephens propageait l'idée du groupement défensif des travailleurs contre l'exploitation.

Pendant plusieurs années les réunions des *«knights of labour»*, chevaliers du travail, restèrent secrètes, puis tout à coup, James Wright, Robert Macauley, William Cook, Joseph Rennedy et d'autres se réunissant à Uriah Stephens, formèrent un premier groupe de propagande, bientôt suivi d'autres; aujourd'hui ce n'est plus par centaines mais par centaines de mille que se comptent les *knights of labour*.

Ils eurent depuis correspondance pour les grèves, avec les *trades-union*, et les associations ouvrières de l'Amérique du Nord, et celles de l'Irlande contre les évictions.

Elle est en réalité depuis toujours, sous tous les noms que prend la révolte, à travers les âges, cette union des spoliés contre les spoliateurs; mais à certaines époques telles que 71 et maintenant, elle frémit davantage devant des crimes plus grands, ou peut-être, il est l'heure de briser un anneau de la longue chaîne d'esclavage.

L'Algérie, en 70, ployée sous la conquête, puisait dans ses souffrances le courage de l'insurrection.

«Notre administration, dit Jules Favre lui-même, recueillait ainsi les tristes fruits de la politique à laquelle pendant de longues années elle avait sacrifié les intérêts coloniaux».

(Jules Favre, *Simple récit d'un Membre de la défense nationale,* p.269, tome 2).

Vers la fin de février, les arabes, qui connaissaient le despotisme militaire, mais qui ignoraient ce que serait le despotisme civil, et préféraient le mal connu au mal inconnu, commencent à se plaindre plus fort, qu'on envoyait jusque dans leurs familles des français, pour lesquels ils sont toujours des vaincus; ils réclamaient leurs compatriotes dans les bureaux et craignaient encore plus l'administration civile pour s'immiscer chez eux.

La révolte, qui chez les peuples asservis couve toujours sous la cendre se propagea rapidement.

Le vieux cheik Haddah sortit de la cellule où il s'était muré depuis plus de trente ans, que son pays souffrait de la servitude et commença à prêcher la guerre sainte.

Ses deux fils Mohamed et Ben Azis, El Mokrani, ben Ali Chérif et d'autres, soulevèrent les kabyles; ils eurent bientôt une petite armée et vers le 14 mars le bach aga de la Medjana envoya chevaleresquement une déclaration de guerre au gouverneur de l'Algérie.

Pendant huit jours, les Arabes assiégèrent Bordjibou-Arréridj, mais les colonnes Bonvalet composées de plusieurs milliers d'hommes les enveloppèrent.

L'un des cheiks, alors, descendit de cheval et gravit lentement la hauteur d'un ravin que balayait la mitraille.

«Il reçut, dit encore Jules Favre, *la mort qu'il cherchait orgueilleux et fier comme il eût fait du triomphe».*
(Jules Favre, *Simple récit d'un Membre de la défense nationale,* 2ème volume, p.273).

Ainsi en mai 71 devait faire Delescluze.

On dirait qu'en écrivant cela, Jules Favre se souvenait du temps où, entouré de la jeunesse des écoles, il était avec nous d'une bonté paternelle et où nous l'aimions, comme nous aimons la révolte pour la République, et pour la liberté.
O la res publica que nous rêvions alors, qu'elle était grande et belle!

9- LES FEMMES DE 70:

On eût dit que la Gaule en elle s'éveilait:
Libres, voulant mourir, augmentant de courage
Pour des périls plus grands.
(L. M.)

Parmi les plus implacables lutteurs qui combattirent l'invasion et défendaient la République comme l'aurore de la liberté, les femmes sont en nombre.

On a voulu faire des femmes une caste, et sous la force qui les écrase à travers les événements, la sélection s'est faite; on ne nous a pas consultées pour cela, et nous n'avons à consulter personne. Le monde nouveau nous réunira à l'humanité libre dans laquelle chaque être aura sa place.

Le droit des femmes avec Maria Deresme **(*)** marchait courageusement mais exclusivement pour un seul côté de l'humanité, les écoles professionnelles de mesdames Jules Simon **(**)**, Paulin **(***)**, Julie Toussaint **(****)**. L'enseignement des petits de madame Pape Carpentier **(*****)** se rencontrant rue Hautefeuille à la société d'instruction élémentaire avaient fraternisé sous l'Empire, dans une si large acception que les plus actives faisaient partie de tous les groupements à la fois. Nous avions pour cela, comme complice M. Francolin **(******)**, de l'instruction élémentaire, cause de sa ressemblance avec les savants du temps de l'alchimie et aussi par amitié nous appelions le docteur Francolinus.

Il avait fondé, presque à lui seul, une école professionnelle gratuite rue Thévenot.

(*) Lire plutôt: Marie dite Maria DERAISMES (1828-1894): journaliste, féministe et franc-maçonne. *(Note A.M.).*

(**) Peut-être est-ce Louise BOISSONNET, épouse de Jules SIMON, homme politique, (selon Wikipédia). *(Note A.M.).*

(***) Peut-être est-ce Paul DUPORT (1798-1866), dit «Paulin», auteur dramatique, sous toutes réserves. *(Note A.M.).*

(****) Marie dite Julie TOUSSAINT (1839-1923): éducatrice et féministe. *(Note A.M.).*

(*****) Marie CARPANTIER, épouse PAPE, (1815-1878): éducatrice et féministe. *(Note A.M.).*

(*****) Gustave FRANCOLIN (1835-1899): éducateur soutenant les initiatives pour l'enseignement des filles. *(Note A.M.).*

Les cours y avaient lieu le soir. Celles d'entre nous, qui en faisaient pouvaient ainsi se rendre rue Thévenot après leur classe, nous étions presque toutes institutrices - il y avait Maria La Cecillia **(*)**, alors jeune fille, la directrice était Maria Andreux, plusieurs autres femmes y faisaient des cours, j'en avais trois; la littérature, où il était si facile de trouver des citations d'auteurs d'autrefois s'adaptant à l'instant présent. La géographie ancienne, où les noms et les recherches du passé, ramenaient aux recherches et aux noms présents, où il faisait si bon évoquer l'avenir sur les ruines, que je me passionnais pour ces cours.

J'avais encore le jeudi, celui de dessin où la police impériale me fit l'honneur de venir voir un Victor Noir, sur son lit de mort, dessiné à la craie blanche et estompé avec le doigt sur le tableau noir, ce qui fait un relief d'une douceur de rêve.

Quand les événements se multiplièrent, Charles de Sivry **(**)** prit le cours de littérature, et mademoiselle Potin, ma voisine d'institution et mon amie, prit le cours de dessin.

Toutes les sociétés de femmes ne pensant qu'à l'heure terrible où on était, se rallièrent à la société de secours pour les victimes de la guerre, où les bourgeoises, les femmes de ces membres de la *Défense nationale* qui défendait si peu, furent héroïques.

Je le dis sans esprit de secte, puisque j'étais plus souvent à la *Patrie en danger* et au *Comité de vigilance* qu'au *Comité de secours pour les victimes de la guerre*, l'esprit en fut généreux et large; les secours furent donnés, émiettés même, afin de soulager un peu toutes les détresses, et aussi afin d'engager encore et toujours, à ne jamais se rendre.

Si quelqu'un, devant le comité de secours pour les victimes de la guerre, eût parlé de reddition, il eût été mis à la porte, aussi énergiquement que dans les clubs de Belleville ou de Montmartre. Où était les femmes de Paris tout comme dans les faubourgs, comme il me souvient de la société pour l'instruction élémentaire où à droite du bureau dans le petit cabinet j'avais ma place sur la boite du squelette, j'avais à la société de secours, ma place sur un tabouret, aux pieds de madame Goodchaux, qui ressemblant sous ses cheveux blancs, à une marquise d'autrefois, jetait parfois en souriant, quelque petite goutte d'eau froide sur mes rêves.

Pourquoi étais-je là une privilégiée? je n'en sais rien, il est vrai, peut-être que les femmes aiment les révoltes. Nous ne valons pas mieux que les hommes, mais le pouvoir ne nous a pas encore corrompues.

Et le fait est qu'elles m'aimaient et que je les aimais.

Lorsqu'après le 31 octobre je fus prisonnière de M. Cresson, non pas pour avoir pris part à une manifestation, mais pour avoir dit: Je n'étais là que pour partager les dangers des femmes, ne reconnaissant pas le gouvernement! - madame Meurice, au nom de la *Société pour les victimes de la guerre*, vint me réclamer au même moment où, au nom des clubs, Ferré **(***)**, Avronsart **(****)** et Christ **(*****)** y venaient également.

Combien de choses tentèrent les femmes en 71! Toutes, et partout! Nous avions d'abord établi des ambulances dans les forts, et comme nous avions contre l'ordinaire usage trouvé la *Défense nationale* disposée à nous accueillir, nous commencions déjà à croire les gouvernants bien disposés pour le combat, lorsqu'ils envoyèrent également dans les forts, une foule de jeunes gens absolument inutiles, ignorantins et petits crevés, qui criaient leurs craintes tandis que les forts regardaient de vivre; - les unes et les autres, nous nous empressâmes de donner nos démissions, cherchant à nous employer plus utilement; - j'ai retrouvé l'an dernier l'une de ces braves ambulancières, madame Gaspard.

Les ambulances, les comités de vigilance, les ateliers des mairies où, surtout à Montmartre, mesdames

(*) Marie DAVID, épouse LA CECILIA (1839-1922): éducatrice et féministe; communarde. *(Note A.M.).*

(**) Louis Charles ERHARD de SIVRY, dit Charles de SIVRY (1848-1900): auteur, compositeur et musicien. *(Note A.M.).*

(***) Patronyme très répandu chez les communards; il faut chercher entre Marie-Rose FERRÉ, Marie-Françoise FERRÉ, Hippolyte FERRÉ, Théophile FERRÉ et Virginie FERRÉ, pour le moins. Voir dans le Maitron. *(Note A.M.).*

(****) Jules AVRONSART (1835-1912): communard, fondateur de la *Ligue des droits de l'Homme. (Note A.M.).*

(*****) Marie-Christine DARGENT, dite Marie CHRISTE, (1848-?): communarde qui, selon le *Maitron*, pourrait y correspondre. *(Note A.M.).*

Poirier **(*)**, Excoffon **(**)**, Blin, Jarry **(***)** trouvaient moyen que toutes eussent un salaire également rétribué.

La marmite révolutionnaire où pendant tout le siège madame Lemel **(****)**, de la chambre syndicale des relieurs empêcha je ne sais comment tant de gens de mourir de faim, fut un véritable tour de force de dévouement et d'intelligence.

Les femmes ne se demandaient pas si une chose était possible, mais si elle était utile, alors on réussissait à l'accomplir.

Un jour il fut décidé, que Montmartre n'avait pas assez d'ambulances, alors avec une amie de la société d'instruction élémentaire, toute jeune à cette époque, nous résolûmes de la fonder. C'était Jeanne A., depuis madame B.

Il n'y avait pas un sou, mais nous avions une idée pour faire les fonds.

Nous emmenons avec nous un garde national, de haute taille, à la physionomie d'une gravure de 93, marchant devant, la baïonnette au fusil. Nous, avec de larges ceintures rouges, tenant à la main des bourses faites pour la circonstance, nous partons tous les trois chez les gens riches, avec des visages sombres. Nous commençons par les églises, le garde national marchant dans l'allée en frappant son fusil sur les dalles; nous, prenant chacune un côté de la nef, nous quêtons en commençant par les prêtres à l'autel. A leur tour les dévotes, pâles d'épouvante, versaient en tremblant leur monnaie dans nos aumônières - quelques-uns d'assez bonne grâce, tous les curés donnaient; puis ce fut le tour de quelques financiers juifs et chrétiens, puis des braves gens, un pharmacien de la Butte offrit le matériel. L'ambulance était fondée.

On rit beaucoup, à la mairie de Montmartre, de celle expédition que nul n'eût encouragée, si nous en eussions fait confidence avant la réussite.

Le jour où mesdames Poirier, Blin, Excoffon vinrent me trouver à ma classe pour commencer le *Comité de vigilance des femmes* m'est resté présent.

C'était le soir, après la classe, elles étaient assises contre le mur, Excoffon ébouriffée avec ses cheveux blonds, la mère Blin déjà vieille avec une capeline de tricot; madame Poirier ayant un capuchon d'indienne rouge; sans compliments, sans hésitation elles me dirent simplement: - *Il faut que vous veniez avec nous,* et je leur répondis: - *J'y vais.*

Il y avait en ce moment à ma classe presque deux cents élèves, des fillettes de six à douze ans que nous instruisions ma sous-maîtresse et moi, et de tout petits enfants de trois à six ans, garçons et filles dont ma mère s'était chargée et qu'elle gâtait beaucoup.

Les grandes de ma classe l'aidaient, tantôt l'une, tantôt l'autre. Les petits, dont les parents étaient des gens de campagne réfugiés à Paris, avaient été envoyés par Clemenceau; la mairie s'était chargée de leur nourriture, ils avaient du lait, du cheval, des légumes et très souvent quelques friandises.

Un jour que le lait tardait, les plus jeunes peu habitués à attendre se mirent à pleurer, ma mère en les consolant, pleurait avec eux. Je ne sais comment je m'avisai, pour les faire attendre avec plus de patience, les menacer, s'ils ne se taisaient pas, de les envoyer chez Trochu.

Aussitôt ils crièrent avec effroi: - Mademoiselle, nous serons bien sages, ne nous envoyez pas chez Trochu!

Ces cris et la patience avec laquelle ils attendirent me donnèrent l'idée qu'ils entendaient chez eux tenir en médiocre estime le gouverneur de Paris.

(*) Sophie DOCTRINAL, veuve LEMARCHAND, compagne POIRIER (1830-1875): communarde. *(Note A.M.).*

(**) Julia Béatrik EUVRIE épouse EXCOFFON (1849-1926): communarde. *(Note A.M.).*

(***) Vraisemblablement Aglaé JARRY (sans autre référence!). *(Note A.M.).*

(****) Perrine Natalie DUVAL, épouse LE MEL, dite Nathalie LEMEL (1826-1821): internationaliste et féministe.

On a souvent parlé des jalousies entre institutrices, je ne les ai pas éprouvées; avant la guerre nous faisons des échanges de leçons avec ma plus proche voisine, mademoiselle Potin, donnant des leçons de dessin chez moi, et moi les leçons de musique chez elle, conduisant tantôt l'une tantôt l'autre, nos plus grandes élèves aux cours de la rue Hautefeuille. Pendant le siège elle fit ma classe, lorsque j'étais en prison.

TROISIÈME PARTIE:

LA COMMUNE

1- LE 18 MARS:

«La germination extraordinaire des idées nouvelles les surprit et les terrifia,
l'odeur de la poudre troubla leur digestion;
ils furent pris de vertige et ils ne nous le pardonneront pas».
La Revanche de la Commune - J. B. Clément.

Aurelle de Paladine **(*)** commandait, sans qu'elle voulût lui obéir, la garde nationale de Paris qui avait choisi Garibaldi.

Brunet **(**)** et Piaza **(***)** choisis également pour chefs, le 28 janvier par les gardes nationaux, et qui étaient condamnés par les conseils de guerre à deux ans de prison, furent délivrés dans la nuit du 26 au 27 février. On n'obéissait plus: les canons de la place des Vosges qu'envoyait prendre le gouvernement par des artilleurs, sont refusés sans qu'ils osent insister et sont traînés aux buttes Chaumont.

Les journaux que la réaction accusait de pactiser avec l'ennemi, *le Vengeur,* de Félix Pyat; *le Cri du Peuple,* de Vallès, *le Mot d'Ordre,* de Rochefort, fondé le lendemain de l'armistice; l*e Père Duchesne*, de Vermesch, Humbert, Maroteau et Guillaume; *la Bouche de fer,* de Vermorel; *la Fédération*, par Odysse Barot; l*a Caricature,* de Pilotelle, étaient suspendus depuis le12 mars.

Les affiches remplaçaient les journaux, et les soldats alors, défendaient contre la police celles où on leur disait de ne point égorger Paris, mais d'aider à défendre la République.

Thiers, le mauvais génie de la France, ayant le 10 mars terminé ses pérégrinations, Jules Favre lui écrivit l'incroyable lettre suivante.

«Paris, 10 mars 1871, minuit,
Cher président et excellent ami, le conseil vient de recevoir avec une grande joie la bonne nouvelle du vote de l'Assemblée.
C'est à votre infatigable dévouement qu'il en renvoie l'honneur, il y voit un motif de plus de reconnaissance envers vous, je m'en réjouis à tous les points de vue. Il est le gage de votre union avec l'Assemblée, vous ramène à nous et vous permet enfin d'aborder l'accomplissement de nos différents devoirs.
Nous avons à rassurer et à défendre notre pauvre pays, si malheureux, et si profondément troublé. Nous avons commencer par faire exécuter les lois. Ce soir nous avons arrêté la suppression de cinq journaux qui prêchent chaque jour l'assassinat: Le Vengeur, le Mot Ordre, la Bouche de fer, le Cri du Peuple et la Caricature.
Nous sommes décidés à en finir avec les redoutes de Montmartre et de Belleville et nous espérons que cela se fera sans effusion de sang.
Ce soir, jugeant une seconde catégorie des accusés du 31 octobre, le Conseil de guerre a condamné par contumace Flourens, Blanqui, Levrault à la peine de mort; Vallès, présent, à six mois de prison.
Demain matin je vais à Ferrière m'entendre avec l'autorité prussienne sur une foule de points de détail.
Les Prussiens continuent à être intolérables, je vais essayer de prendre avec eux des arrangements qui adouciront la position de nos malheureux concitoyens.
J'espère que vous pouvez partir demain samedi. Vous trouverez Paris et Versailles prêts à vous recevoir et à Paris quelqu'un bien heureux de votre retour.
Mille amitiés sincères.
Jules Favre»

Le 17 au soir des affiches du gouvernement furent placardées sur les murs de Paris afin d'être lues de

(*) Louis d'AURELLE DE PALADINES, général de division. *(Note A.M.).*

(*) Émile BRUNET, mort sur une barricade le 25 mai 1871. *(Note A.M.).*

(*) PIAZZA Joseph (1819-1871), militaire de carrière; membre du Comité des vingt arrondissements, commandant de la Garde nationale, fusillé sans jugement le 24 mai 1871**.** *(Note A.M.).*

bonne heure, mais le 48 au matin personne ne s'occupait plus de ses déclarations.

Celle-là pourtant était curieuse, les hommes qui lafirent y crurent déployer de l'habileté; aveuglés sur les sentiments de Paris, ils y parlaient une langue étrangère, que personne ne voulait entendre, celle de la capitulation.

«Habitants de Paris,

Nous nous adressons encore à vous et à votre patriotisme et nous espérons que nous serons écoutés.

Votre grande cité qui ne peut vivre que par l'ordre est profondément troublée dans quelques quartiers, et le trouble de ces quartiers sans se propager dans les autres suffit cependant pour y empêcher le retour du travail et de l'aisance.

Depuis quelque temps, des hommes mal intentionnés, sous prétexte de résister aux prussiens qui ne sont plus dans vos murs, se sont constitués les maîtres d'une partie de la ville, y ont élevé des retranchements, montent la garde, vous forcent à les monter avec eux par ordre d'un comité occulte qui prétend commander seul à une partie de la garde nationale, méconnaît ainsi l'autorité du général d'Aurelle si digne d'être à votre tête et veut former un gouvernement légal institué par le suffrage universel.

Ces hommes qui vous ont déjà causé tant de mal, que vous avez dispersés vous-mêmes le 31 octobre, affichent la prétention de vous défendre contre les prussiens qui n'ont fait que paraître dans vos murs et dont les désordres retardent le départ définitif, braquant des canons qui s'ils faisaient feu ne foudroieraient que vos maisons, vos enfants et vous-mêmes.

Enfin compromettent la République au lieu de la défendre, car s'il s'établissait dans l'opinion de la France que la République est la compagne nécessaire du désordre, la République serait perdue, ne les croyez pas et écoulez la vérité que nous vous disons, en toute sincérité.

Le gouvernement institué par la nation tout entière, aurait déjà pu reprendre ses canons dérobés à l'État, et qui en ce moment ne menacent que vous; - enlever ces ressouvenirs ridicules qui n'arrêtent que le commerce et mettre sous la main de la justice ces criminels qui ne craindraient pas de faire succéder la guerre civile à la guerre étrangère; mais il a voulu donner aux hommes trompés le temps de se séparer de ceux qui les trompent.

Cependant le temps qu'on a donné aux hommes de bonne foi pour se séparer des hommes de mauvaise foi est pris sur votre repos, sur votre bien-être, sur le bien-être de la France tout entière, il ne faut donc pas le prolonger indéfiniment.

Tant que dure cet état de choses le commerce est arrêté, vos boutiques sont désertes, les commandes qui viennent de toutes parts sont suspendues, vos bras sont oisifs, le crédit ne renaît pas; les capitaux dont le gouvernement a besoin pour délivrer le territoire dela présence de l'ennemi hésitent à se présenter.

Dans votre intérêt même, dans celui de votre cité comme dans celui de la France, le gouvernement est résolu à agir. Les coupables qui ont prétendu instituer un gouvernement vont être livrés à la justice régulière. Les canons dérobés à l'État vont être rétablis dans les arsenaux, et pour exécuter cet acte urgent de justice et de raison le gouvernement compte sur votre concours.

Que les bons citoyens se séparent des mauvais, qu'ils aident à la force publique au lieu de lui résister, ils hâteront ainsi le retour de l'aisance dans la cité et rendront service à la République elle-même que le désordre ruinerait dans l'opinion de la France.

Parisiens, nous vous tenons ce langage parce que nous estimons votre bon sens, votre sagesse, votre patriotisme; mais, cet avertissement donné, vous nous approuverez de recourir à la force, car il faut à tout prix et sans un jour de retard que l'ordre, condition de votre bien-être, renaisse entier, immédiat et inaltérable».

Paris 17 mars 1871.

Thiers, chef du pouvoir exécutif.

Bien moins qu'on ne se fût occupé d'une proclamation du roi Dagobert, on ne songeait à celle de M. Thiers.

Tout le monde savait que les canons, soi-disant dérobés à l'État, appartenaient à la garde nationale et que les rendre eût été aider à une restauration. M. Thiers était pris à son propre piège, les mensonges étaient trop évidents, les menaces trop claires.

Jules Favre raconte avec l'inconscience que donne le pouvoir la provocation préparée. *«Vinoy,* dit-il, *aurait voulu qu'on engageât la lutte en supprimant la paie de la garde nationale; nous crûmes ce moyen plus dangereux qu'une provocation directe».* (Jules Favre, *Histoire du Gouvernement de la défense nationale,* 2e volume, p.209).

La provocation directe fut donc tentée; mais le coup de main essayé place des Vosges avait donné l'éveil. On savait par le 31 octobre et le 22 janvier de quoi sont capables des bourgeois hantés du spectre rouge.

On était trop près de Sedan et de la reddition pour que les soldats, fraternellement nourris par les habitants de Paris, fissent cause commune avec la répression. - *Mais sans une prompte action, on sentait,* dit Lefrançais, *que comme au 2 décembre c'en était fait de la République et de la liberté.*

L'invasion des faubourgs par l'armée fut faite dans la nuit du 17 au 18; mais malgré quelques coups defu sil des gendarmes et des gardes de Paris, ils fraternisèrent avec la garde nationale.

Sur la butte, était un poste du 61e veillant au n°6 de la rue des Rosiers, j'y étais allée de la part de Dardelle pour une communication et j'étais restée.

Deux hommes suspects s'étant introduits dans la soirée avaient été envoyés sous bonne garde à la mairie dont ils se réclamaient et où personne ne les connaissait, ils furent gardés en sûreté et s'évadèrent le matin pendant l'attaque.

Un troisième individu suspect, Souche, entré sous un vague prétexte vers la fin de la nuit, était en train de raconter des mensonges dont on ne croyait pas un mot, ne le perdant pas de vue, quand le factionnaire, Turpin tombe atteint d'une balle. Le poste est surpris ans que le coup de canon à blanc qui devait être tiré en cas d'attaque ait donné l'éveil, mais on sentait que la journée ne finissait pas là.

La cantinière et moi nous avions pansé Turpin en déchirant notre linge sur nous, alors arrive Clemenceau qui ne sachant pas le blessé déjà pansé demande du linge. Sur ma parole et sur la sienne de revenir, je descends la butte, ma carabine sous mon manteau, en criant: *Trahison!* Une colonne se formait, tout le comité de vigilance était là: Ferré, le vieux Moreau, Avronsart, Lemoussu, Burlot, Scheiner, Bourdeille. Montmartre s'éveillait, le rappel battait, je revenais en effet, mais avec les autres à l'assaut des buttes.

Dans l'aube qui se levait, on entendait le tocsin; nous montions au pas de charge, sachant qu'au sommet il y avait une armée rangée en bataille. Nous pensions mourir pour la liberté.

On était comme soulevés de terre. Nous morts, Paris se fût levé. Les foules à certaines heures sont l'avant-garde de l'océan humain.

La butte était enveloppée d'une lumière blanche, une aube splendide de délivrance.

Tout à coup je vis ma mère près de moi et je sentis une épouvantable angoisse; inquiète, elle était venue, toutes les femmes étaient là montées en même temps que nous, je ne sais comment.

Ce n'était pas la mort qui nous attendait sur les buttes où déjà pourtant l'armée attelait les canons, pour les joindre à ceux des Batignolles enlevés pendant la nuit, mais la surprise d'une victoire populaire.

Entre nous et l'armée, les femmes se jettent sur les canons, les mitrailleuses; les soldats restent immobiles.

Tandis que le général Lecomte commande feu sur la foule, un sous-officier sortant des rangs se place devant sa compagnie et plus haut que Lecomte crie: *Crosse en l'air!* Les soldats obéissent. C'était Verdaguerre qui fut pour ce fait surtout, fusillé par Versailles quelques mois plus tard.

La Révolution était faite.

Lecomte arrêté au moment où pour la troisième fois il commandait le feu, fut conduit rue des Rosiers où vint rejoindre Clément Thomas, reconnu tandis qu'en vêtements civils il étudiait les barricades de Montmartre.

Suivant les lois de la guerre ils devaient périr.

Au Château-Rouge, quartier général de Montmartre, le général Lecomte signa l'évacuation des buttes.

Conduits du Château-Rouge à la rue des Rosiers, Clément Thomas et Lecomte eurent surtout pour adversaires leurs propres soldats.

L'entassement silencieux des tortures que permet la discipline militaire amoncelle aussi d'implacables ressentiments. Ces révolutionnaires de Montmartre eussent peut-être sauvé les généraux de la mort qu'ils méritaient si bien, malgré la condamnation déjà vieille de Clément Thomas par les échappés de juin et le capitaine

garibaldien Herpin-Lacroix était en train de risquer sa vie pour les défendre, quoique la complicité de ces deux hommes se dégageât visible: les colères montent, un coup part, les fusils partent d'eux-mêmes.

Clément Thomas et Lecomte furent fusillés vers quatre heures rue des Rosiers.

Clément Thomas mourut bien.

Rue Houdon, un officier ayant blessé un de ses soldatds qui refusait de tirer sur la foule fut lui-même visé atteint.

Les gendarmes cachés derrière les baraquements des boulevards extérieurs n'y purent tenir et Vinoy s'enfuit de la place Pigalle laissant, disait-on, son chapeau. La victoire était complète; elle eût été durable, si dès le* lendemain, en masse, on fût parti pour Versailles où le gouvernement s'était enfui.

Beaucoup d'entre nous fussent tombés sur le chemin, mais la réaction eût été étouffée dans son repaire. La légalité, le suffrage universel, tous les scrupules de ce genre qui perdent les Révolutions, entrèrent en ligne comme de coutume.

Le soir du 18 mars, les officiers qui avaient été faits prisonniers avec Lecomte et Clément Thomas furent mis en liberté par Jaclard et Ferré.

On ne voulait ni faiblesses ni cruautés inutiles.

Quelques jours après mourut Turpin, heureux, disait-il, d'avoir vu la Révolution; il recommanda à Clemenceau sa femme qu'il laissait sans ressources.

Une multitude houleuse accompagna Turpin au cimetière.

- *A Versailles!* criait Th. Ferré monté sur le char funèbre.

- *A Versailles!* répétait la foule.

Il semblait que déjà on fût sur le chemin, l'idée ne venait pas à Montmartre qu'on pût attendre.

Ce fut Versailles qui vint, les scrupules devaient aller jusqu'à l'attendre.

2- MENSONGES DE VERSAILLES - MANIFESTES - LE COMITÉ CENTRAL:

«Temps futurs, vision sublime!»
(Victor Hugo).

Le 19 mars Brunel alla avec des gardes nationaux prendre la caserne du prince Eugène, Pindy et Ranvier occupèrent l'Hôtel-de-Ville; tandis que se lamentaient sur la mort de Clément Thomas et Lecomte quelques compagnies du centre, des polytechniciens et un petit groupe d'étudiants qui jusque-là pourtant marchaient à l'avant-garde, le Comité central se réunit à l'Hôtel-de-Ville et déclare que son mandat étant expiré, il garde le pouvoir seulement jusqu'à la nomination de la Commune.

Oh! si ces hommes dévoués eussent eu, eux aussi, un moins grand respect de la légalité, comme elle eût été bien nommée la Commune révolutionnairement sur le chemin de Versailles.

Les manifestes du Comité central racontaient les événements du 18 mars en réponse à ceux du gouvernement qui continuaient à mentir devant les faits. Les bataillons du centre eux-mêmes lisaient avec stupeur les déclarations de M. Thiers et de ses collègues qui avaient l'air de ne pas comprendre la situation; peut-être en effet ne la comprenaient-ils pas.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - Paris, 18 mars 1871.

«Gardes nationaux de Paris,

On répand le bruit absurde que le gouvernement prépare un coup d'État.

Le gouvernement de la République ne peut avoir d'autre but que le salut de la République. Les mesures qu'il a prises étaient indispensables au maintien de l'ordre, il a voulu et il veut en finir avec un comité insurrectionnel dont les membres, presque tous inconnus à la population, ne représentent que des doctrines communistes et mettraient Paris au pillage et la France au tombeau si la garde nationale ne se levait pas pour défendre d'un commun accord la patrie et la République».

A. Thiers, Dufaure, E. Picard, J. Favre, J. Simon, Pouyet-Quertier, Général Le Flo, Amiral Pothuau, Lambrecht de Sarcy.

Le général d'Aurelle de Paladine qui de son côté s'imaginait commander la garde nationale de Paris, lui avait adressé une proclamation.

Paris, 18 mars 1871.

«Gardes nationaux,

Le gouvernement vous invite à défendre votre cité; vos familles, vos propriétés.

Quelques hommes égarés se mettant-au-dessus des lois, n'obéissant qu'à des chefs occultes dirigent contre Paris les canons qui avaient été soustraits aux Prussiens; ils résistent par la force à la garde nationale et à l'armée. Voulez-vous le souffrir?

Voulez-vous, sous les yeux de l'étranger prêt à profiter de nos discordes, abandonner Paris à la sédition? Si vous ne l'étouffez pas dans son germe, c'en est fait de Paris et peut-être de la France.

Vous avez leur sort entre les mains. Le gouvernement a voulu que vos armes vous fussent laissées.

Saisissez-les avec résolution pour rétablir le régime des lois et sauver la République de l'anarchie qui serait sa perte.

Occupez-vous autour de vos chefs, c'est le seul moyen d'échapper à la ruine et à la domination de l'étranger».

Le ministre de l'intérieur, E. Picard.

Le général commandant supérieur des forces de la garde nationale, D'Aurelle.

Jupiter, disaient les anciens, aveugle ceux qu'il veut perdre, ce Jupiter-là c'est la puissance.

Les foudres de Versailles atteignaient mal le but, n'étant pas en harmonie avec la situation.

Le Comité central en peu de mots rectifia les mensonges officiels.

Liberté, Égalité, Fraternité - République Française - 19 mars 1871.

«Au peuple,

Citoyens, le peuple de Paris a secoué le joug qu'on voulait lui imposer.

Calme, impassible dans sa force, il a attendu sans crainte comme sans provocation les fous éhontés qui voulaient toucher à la République.

Cette fois nos frères de l'armée n'ont pas voulu porter la main sur l'arche sainte de la liberté; merci à tous, et que tous et la France jettent ensemble la base d'une République acclamée avec toutes ses conséquences, le seul gouvernement qui fermera pour toujours l'ère des invasions et des guerres civiles.

L'état de siège est levé, le peuple de Paris est convoqué dans ses sections pour faire les élections communales; la sûreté de tous les citoyens est assurée par le concours de la garde nationale.

Le comité central: Assi, Billioray, Ferrat, Babiek, Ed. Moreau, Ch. Dupont, Varlin, Boursier, Mortier, Gouhier, Lavalette, Jourde, Rousseau, Ch. Lullier, Blanchet, Grollard, Barroud, H .Deresme, Fabre, Fougeret.

Une seconde déclaration complète l'exposé de la situation.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE- Liberté, Egalité, Fraternité - Hôtel-de-Ville de Paris, le 19 mars 1871.

«Citoyens,

Vous nous avez chargés d'organiser la défense de Paris et de vos droits.

Vous avons conscience d'avoir accompli cette mission aidés par votre généreux courage et votre admirable sang-froid.

Nous avons chassé ce gouvernement qui nous trahissait.

A ce moment notre mandat est expiré et nous vous le rapportons, car nous ne voulons pas prendre la place de ceux que le souffle populaire vient de renverser.

Préparez donc, et faites de suite vos élections communales et donnez-nous pour récompense la seule que nous ayons jamais espérée, celle de vous voir établir la véritable République.

En attendant, nous conservons l'Hôtel-de-Ville au nom du peuple français».

Le Comité central de la Garde nationale.

Pauvres amis, vous ne vîtes ni les uns ni les autres que nulle déclaration n'était plus éloquente que la révolution terminant son œuvre par la victoire qui assurait la délivrance - on avait tant tourné la tête vers 89 et 93 qu'on en parlait encore la langue.

Mais Versailles parlait un bien plus vieux langage encore, s'essayant à des airs de cape et d'épée sous lesquels perçait le guet-apens.

La province d'abord fit bon marché des mensonges, peu à peu, goutte à goutte, ils s'imprégnèrent dans les esprits jusqu'à ce qu'ils en fussent saturés.

Le gnome de Transnonain mettait le temps à profit.

Il est curieux d'indiquer quelques-unes des proclamations de cet homme néfaste. Celle aux employés d'administration, s'explique sans détours.

«D'après l'ordre du pouvoir exécutif vous êtes invités à vous rendre à Versailles pour vous mettre à sa disposition.

Par ordre du gouvernement, aucun objet de correspondance originaire de Paris ne doit être acheminé ou distribué.

Tous les objets de cette origine qui parviendraient dans votre service en dépêches closes de Paris ou autrement devront être invariablement expédiées sur Versailles».

En vertu de cet ordre exécuté par les postes de province, A. Thiers accusa plus tard la Commune d'intercepter les lettres.

Le *Journal officiel* de Versailles, expédié d'un bout l'autre de la France, contenait cette appréciation.

«Le gouvernement, issu d'une assemblée nommée par le suffrage universel a plusieurs fois déclaré qu'il voulait fonder la République.

Ceux qui veulent la renverser sont des hommes de désordre, des assassins qui ne craignent pas de semer l'épouvante et la mort dans une cité qui ne peut se sauver que par le calme et le respect des lois.

Ces hommes ne peuvent être que des stipendiés de l'ennemi ou du despotisme. Leurs crimes, nous l'espérons, soulèveront la juste indignation de la population de Paris qui sera debout pour leur infliger le châtiment qu'ils méritent».

Le chef du pouvoir exécutif, A. Thiers

La dépêche de ce vieux bourgeois enragé à la mairie de Rouen est plus explicite encore. Ayant fui Paris, il voulait l'assassiner tranquillement chez lui comme Pierre Bonaparte tuait en chambre.

Versailles, 19 mars 1871, 8h.25 du matin.

Le président du Conseil du gouvernement, chef du Pouvoir exécutif, aux préfets, généraux commandant les divisions militaires, premiers présidents des cours d'appel, procureurs généraux, archevêques et évêques.

«Le gouvernement tout entier est réuni à Versailles, l'assemblée s'y réunit également.

L'armée au nombre de 400.000 hommes s'y est concentrée en bon ordre sous le commandement du général Vinoy.

Toutes les autorités, tous les chefs de l'armée y sont arrivés, les autorités civiles et militaires n'exécuteront pas d'autres ordres que ceux du gouvernement régulier résidant à Versailles, sous peine d'être considérés comme en état de forfaiture.

Les membres de l'Assemblée nationale sont invités à accélérer leur retour pour être présents à la séance du 20 mars.

La présente lettre circulaire sera livrée à la publicité».

Le chef du pouvoir exécutif, A. Thiers.

Il faut pour revivre l'époque, entasser les documents, parler la langue de ce passé de vingt-six années, vieux de mille ans, par les scrupules enfantins des hommes héroïques qui faisaient si bon marché de leur vie.

Le Comité central crut de son devoir de se disculper des calomnies de Versailles.

On le traitait d'occulte, ses membres avaient mis leurs noms à toutes les affiches.

Il n'était pas inconnu ayant été élu par les suffrages de deux cent quinze bataillons.

Il avait appelé à lui toutes les intelligences, toutes les capacités.

Ses membres étaient traités d'assassins, ils n'avaient jamais signé un arrêt de mort.

Peu s'en fallut que l'un des plus timorés ne maintint la motion que le Comité central devait protester contre l'exécution de Lecomte et de Clément Thomas. - Une apostrophe de Rousseau l'arrêta. - Prenez garde de désavouer le peuple, ou craignez qu'il ne vous désavoue à son tour - elle en finit avec l'idée de dégager sa responsabilité ou celle d'un groupe dans le mouvement révolutionnaire.

Le gouvernement en fuyant à Versailles avait laissé les caisses vides; les malades dans les hôpitaux, le Service des ambulances et des cimetières étaient sans les sources, les services disloqués. Varlin et Jourde obtinrent quatre millions à la banque, mais les clefs étant à Versailles ils ne voulurent point forcer les caisses - ils demandèrent à Rothschild un crédit de un million qui fut alors payé à la banque.

La paye fut distribuée à la garde nationale qui se contentait de ses trente sous, croyant faire un sacrifice utile.

Les hôpitaux et autres services reçurent ce dont ils avaient besoin et les assassins et pillards du Comité central commencèrent la stricte économie qui devait durer jusqu'à la fin, continuée par les bandits de la Commune.

Il est effrayant de constater combien le respect de ce cœur du vampire Capital, qu'on appelle la Banque eut sauvé de victimes humaines: - c'était là l'otage véritable.

Les adversaires de la Commune avouent aujourd'hui que la Commune, osant se servir pour la cause commune de ces trésors qui étaient à tous, eût triomphé.

La preuve en est facile à faire entre autres par ces extrait s d'un article du *Matin* daté du 11 juin 1897.

«Sous la Commune, histoire de la Banque pendant après l'insurrection...

Il y avait donc à la Banque de France une fortune de trois milliards trois cent vingt-trois millions, plus de la moitié de la rançon de la guerre.

Que serait-il advenu si la Commune eût pu s'emparer de ce trésor, ce qu'elle eût fait très facilement sans aucune opposition si la banque avait été une banque d'État comme elle fit de tous les établissements publics?

Nul doute qu'avec un tel nerf de la guerre elle n'eût été victorieuse.

Certes la Banque fut obligée de verser plusieurs sommes à la Commune. Les comptes de Jourde, délégué au ministère des finances, reconnus exacts, accusent des remises s'élevant à 7.750.000 francs; mais qu'est-ce que cela à côté des trois milliards et demi que contenaient les coffres de la Banque...?

Déjà l'infanterie de ligne qui avait gardé la Banque avait gagné Versailles. La Banque n'avait plus pour se défendre que 130 hommes environ, ses employés, commandés par un employé, M. Bernard, ancien chef de bataillon; ils étaient mal armés avec seulement dix mille cartouches. Le 23 mars, par suite du départ de M. Rouland pour Versailles, M. de Pleuc se trouva investi du gouvernement de la Banque, etc...

Pour ses débuts, M. de Pleuc reçut une lettre comminatoire de Jourde et de Varlin: il envoya le caissier principal au premier et au deuxième arrondissement et à l'amiral Saisset pour demander s'il pouvait engager la lutte et s'il serait secouru.

L'amiral Saisset n'était pas arrivé de Versailles; il fut introuvable.

L'adjoint du premier arrondissement, Méline, fit dire à M. de Pleuc d'éviter la lutte, d'user de conciliation. Il n'y avait pas d'autre conciliation possible que la remise d'argent, M. de Pleuc après avoir consulté son conseil de régence fit verser 350.000 sur 700.000 francs que réclamait Jourde.

Le même jour il fit un payement de 200.000 à un agent du Trésor, envoyé de Versailles, etc...

Le Comité central en eut connaissance; il fit notifier M. de Pleuc que tout payement pour le compte de Versailles serait considéré comme un crime de haute trahison.

Le 24 mars, M. de Pleuc vit enfin l'amiral Saisset qui lui déclara devant MM. Tirard et Schœlcher qu'il défendrait la Banque. Mais en le reconduisant il lui avoua qu'il n'était pas en mesure de le faire. On ne pouvait songer à évacuer la Banque, car il eût fallu quatre-vingts voitures et un corps d'armée pour les protéger, etc...

M. de Pleuc profita de ces négociations pour faire sortir de Paris trente-deux clichés, et mettre aussi obstacle à la fabrication des billets, si la Commune venait à s'emparer de la Banque...

Il (M. de Pleuc) *insinua à Beslay, délégué auprès de lui, qu'il valait mieux nommer un commissaire délégué, qu'il le recevrait, si c'était lui et s'il consentait à borner son mandat à connaître des rapports de la Banque avec Versailles et la ville de Paris. - Voyons, monsieur Beslay, lui dit-il, le rôle que je vous offre a assez de grandeur, aidez-moi à sauver ceci, c'est la de votre pays, c'est la fortune de la France.*

Beslay fut convaincu et la Commune se contenta d'un commissaire délégué, etc...

Le 24 au matin, pour la première fois depuis soixante-sept jours, des soldats apparurent devant la banque, mais au lieu de s'occuper immédiatement pour la défendre contre une suprême tentative ils passèrent sans s'arrêter. - Un second bataillon passa encore. M. de Pleuc fit alors hisser le drapeau tricolore; à 8 heures le général L'Héritier entrait à la Banque et y établissait son quartier général, etc...

(*Le Matin,* 11 juin 1897).

Ces trente sous dont les familles avaient à peine du pain furent pendant près de trois mois ces trésors à leur disposition; ils avaient le même sentiment que le pauvre vieux Beslay, si odieusement trompé, ils croyaient garder la fortune de la France.

Une déclaration collective de plusieurs journaux prétendant que la convocation des électeurs étant un acte de souveraineté populaire, ne pouvait avoir lieu sans le consentement des pouvoirs sortis eux-mêmes du suffrage universel, tout en reconnaissant le 18 mars comme une victoire populaire, ils voulurent tenter une conciliation entre Paris et Versailles. Tirard, Desmarets, Vautrin et Dubail se rendirent à la mairie du premier arrondissement, où était resté Jules Ferry; celui-ci les envoya à Hendlé, secrétaire de Jules Favre, qui déclara ne pas vouloir traiter avec l'émeute.

Millière, Malon, Clemenceau, Tolain, Poirier et Villeneuve demandèrent au Comité central de s'en remettre sans lutte ni intervention prussienne aux municipalités qui s'engageaient à ce que les élections municipales fussent faites librement, la préfecture de police étant abolie et le Comité central conservant le maintien de la sécurité dans Paris.

Varlin, président de séance au Comité central, répondit que le gouvernement avait été l'agresseur, mais que le Comité central ni la garde nationale ne désiraient la guerre civile.

Varlin, Jourde et Moreau accompagnèrent les délégués à la mairie de la Banque où ils discutèrent sans pouvoir s'entendre, le Comité central ne pouvant déserter son poste.

Le temps jusqu'au 23 s'écoula en pourparlers; ce jour-là, à la séance de l'assemblée, Millière, Clemenceau, Malon, Lockroy et Tolain, allèrent réclamer les élections municipales pour la ville de Paris.

On ne peut exprimer que par le récit d'un des délégués l'impression de cette séance. Voici celui de Malon.

«23 mars 71, 6 h.30 du matin.

Je quitte le palais de l'assemblée sous le coup de la plus douloureuse, émotion. La séance vient de se terminer par l'une de ces épouvantables tempêtes parlementaires dont les seules annales de la Convention nous aient légué le souvenir; mais du moins quand on relit ces sombres pages de la fin du siècle dernier, le dénouement console toujours des tristesses tragiques du drame. La patrie, la République, sortent plus grandes de ces crises et le débat plus tourmenté enfante quelque héroïque résolution.

Vous ne trouverez rien de pareil au bas de mon récit.

Les deux premières tribunes de droite de la première galerie s'ouvrirent et les spectateurs qui les remplissent se lèvent et sortent, treize maires de Paris, l'écharpe en sautoir apparaissent.

Aussitôt, éclatent, sur tous les bancs de la gauche, des applaudissements frénétiques et des cris répétés de Vive la République! quelques-uns ajoutent Vive la France!

Alors, sur quelques bancs de la droite ce n'est plus de la colère, c'est de la fureur, du délire, on crie à l'attentat, on montre le poing aux maires.

Bon nombre de députés s'élancent vers la tribune où se démène encore le malheureux Baze, lui montrant le poing; montrant le poing au président, le tumulte est effroyable, indescriptible.

Enfin, d'épuisement sans doute, le bruit diminue, l'extrême droite se couvre, et commence à gagner la porte.

Le président, qui avait sonné la cloche d'alarme pendant toute cette tempête, se couvre et déclare la séance levée, l'ordre du jour étant épuisé. - L'agitation est à son comble dans les tribunes qui s'évacuent lentement.

Les pauvres maires restaient là debout, la contenance embarrassée, la figure désolée. Arnaud de l'Ariège vient les rejoindre et ils partent les derniers.

A la sortie, je vois des femmes du meilleur monde, de l'esprit le plus distingué, du plus grand cœur, qui pleurent sur le spectacle auquel elles viennent d'assister. Comme je les comprends! n'est-ce pas avec toutes nos larmes qu'il faudrait écrire la lugubre page d'histoire que nous faisons depuis quelques mois. - C'est ainsi que les gens de Versailles comprenaient et voulaient la réconciliation».

(Benoit Malon, La Troisième Défaite du Prolétariat).

- Vous porterez, cria Clemenceau à l'assemblée, *la peine de ce qui va arriver!* et Floquet ajouta: *Ces gens-là sont fous.*

Ils étaient fous en effet, fous de peur de la révolution. Mais n'était-ce pas bien fait pour ceux qui allaient trouver ces enragés qu'une pareille réception?

La majorité des maires se rattacha à un dernier arrangement qui n'aboutit pas: Dorian, maire de Paris, Edmond Adam, préfet de police, Langlois, général de la garde nationale.

Mais tandis qu'on faisait cette proposition, Langlois rassemblait les bataillons de l'ordre et les massait au Grand Hôtel. Edmond Adam refusa.

L'amiral Saisset ayant fait ratifier sa nomination à Versailles fit afficher le maintien de la République; les franchises municipales; les élections à bref délai; une loi sur les échéances et les loyers.

Ne vous semble-t-il pas voir un ministère espagnol légiférer sur l'indépendance de Cuba avec Weyler comme chef d'état-major?

Paris savait à quoi s'en tenir.

Le 25 mars une lettre des députés de Paris déposée à l'Assemblée de Versailles suppliait le gouvernement de ne pas laisser plus longtemps la ville sans Conseil municipal. Jointe au dossier, elle resta sans réponse.

Les pourparlers continuèrent entre le Comité central et les maires; le Comité sentait que toute tentative de pacification serait inutile, les maires se rallièrent avec eux, et le Comité central.

«Déclaration des maires et des députés de Paris, réunis en conseil à Saint-Germain-l'Auxerois le 25 mars 1870.

Les députés de Paris, les maires et les adjoints réintégrés dans les mairies de leurs arrondissements, et les

membres du Conseil central fédéral de la Garde nationale,

Convaincus que le seul moyen d'éviter la guerre civile, l'effusion du sang à Paris, et en même temps d'affermir la République, est de procéder à des élections immédiates, convoquent pour demain dimanche tous les citoyens dans les collèges électoraux.

Les bureaux seront ouverts à huit heures du matin, et fermés à midi.

Vive la République!

Les maires et adjoints de Paris. 1er arrondissement: Edmond Adam, Méline, adjoint. - 2ème: Émile Brelay, Loiseau-Pinson. - 3ème: Bonvalet maire, Ch. Murat, adjoint. - 4ème: Vautrin, maire, de Chatillon, Loiseau, ad-joints. - 5ème: Jourdan, Collin, adjoints. - 6ème: A. Leroy, adjoint. - 7ème: néant - 8ème: néant. - 9ème: Desmarets, maire, E. Ferry, André Nast, adjoints. 10ème: A. Murat, adjoint. - 11ème: Mottu, maire, Blanchon, Poirier, Tolain, adjoints. - 12ème: Grivot, maire, Denisson, Dumas, Turillon, adjoints, - 13ème: Combes, Léo Meillet, adjoints. - 14ème: néant. - 15ème: Junbes, Duval, Sextus-Michel, adjoints. - 16ème: Chaudey, Sévestre, adjoints. - 17ème: François Favre, maire, Malon, Villeneuve, Cacheux, adjoints. - 18ème: Clemenceau, maire, J. Lafont, Dereure, Juclard, adjoints. - 19ème: Deveaux, Salory, adjoints.

Les représentants de la Seine présents à Paris: Lockroy, Floquet, Tolain, Clemenceau, Schœlcher, Greppo.

Le Comité de la Garde nationale: Avoine fils, Antoine Arnaud, G. Arnold, Assi, Audignoux, Bouit, Jules Bergeret, Babick, Baron, Billioray, Blanchit, L. Boursier, Castioni, Chonteau, A. Dupont, Fabre, Ferrat, Henri Fortuné, Fleury, Fougeret, G. Gaudier, Gouhier, M. Géresme, Grélier, Grolard, Jourde, Josselin, Lavalette, Lisbonne, Maljournal, Édouard Moreau, Mortier, Prudhomme, Rousseau, Ranvier, Varlin.

Sitôt ce manifeste publié, M. Thiers fit télégraphier dans toute la France suivant son mode ordinaire de provocations et de mensonges.

«La France résolue et indignée se serre autour du gouvernement de l'Assemblée nationale pour réprimer l'anarchie qui essaye toujours de dominer Paris.

Un accord auquel le gouvernement est resté étranger s'est établi entre la prétendue Commune et les maires pour en appeler aux élections. Elles se feront sans liberté et dès lors sans autorité morale.

Que le pays ne s'en préoccupe point et ait confiance.

L'ordre sera rétabli à Paris comme ailleurs».

A. Thiers.

Tandis que M. Thiers et ses complices propageaient ces faussetés, le Comité central aidé de quelques révolutionnaires ardents tels qu'Eudes, Vaillant, Ferré, Varlin, suffisait à tout et le *Journal officiel* publiait à Paris les mesures suivantes.

«L'état de siège est levé dans le département de la Seine.

Les conseils de guerre de l'armée permanente sont abolis.

Amnistie pleine et entière est accordée pour les crimes et délits politiques.

Il est enjoint à tous les directeurs de prisons de mettre immédiatement en liberté tous les détenus politiques.

Le nouveau gouvernement de la République vient prendre possession de tous les ministères et de toutes les administrations.

Cette opération faite par la garde nationale impose de grands devoirs aux citoyens qui ont accepté cette tâche.

L'armée comprenant enfin la position qui lui était faite et les devoirs qui lui incombaient a fusionné avec les habitants de la cité; troupes de ligne, mobiles et marins se sont unis pour l'œuvre commune.

Sachons donc profiter de cette union pour resserrer nos rangs et une fois pour toutes asseoir la République sur des bases sérieuses et impérissables.

Que la garde nationale unie à la ligne et à la mobile continue son service avec courage et dévouement-

Que les bataillons de marche dont les cadres sont encore presque au complet occupent les forts et toutes les positions avancées afin d'assurer la défense de la capitale.

Les municipalités des arrondissements animés du même zèle et du même patriotisme que la garde nationale et l'armée se sont unies à elle pour assurer le salut de la République et préparer les élections du conseil communal qui vont avoir lieu: point de division» unité parfaite et liberté pleine et entière».

Le Comité central de la Garde nationale.

3 - L'AFFAIRE DU 22 MARS:

L'émeute pour vous est trop grande
Ne jouez pas à ce jeu-là.
(Vieille Chanson).

Les partisans du gouvernement régulier, les hommes de l'ordre, de toutes les réactions, non contents de conspirer à Versailles essayèrent à Paris d'une émeute contre-révolutionnaire, mais ils étaient si peu de taille pour l'émeute qu'en voyant leur manifestation s'assembler vers deux heures de l'après-midi du 22 mars, sur la place du nouvel Opéra, on avait l'idée d'une troupe de figurants répétant un drame historique.

Quelque chose pourtant avait transpiré de leurs desseins, ils avaient parlé de poignarder les factionnaires en les embrassant, mais cela ressemblait plutôt à de la mise en scène qu'à toute autre chose; l'endroit même, était bien choisi pour une répétition dramatique, on attendait où ces gens-là voulaient en venir.

Quand la manifestation fut assez nombreuse, ceux qui la composaient, la plupart élégants et jeunes, s'engagètrnt dans la rue de la Paix conduits par des bonapartistes connus, M. de Pêne, de Coëtlogon, de Heckeren; un drapeau sans inscription flottait en tête de la colonne.

Des gardes nationaux sans armes s'étant informés du but de la démonstration, furent insultés et grossièrement maltraités; ils gagnèrent la place Vendôme où fuient des fédérés en armes, qui allèrent en ordre de bataille reconnaître les manifestants, mais avec défense de tirer.

A la rencontre des deux troupes la manifestation devint agressive et aux cris de: *A bas le comité! à bas les assassins! les brigands, vive l'ordre!* Un coup de revolver blessa Maljournal du *Comité central.*

Quelque débonnaires que fussent les gardes nationaux, il fallut bien voir qu'on n'avait pas affaire à une démonstration pacifique.

Bergeret fit faire une première sommation, puis une seconde, on alla jusqu'à dix.

A la fin de cette dernière les cris: *Vive l'Ordre, à bas les assassins du 18 mars!* s'élevèrent mêlés à des coups de feu. Alors les gardes nationaux ripostèrent; il fallait repousser l'attaque.

Et c'est une caractéristique de ces fédérés au cœur doux, faisant si bon marché de leur vie et si soigneux de celle des autres, bon nombre encore tirèrent en l'air comme au 22 janvier.

Quelle peine ils avaient, ces assassins du 18 mars, à viser des poitrines humaines.

Il n'en était pas de même du côté des assaillants, les fenêtres se mirent de la partie et sans la prudence des fédérés il y aurait eu là une litière de morts.

Beaucoup de manifestants tiraient si mal, il est vrai, qu'ils se blessaient les uns les autres. Tant de rage les animait contre les gardes nationaux que plusieurs furent blessée et deux tués: Vahlin et François. - Il y eut aussi quelques morts du côté des manifestants, un jeune homme, le vicomte de Molinat fut tué par derrière, du côté des siens, il tomba la face contre terre. Sur son corps on trouva un poignard fixé à sa ceinture par une chaînette, comme si ce jeune premier eût craint d'égarer son arme. Ce détail enfantin avait attendri un garde national.

Quant à M. de Pêne il fut presque empalé par une balle venue aussi du côté des siens par derrière.

Après la déroute des manifestants, la terre était jonchée d'armes: poignards, cannes à épée, revolvers, qu'ils avaient jetés en s'enfuyant.

Le docteur Rainlow, ancien chirurgien d'état-major du camp de Toulouse, et plusieurs médecins accourus, firent transporter les morts et les blessés à l'ambulance du *Crédit mobilier.*

Il restait une sorte de tristesse aux gardes nationaux qui avaient combattu ces jeunes gens, quoiqu'ilsl'eussent fait avec une extrême générosité tant le cœur de ces hommes était tendre.

J'ai souvent songé pendant les sanglantes représailles de Versailles aux gardes nationaux du 22 mars et de toute la lutte.

Le Comité central fit placarder une affiche menaçant de peines sévères ceux qui conspiraient contre Paris, mais depuis cette époque, jusqu'à la fin de la Commune, la réaction conspira sans cesse avec impunité.

Braves gens de 71, braves gens de l'hécatombe! Vous avez emporté cette mansuétude sous la terre empourprée de sang, elle n'y remontera que la lutte terminée dans la paix du monde nouveau.

Nous reprendrons les affiches de la prise de possession de Paris par la Révolution du 18 mars, les paroles émues d'alors font revivre le drame.

Tant de choses se sont entassées saignant les unes sur les autres, tant de poussière humaine fut semée dans le vent, qu'à travers les froides résolutions d'aujourd'hui, nous ne retrouverions pas tels qu'ils étaient les accents généreux d'alors.

0 cette générosité, cette pure épopée d'hommes d'une merveilleuse bonté.

Et moi, qu'on accuse de cette bonté sans limites, j'aurais sans pâlir, comme on ôte une pierre des rails, pris la vie de ce nain qui devait faire tant de victimes! Des flots de sang n'eussent pas coulé, les tas de morts n'eussent point empli Paris aussi haut que des montages et changé la ville en charnier.

Pressentant l'œuvre de ce bourgeois au cœur de tigre, je pensais qu'en allant tuer M. Thiers,à l'Assemblée, la terreur qui en résulterait arrêterait la réaction.

Combien je me suis reproché aux jours de la défaite avoir demandé conseil, nos deux vies eussent évité l'égorgement de Paris.

Je confiai mon projet à Ferré qui me rappela comment la mort de Lecomte et Clément Thomas avait en province et même à Paris servi de prétexte d'épouvante, presque même à un désaveu de la foule; peut-être, dit-il, celle-là arrêterait le mouvement.

Je ne le croyais pas et peu m'importait le désaveu si c'était utile à la Révolution, mais cependant il pouvait avoir raison.

Rigaud fut de son avis. - D'ailleurs, ajoutèrent-ils, vous ne parviendriez pas à Versailles.

J'eus la faiblesse de croire qu'ils pouvaient être dans le vrai quant à ce monstre. Mais à propos du voyage de Versailles, avec un peu de résolution, j'étais sûre d'y parvenir, et j'ai voulu en faire l'épreuve.

Quelques jours après, si bien vêtue que je ne me connaissais pas moi-même, je m'en allai fort tranquillement à Versailles, où j'arrivai sans encombre.

Avec non moins de tranquillité j'allai dans le parc même, où étaient les tentes délabrées, qui servaient au campement de l'armée, faire de la propagande pour la Révolution du 18 mars.

Ce délabrement des tentes, sous les arbres dépouillés de feuilles, était lamentable.

Je ne sais plus ce que je disais à ces hommes, mais je le sentais tellement qu'ils écoutaient.

Un officier, le lendemain vint à Paris par Saint-Cyr et en promit d'autres.

L'armée en ce moment n'était pas brillante, la cavalerie n'avait que des fantômes de chevaux.

Sortant du parc, j'allai à une grande librairie versaillaise, il y avait là une dame à qui j'inspirai beaucoup de confiance, j'emportai un tas de journaux,et après avoir demandé l'adresse d'un hôtel où l'on put être en sûreté, je repris le chemin de Montmartre, je n'avais pas manqué pour m'amuser de dire pis que pendre de moi-même.

Lemoussu, Schneider, Diancourt, Burlot étaient alors commissaires à Montmartre. Je commençai par aller au bureau de Burlot que je savais de l'avis de Ferré et de Rigaud, il ne me reconnaissait pas. - Je viens de Ver-

sailles, lui dis-je, et je lui racontai l'histoire que je dis également à Rigaud et à Ferré en les traitant de Girondins, sans être sûre pourtant s'ils n'avaient pas raison, et si le sang de ce monstre n'eût point été fatal à la Commune. Rien ne pouvait être aussi fatal que l'hécatombe de mai, mais l'idée peut-être est plus grande. Quelques mois après mon voyage à Versailles, lorsque j'étais à la prison des Chantiers où le dimanche, des officiers, quelques-uns ayant avec eux des drôlesses richement parées qui venaient là comme au Jardin des Plantes, l'un d'eux me dit tout à coup: - *Mais c'est vous, qui êtes venue dans le parc, à Versailles.*

- *Oui,* lui dis-je*, c'est moi, vous pouvez le raconter, cela fera bien dans le tableau et du reste je n'ai aucune envie de me défendre.*

- *Est-ce que vous nous prenez pour des mouchards?* s'écria-t-il avec une véritable indignation.

Il était au moment où l'égorgement finissait à peine, nos étions sous l'impression d'une intense horreur, je lui dis cruellement:

Il ne répondit pas, je compris que beaucoup d'entre eux avaient été indignement trompés - et que quel-ques-uns commençaient à avoir des remords.

---

4 - PROCLAMATION DE LA COMMUNE:

Ils étaient là debout, prêts pour le sacrifice.
(Bardes gaulois).

La proclamation de la Commune fut splendide; ce n'était pas la fête du pouvoir, mais la pompe du sacrifie: on sentait les élus prêts pour la mort.

L'après-midi du 28 mars par un clair soleil rappelant l'aube du 18 mars, le 7 germinal an 79 de la République, le peuple de Paris qui, le 26, avait élu sa Commune inaugura son entrée à l'Hôtel-de-Ville.

Un océan humain sous les armes, les baïonnettes pressées comme les épis d'un champ, les cuivres déchirant l'air, les tambours battant sourdement, et entre tous l'inimitable frappement des deux grands tambours de Montmartre, ceux qui la nuit de l'entrée des Prussiens et le matin du 18 mars, éveillaient Paris de leurs baguettes spectrales, leurs poignets d'acier éveillaient des sonorités étranges.

Cette fois les tocsins étaient muets. Le grondement lourd des canons, à intervalles réguliers saluait la révolution.

Et aussi, les baïonnettes, s'inclinaient devant les drapeaux rouges, qui par faisceaux entouraient le buste de la République.

Au sommet, un immense drapeau rouge. Les bataillons de Montmartre, Belleville, La Chapelle, ont leurs drapeaux surmontés du bonnet phrygien; on dirait les sections de 93.

Dans leurs rangs, des soldats de toutes les armes restés à Paris, ligne, marine, artillerie, zouaves.

Les baïonnettes toujours plus pressées débordent sur les rues environnantes, la place est pleine; c'est bien l'impression d'un champ de blé. Quelle sera la moisson?

Paris entier est debout, le canon tonne par intervalles.

Sur une estrade est le Comité central ; devant eux, la Commune, tous avec l'écharpe rouge.

Peu de paroles dans les intervalles que scandent les canons. - Le Comité central déclare son mandat expiré, et remet ses pouvoirs à la Commune.

On fait l'appel des noms; un cri immense s'élève: *Vive la Commune!* Les tambours battent aux champs, - *Au nom du peuple,* dit Ranvier, *la Commune est proclamée.*

Tout fut grandiose dans ce prologue de la Commune? dont l'apothéose devait être la mort.

Pas de discours, un immense cri, un seul, *Vive la Commune!*

Toutes les musiques jouent la *Marseillaise* et le *Chant du Départ*. Un ouragan de voix les reprennent.

Un groupe de vieux baissent la tète vers la terre, on dirait qu'ils y entendent les morts pour la liberté, ce sont des échappés de juin, de décembre, quelques-uns tout blancs, sont de 1830, Mabile, Malezieux, Cayol.

Si un pouvoir quelconque pouvait faire quelque chose, c'eût été la Commune composée d'hommes d'intelligence, de courage, d'une incroyable honnêteté, qui tous de la veille ou de long temps, avaient donné d'incontestables preuves de dévouement et d'énergie. Le pouvoir, incontestablement les annihila, ne leur laissant plus d'implacable volonté que pour le sacrifice, surent mourir héroïquement.

C'est que le pouvoir est maudit, et c'est pour cela que je suis anarchiste.

Le soir même du 28 mars, la Commune tint sa première séance, inaugurée par une mesure digne de la grandeur de ce jour: résolution fut prise, afin d'éviter toute question personnelle, au moment où les individus devaient rentrer dans la masse révolutionnaire, que les manifestes ne porteraient d'autre signature que celle-ci: *La Commune.*

Dès cette première séance, quelques-uns étouffant sous la chaude atmosphère d'une révolution ne voulurent pas aller plus loin, il y eut des démissions immédiates.

Ces démissions entraînant des élections complémentaires, Versailles put mettre à profit le temps que Paris perdait autour des urnes.

Voici la déclaration faite à la première séance de la Commune.

Paris, 28 mars 1871.

Citoyens,

Notre Commune est constituée. Le vote du 26 mars sanctionne la République victorieuse.
Un pouvoir lâchement oppresseur vous avait pris à la gorge, vous deviez dans votre légitime défense repousser ce gouvernement qui voulait vous déshonorer en vous imposant un roi. Aujourd'hui les criminels que vous n'avez pas même voulu poursuivre abusent de votre magnanimité pour organiser aux portes de la cité un foyer de conspiration monarchiste, ils invoquent la guerre civile, ils mettent en œuvre toutes les corruptions, acceptent toutes les complicités, ils ont osé mendier jusqu'à l'appui de l'étranger.
Nous en appelons de ces menées exécrables au jugement de la France et du monde.
Citoyens, vous venez de nous donner des institutions qui défient toutes les tentatives.
Vous êtes maîtres de vos destinées, forte de votre appui la représentation que vous venez d'établir va réparer les désastres causés par le pouvoir déchu.
L'industrie compromise, le travail suspendu, les transactions commerciales paralysées vont recevoir une impulsion vigoureuse.
Dès aujourd'hui, la décision attendue sur les loyers, demain celle sur les échéances.
Tous les services publics, rétablis et simplifiés.
La garde nationale, désormais seule force armée de la cité, réorganisée sans délai.
Tels seront nos premiers actes.
Les élus du peuple ne lui demandent pour assurer le triomphe de la République, que de les soutenir de votre confiance.
Quant à eux, ils feront leur devoir.

La Commune de Paris, 28 mars 1871.

Ils firent en effet leur devoir, s'occupant de toutes les sécurités de la vie pour la foule, mais hélas! la première sécurité eût été de vaincre définitivement la réaction.

Tandis que la confiance renaissait dans Paris, les rats de Versailles trouaient la carène du navire.

Quelques démissions eurent lieu encore avec des motifs divers: Ulysse Parent, Fruneau, Goupil, Lefebvre, Robinet, Méline.

Des commissions avaient été formées dès les premiers jours sans être pourtant définitives; suivant leurs aptitudes, les membres d'une commission passaient dans une autre.

La Commune était partagée entre une majorité ardemment révolutionnaire, une minorité socialiste raisonnant trop parfois pour le temps qu'on avait, semblables en ce point, que la crainte de prendre des mesures despotiques ou injustes, les ramènent aux mêmes conclusions.

Un même amour de la Révolution rendit leur destinée semblable. - La majorité aussi sait mourir, dit qelques semaines plus tard Ferré en embrassant Delescluze mort.

Les membres de la Commune élus aux élections complémentaires furent: Cluseret, Pottier, Johannard, Andrieu, Serailler, Longuet, Pillot, Durand, Sicard, Philippe, Louelas, A. Dupont, Pompée, Viard, Trinquet, Couret, Arnold.

Logeart et Briosne ne voulurent pas siéger par susceptibilité sur le nombre de voix obtenues, ils étaient vraiment, ces hommes de 71, des candidats qui ne ressemblaient guère aux autres.

Menotti Garibaldi fut élu mais ne vint pas, écœuré peut-être encore de l'Assemblée de Bordeaux, où Garibaldi offrant ses fils à la République avait été couvert de huées.

Les commissions souvent remaniées furent ainsi définiitivement composées.

Guerre: Delescluze, Tridon, Avrial, Arnold, Ranvier.
Finances: Beslay, Billioray, Victor Clément, Lefrançais, Félix Pyat.
Sûreté générale: Cournet, Vermorel, Ferré, Trinquet, Dupont.
Enseignement: Cournet, Verdure, Jules Vallès, J. B. Clément.
Subsistances : Varln, Parisel, Victor Clément, Arthur Arnould, Champy.
Justice : Cambon, Dereure, Clemence, Langevin, Durand.
Travail et échange: Theisz, Malon, Serailler, Ch. Longuet, Chalin.
Relations extérieures: Léo Meillet, Ch. Gérardin, Amouroux, Johannard, Vallès.
Services publics: Ostyn, Vesinier, Rastoul, Antoine, Arnaud, Pottier.

Délégations:

Guerre, Cluseret. Finances, Jourde. Subsistances, Viard. Relations extérieures, Paschal Grousset. Enseignement, Vaillant. Justice, Protot. Sûreté générale, Raoul Rigaud. Travail et échanges, Frankel. Services publics, Andrieu.

Quoi qu'il arrive, disaient les membres de la Commune et les gardes nationaux, notre sang marquera profondément l'étape.

Il la marqua en effet si profondément que la terre en fut saturée, il y creusa des abîmes qu'il serait difficile de franchir pour retourner en arrière ainsi que des rouges roses le sang en fleurit les pentes.

---

5 - PREMIERS JOURS DE LA COMMUNE - LES MESURES - LA VIE A PARIS:

Temps futurs, vision sublime.
Les peuples sont hors de l'abîme!
Le désert morne est traversé;
Après les sables la pelouse,
Et la terre est comme une épouse,
Et l'homme est comme un fiancé.
(Victor Hugo).

Paris respirait! Ceux qui pendant la marée montante regarderaient venir les flots qui couvriront leur asile, sont dans une semblable situation. - Lentement, sûrement Versailles venait.

Les premiers décrets de la Commune avaient été la suppression de la vente des objets du *Mont-de-Piété*,

abolition du budget des cultes et de la conscription; on s'imaginait alors, on s'imagine peut-être encore, que le mauvais ménage l'Église et l'État, qui derrière eux traînent tant de cadavres, pourraient jamais être séparés; c'est ensemble seulement, qu'ils doivent disparaitre.

La confiscation des biens de main-morte. Des pensions alimentaires pour les fédérés blessés en combattant réversibles à la femme, légitime ou non, à l'enfant reconnu ou non, de tout fédéré tué en combattant.

Versailles se chargea par la mort de ces pensions-là.

La femme, qui demandait contre son mari la séparation de corps, appuyée sur des preuves valables, avait droit à une pension alimentaire.

La procédure ordinaire était abolie et l'autorisation donnée aux parties de se défendre elles-mêmes.

Interdiction de perquisitionner sans mandat régulier.

Interdiction du cumul et le maximum des traitements fixé à 6.000 francs par an.

Les émoluments des membres de la Commune étaient de quinze francs par jour, ce qui était loin d'atteindre le maximum.

La Commune décida l'organisation d'une chambre du tribunal civil de Paris.

L'élection des magistrats, l'organisation du jury et le jugement par ses pairs..

On procéda immédiatement à la jouissance des ateliers abandonnés pour les sociétés de travail.

Le traitement des instituteurs fut fixé à deux mille francs.

Le renversement de la colonne Vendôme, symbole de force brutale, affirmation du despotisme impérial, fut décidé, ce monument étant attentatoire à la fraternité des peuples.

Plus tard, afin de mettre un terme aux exécutions de prisonniers faites par Versailles fut ajouté le décret sur les otages pris parmi les partisans de Versailles; ce fut en effet la seule mesure qui ralentit les tueries de prisonniers; elle eut lieu tardivement, lorsqu'il devint impossible sans trahir de laisser égorger les fédérés prisonniers. La Commune interdit les amendes dans les ateliers, abolit le serment politique et professionnel, elle fit appel aux savants, aux inventeurs, aux artistes. Le temps passait toujours, Versailles n'en était plus au moment où la cavalerie n'avait que des ombres de chevaux. M. Thiers choyait, flattait l'armée dont il avait besoin pour ses hautes et basses œuvres.

Les objets déposés au Mont-de-Piété pour moins de vingt-cinq francs furent rendus.

On voulait abolir comme trop pénible le travail de nuit dans les boulangeries, mais soit par longue habitude, soit qu'il fût réellement plus rude encore de jours, les boulangers préférèrent continuer comme autrefois.

Partout s'agitait une vie intense. Courbet dans un chaleureux appel disait: *«Chacun se livrant sans entraves à son génie, Paris doublera son importance. Et la ville internationale européenne pourra offrir aux arts, à l'industrie, au commerce, aux transactions de toutes sortes, aux visiteurs de tous pays un ordre impérissable, l'ordre par les citoyens qui ne pourra pas être interrompu par les prétextes de prétendants monstrueux»*.

Adieu le vieux monde et la diplomatie.

Paris en effet eut cette année-là une exposition, mais faite par le vieux monde et sa diplomatie, l'exposition des morts. Plutôt cent mille que trente-cinq mille cadavres furent étendus en une Morgue immense dans cadre de pierre des fortifications.

Mais l'art quand même fit ses semailles, la première épopée le dira.

La commission fédérale des artistes était ainsi composée:

Peintres: Bouvin, Corot, Courbet, Daumier, Arnaud, Dursée,Hyppolyte Dubois, Feyen, Perrin, Armand Gautier, Gluck, Jules Hereau, Lançon, Eugène Leroux, Édouard Manet, François Milet, Oulevay, Picchio.

Sculpteurs: Becquet, Agénor Chapuy, Dalou, Lagrange, Édouard Lichencher, Moreau, Vauthier, Hippolyte Moulin, Otlin, Poitevin, Deblezer.

Architectes: Boileau fils, Delbrouck, Nicolle, Achille Oudinot, Raulin.

Graveurs lithographes: Georges Bellanger, Bracquemont, Flameng, André Gill, Huot, Pothey.

Artistes industriels: Émile Aubin, Boudier, Chabert, Chesneau, Fuzier, Meyer, Ottin fils, Eugène Pottier, Ranber, Rester.

Cette commission fonctionnait depuis le milieu d'avril tandis que l'assemblée de Versailles propageait les soi-disant tendances de la Commune à détruire les arts, les sciences.

Les musées étaient ouverts au public comme le jardin des Tuileries et autres aux enfants.

A l'Académie des sciences les savants discutaient en paix, sans s'occuper de la Commune qui ne pesait pas sur eux.

Thénard, les Becquerel père et fils, Élie de Beaumont se réunissaient comme de coutume.

A la séance du 3 avril par exemple, M. Sédillot envoya une brochure sur le pansement des blessures sur le champ de bataille, le docteur Drouet sur les divers traitements du choléra, ce qui était tout à fait d'actualité, tandis que M. Simon Newcombe, un Américain, s'éloignait tout à fait du théâtre des événements et même de la terre en analysant au tableau le mouvement de la lune autour de la terre.

M. Delaunay, lui, rectifiait des erreurs d'observation météorologique sans se préoccuper d'autre chose.

Le docteur Ducaisne s'occupait de la nostalgie morale sur laquelle les remèdes moraux étaient plus puissants que les autres, il aurait pu y joindre les hantises de peur, la soif de sang, des pouvoirs qui s'écroulent.

Les savants s'occupèrent de tout dans une paix profonde, depuis la végétation anormale d'un ognon jacinthe jusqu'aux courants électriques. M. Bourbouze, chimiste, employé à la Sorbonne, avait fait un appareil électrique, par lequel il télégraphiait sans fils conducteurs à travers les courtes distances, l'Académie des sciences l'avait autorisé à faire des expériences entre les ponts sur la Seine, l'eau étant un meilleur conducteur pour l'électricité que la terre.

L'expérience réussit, l'appareil fut utilisé au viaduc d'Auteuil pour communiquer avec un point de Passy investi par les lignes allemandes.

Le rapport se terminait par le récit d'une seconde expérimentation faite dans un aérostat afin de recevoir les messages envoyés d'Auteuil, par M. Bourbouze, le ballon fut entraîné par le vent, un peu moins loin, il est vrai, que celui d'Andrée fut entraîné de nos jours.

M. Chevreul, d'une voix un peu cassée, déclarait que tout en n'étant pas partisan absolu de la classification radiaire, il reconnaissait l'importance des études embriologiques.

On parla de tant et tant de choses, par exemple de la matière noire des météorites, de la reproduction de différents types par le degré de chaleur, auquel est soumise la matière. M. Chevreul encore, s'occupa des mélanges de constitutions semblables, dont les effets sont différents, de la nécessité de ne pas se borner aux phénomènes extérieurs des corps, tandis que la chimie est indispensable: que le jour où Versailles, au nom de l'ordre, apporta la mort dans Paris, on était retourné dans les astres à propos de quelques nouveaux termes du coefficient de l'équateur titulaire de la lune, ce fut, je crois, la dernière séance.

Partout, des cours étaient ouverts, répondant à l'ardeur de la jeunesse.

On voulait tout à la fois, arts, sciences, littérature, découvertes, la vie flamboyait. On avait hâte de s'échappr du vieux monde.

6 - L'ATTAQUE DE VERSAILLES - RÉCIT INÉDIT DE LA MORT DE FLOÜRENS PAR HECTOR FRANCE ET CIPRIANI:

Ils conviaient le monde à l'auguste bataille,
A l'enivrement des hauts faits,
Et lui montraient passant à travers la mitraille,
Les grands arbres de la paix.
(Victor Hugo).

Comme on avait voulu légaliser, par le suffrage, la nomination des membres de la Commune, on voulut attendre l'attaque de Versailles, sous prétexte de ne pas provoquer à la guerre civile sous les yeux de l'ennemi, comme si le seul ennemi des peuples n'était pas leurs tyrans!

Quand les généraux, attentifs cette fois, jugèrent qu'il ne manquait ni un bouton de guêtre, ni l'affilement d'un sabre, Versailles attaqua.

Toutes les meutes d'esclaves hurlant leurs douleurs sous le fouet, en rendaient responsable la Commune se liguant avec leurs maîtres.

L'habitude d'attendre des ordres est telle encore chez le troupeau humain que ceux qui, dès le 19 mars criaient à Versailles, Montmartre, Belleville, toute une armée ardente n'eurent pas l'idée, armés comme ils l'auraient pu, de s'assembler et de partir. Qui sait si en pareille occasion on ne le ferait point encore?

Le 2 avril, vers six heures du matin, Paris fut éveillé par le canon.

On crut d'abord à quelque fête des Prussiens qui entouraient Paris, mais bientôt la vérité fut connue: Versailles attaquait.

Les premières victimes furent les élèves d'un pensionnat de Neuilly (sur la porte d'une église ou sans doute elles allaient prier pour M. Thiers et l'Assemblée nationale). Le canon frappait à la volée. Le Dieu des Massacreurs a la coutume de reconnaître les siens: surtout quand il n'est plus temps.

Deux armées en marche sur Paris, l'une par Montretout et Vaucresson, l'autre par Rueil et Nanterre, se réunirent au rond point des Bergers, surprirent et égorgèrent les fédérés à Courbevoie. Après avoir d'abord reculé, les fédérés, qui restaient vivants, soutenus par les francs-tireurs garibaldiens se replièrent. Le soir même, Courbevoie était repris. On y trouva rangés sur le quai les cadavres des prisonniers.

Cette fois la sortie fut immédiatement décidée.

Les armées de la Commune se mirent en marche le 3 avril à 4 heures du matin.

Bergeret, Flourens et Ranvier, commandant du côté du Mont-Valérien, que toujours on croyait neutre; Eudes et Duval du côté de Clamart et de Meudon, on allait à Versailles.

Cout à coup le fort s'enveloppe de fumée, la mitraille pleut sur les fédérés.

Nous avons raconté que le commandant du Mont-Valérien ayant promis à Lullier, envoyé par le comité central, la neutralité de ce fort, s'était empressé d'en prévenir M. Thiers qui, afin qu'un officier de l'armée française ne manquât pas à sa parole, l'avait tout simplement remplacé par un autre qui n'avait rien promis; c'était cet autre qui le matin avait commencé le feu.

La petite armée, sous la conduite de Flourens avec Cipriani comme chef d'état-major se sépara au pont de Neuilly. Flourens prit par le quai de Puteaux, vers Montretout, Bergeret par l'avenue de Saint-Germain vers Nanterre, ils devaient se réunir à Rueil, avec à peu près quinze mille hommes, et malgré la catastrophe du Mont-Valérien la plupart des fédérés poursuivent leur marche vers le point de jonction.

Quelques-uns, égarés dans les champs, autour du Mont-Valérien, rentrèrent à Paris seul à seul, les deux corps d'armée se rencontrèrent à Rueil, où ils soutinrent le feu du Mont-Valérien, qui tonnait toujours.

Seulement quand la terre fut couverte de morts, ceux qui restaient se débandèrent.

Les Versaillais établirent, au rond point de Courbevoie, une batterie qui mitraillait le pont de Neuilly.

Un grand nombre de fédérés avaient été faits prisonniers.

Gallifet, au moment même où Versailles ouvrait le feu, envoyait la circulaire suivante, ne laissant aucun doute sur ses intentions et celles du gouvernement.

«La guerre a été déclarée par les bandes de Paris. Hier et aujourd'hui, elles m'ont tué mes soldats. C'est une guerre sans trêve ni pitié que je déclare à ces assassins.

J'ai dû faire un exemple ce matin, qu'il soit salutaire! Je désire ne pas être réduit de nouveau à une pareille extrémité.

N'oubliez pas que le pays, que la loi, que le droit, par conséquent sont à Versailles et à l'Assemblée nationale, et non pas avec la grotesque assemblée qui s'intitule Commune.

Le général commandant la brigade,

Gallifet, 3 avril 1871».

C'est à la mairie de Rueil que Gallifet écrivit certe proclamation, sans même prendre le temps d'essuyer le sang dont il était couvert.

Le crieur qui la lisait, entre deux roulements de tambour dans les rues de Rueil et de Chatou, ajoutait par ordre supérieur: *«Le président de la commission municipale de Chatou prévient les habitants dans l'intérêt de leur sécurité, que ceux qui donneraient asile aux ennemis de l'Assemblée, se rendraient passibles des lois de la guerre».* Ce président se nommait Laubeuf.

Et les bonnes gens de Rueil, Chatou et autres lieux, tenant à deux mains leur tète pour s'assurer qu'elle tenait encore sur leurs épaules, regardaient s'il ne passait pas quelque fugitif de la bataille pour le livrer à Versailles.

Le corps d'armée de Duval combattait depuis le matin, contre des détachements de l'armée régulière, unis à des sergents de ville: ils ne battirent en retraite sur Châtillon qu'après un véritable massacre.

Duval, deux de ses officiers et un certain nombre de fédérés, faits prisonniers, furent presque tous fusillés le lendemain matin, avec des soldats passés à la Commune et à qui on arrachait leurs galons avant de les mettre à mort.

Le 4 avril au matin, la brigade Déroja et le général Pellé tenaient le plateau de Châtillon.

Sur la promesse du général, d'avoir la vie sauve, les fédérés enveloppés se rendent. Aussitôt les soldats connus sont fusillés, les autres envoyés à Versailles accablés d'outrages.

En chemin, Vinoy les rencontre, et n'osant tout fusiller après la promesse de Pellé, il demande s'il y a des chefs.

Duval sort des rangs. - *Moi,* dit-il. Son chef d'état-major et le commandant des volontaires de Montrouge, sortent également des rangs et vont se ranger près de lui.

- *Vous êtes d'affreuses canailles!* crie Vinoy. Il ordonne de les fusiller.

Ils s'adossent d'eux-mêmes contre un mur, se serrent la main et tombent en criant: *Vive la Commune!*

Un Versaillais vole les bottes de Duval et les promène: l'habitude de déchausser les morts de la Commune était générale dans l'armée de Versailles.

Vinoy disait le lendemain: Les fédérés se sont rendus à discrétion, leur chef, un nommé Duval, fut tué dans l'affaire; un autre ajoutait: *ces bandits meurent avec une sorte de jactance*.

Les créatures hideuses de férocité, vêtues avec luxe et venant on ne sait d'où, qui insultaient les prisonniers et du bout de leurs ombrelles fouillaient les yeux des morts, apparurent dés les premières rencontres à la suite de l'armée de Versailles.

Avides de sang comme des goules, elles étaient en proie à des rages de mort; il y en eut, disait-on, de tous les mondes, descendues par d'immondes appétits, perverties par les filières de la société, elles étaient monstrueuses et irresponsables comme des louves.

Parmi les assassins de Paris prisonniers, dont Versailles salua l'arrivée par des hurlements de mort, était le géographe Élisée Reclus. Lui et ses compagnons furent envoyés à Satory d'où on les expédia aux pontons dans des wagons à bestiaux.

Nuls n'étant autant trompés que les soldats, chair à mensonge autant que chair à canon, tous ceux qui avaient habité Versailles, avaient le cerveau imprégné de contes de banditisme et d'entente avec les prussiens, à l'aide desquels l'armée fut employée à des œuvres de sauvagerie incroyables.

Le récit des derniers instants et de la mort de Flourens me fut donné à Londres, l'an dernier par Hector France qui, le dernier de nos camarades, vit Flourens vivant et par Amilcare Cipriani, son compagnon d'armes et le seul témoin de sa mort pour être publié dans cette histoire.

«J'étais, dit Hector France, *avec Flourens depuis la veille, il m'avait pris pour aide de camp et je l'avais rejoint à la porte Maillot où les bataillons fédérés étaient rassemblés pour la sortie.*

Nous passâmes la nuit sans dormir, il y eut conseil auquel assistèrent tous les capitaines de compagnies; je revins avec Flourens tout au petit jour, les fédérés alignés le long du chemin et lui à cheval.

On se mit en marche. Arrivés au pont, les traverses étaient enlevées: les canons ni les omnibus ni aucun véhicule ne pouvaient passer. Flourens me dit: "Prenez les canons et les autres munitions et faites le tour par l'autre pont".

Il fallait passer sous le Mont-Valérien qui commençait à tirer sur le corps d'armée de Bergeret dont je rencontrai des bataillons qui se repliaient sur Paris.

Je continuais ma route criant: "A Versailles, à Versailles", mais ne sachant plus quel chemin prendre, je fus obligé de le demander à un employé du chemin de fer; il me répondit qu'il ne le savait pas, mais lui ayant mis mon revolver sur le front, il me l'indiqua. Je suivis au grand galop avec trois canons et des omnibus de munitions conduits par des fédérés. Les canons étaient menés par des artilleurs, et nous avions avec nous une demi-compagnie de gardes nationaux que Flourens avait chargés de les escorter; mais ne pouvant suivre au pas de course, ils restèrent en route.

Nous passâmes sous un fort qui ne cessait de tirer.

Je rejoignis Flourens sans accident à quelque distance de Chatou; il m'envoya aussitôt prévenir Bergeret de mon arrivée et lui demander de se concentrer avec lui.

C'est alors que les obus du Mont-Valérien commencent à pleuvoir sur Chatou.

Quand je revins rendre compte à Flourens de ma mission près de Bergeret, je le trouvai entouré de Cipriani et d'une foule d'officiers et de simples gardes les accablaient d'invectives, se croyant trahis. Les obus commençaient à tomber sur le village et c'est ce qui les exaspérait.

Flourens se voyant en butte à tant de reproches descendit de cheval et, sans mot dire, très pâle, se dirigea vers la campagne; je fis part de mes appréhensions à Cipriani en lui disant: - "Vous le connaissez mieux que moi, suivez-le et empêchez-le de faire un mauvais coup.

Cipriani mit pied à terre et suivit Flourens qui déjà était loin.

Je restais seul à cheval, lorsqu'après, un obus qui éclata tuant plusieurs fédérés, toute leur colère se tourna sur moi qui avais gardé mon uniforme d'officier de chasseurs à cheval, ils me traitèrent de traître, de Versaillais, disant qu'il fallait me faire mon affaire de suite. Heureusement, les artilleurs que j'avais emmenés et dont plusieurs avaient gardé comme moi leur pantalon de troupe prirent ma défense et calmèrent la colère des fédérés. Pendant ce temps, les obus ne cessèrent de pleuvoir. On me dit: - "Puisque vous êtes monté, allez voir où est Flourens".

Je partis au galop dans la direction qu'il avait suivie.

Après avoir traversé quelques champs, j'arrivai dans des ruelles désertes où je ne vis qu'une vieille dame assise à une fenêtre; je lui demandai si elle avait vu passer deux officiers supérieurs de la garde nationale, elle me répondit: - "C'est Flourens que vous cherchez?". Sur ma réponse affirmative, elle m'indiqua une maison complètement close, je frappai à la porte et aux portes voisines, mais je n'eus aucune réponse.

Je revins au galop vers les fédérés; on apercevait à quelque distance d'une part le corps d'armée de Bergeret, descendant la colline pour rentrer dans Paris, de l'autre beaucoup plus loin les avant-gardes de Versailles qui avançaient avec les plus grandes précautions.

Le premier cri des fédérés fut: - "Où est Flourens? Qu'est-ce que nous allons faire? D'un geste je leur montrai le corps d'armée de Bergeret et je dis: - "Suivons-les, replions-nous". Ils firent ainsi. Je restais le dernier à plus de deux cents mètres, regardant toujours si Flourens revenait.

Bientôt dans les champs, de tous cotés, dans les buissons, dans les haies partirent des coups de fusil sur

nous. La bataille était perdue ; un grand nombre de fédéres tués ou emmenés par l'ennemi pour être fusillés et Flourens aussi était perdu.

Hector France».

Les suprêmes détails donnés par Cipriani sur les derniers instants de la vie de Flourens composent la seconde partie de la lugubre odyssée.

«Ce n'est pas, dit Cipriani, *de la vie de Flourens que j'ai à m'occuper; mais de sa mort tragique, véritable assassinat froidement commis par le capitaine de gendarmerie Desmarets.*

C'était le 3 avril 1871. La Commune de Paris, ayant décidé une sortie en masse contre les soldats de réaction qui ne cessaient de fusiller sommairement les fédérés pris hors de Paris, Flourens avait reçu l'ordre de se rendre à Chatou et d'y attendre Duval et Bergeret, qui devaient attaquer les Versaillais à Châtillon et faire la jonction pour marcher sur Versailles en déloger les traîtres.

Flourens arriva à Chatou vers trois heures de l'après-midi; là, il apprit la défaite de Duval et de Bergeret à Châtillon et au pont de Neuilly.

Duval avait été pris et fusillé: cet échec des fédérés rendait la position de Flourens non seulement difficile, mais intenable.

Sur sa gauche, les fédérés en fuite et poursuivis par l'armée de Versailles qui, par un mouvement tournant, cherchait à nous cerner.

Derrière nous le fort du Mont-Valérien qui, par crédulité de Lullier, était tombé entre les mains nos ennemis et nous faisait beaucoup de mal.

Il était urgent de sortir de Chatou et de se replier sur Nanterre; si nous ne voulions pas être coupés et pris comme dans une souricière, il fallait former une seconde ligne de bataille qui nous dégageât de toute surprise.

Les fédérés ayant marché toute la journée étaient harassés et affamés; ce n'était donc pas dans un pareil état que l'on pouvait, à trois heures de l'après-midi, engager un combat contre un ennemi rendu hardi par le succès de Châtillon.

Tout, donc, exigeait de se replier sur Nanterre afin de pouvoir le lendemain matin, avec des troupes fraîches arrivées de Paris, s'emparer des hauteurs de Buzenval et de Montretout et marcher sur Versailles.

Moi, en ma qualité d'ami de Flourens et comme chef d'état-major de la colonne, je soumis ce plan à Flourens et à Bergeret qui était venu nous rejoindre; celui-ci l'approuva; Flourens me répondit: - "Moi, je ne bats pas en retraite". - " Mon ami, lui dis-je, ce n'est pas une retraite et encore moins une fuite; c'est une mesure de prudence, si vous aimez mieux, qui nous est imposée, par tout ce que je vous ai déjà exposé.

Il me répondit par un signe affirmatif de la tête.

Je priai Bergeret de prendre la tête de la colonne, Flourens, le centre, et moi, je restais le dernier pour faire évacuer complètement Chatou.

Tout le monde était en marche, je revins sous l'arcade du chemin de fer, où je m'étais entretenu avec Bergeret et Flourens, j'y trouvai celui-ci toujours à cheval, à la même place, pâle, morne, silencieux.

A ma demande de nous mettre en route il refusa et, descendant de cheval, il confia sa monture à des gardes nationaux qui se trouvaient là, et il se mit à marcher sur le bord de la rivière.

Je lui fis observer qu'en ma double qualité d'ami intime et de chef d'état-major de la colonne, je ne pouvais ni ne devais l'abandonner dans un endroit qui allait être envahi par l'armée de Versailles, que j'étais bien décidé à ne pas le quitter et que je resterais ou partirais avec lui.

Fatigué, il s'étendit sur l'herbe et s'endormit profondément.

Assis à côté de lui, je voyais au loin les cavaliers de Versailles caracolant dans la plaine et s'avançant vers Chatou.

Il était de mon devoir de tout tenter pour sauver l'ami et le chef aimé de la foule.

Je l'éveillai et le priai de ne pas rester là où il serait fait prisonnier comme un enfant: - "Votre place n'est pas ici, lui dis-je, c'est à la tête de votre colonne: si vous êtes fatigué de la vie, faites-vous tuer demain matin dans la bataille que nos engagerons à la tête des hommes qui vous ont suivi jusqu'ici par sympathie, par amour. Vous ne voulez pas vous retirer, dites-vous, la décision est pire qu'une simple retraite; en rentrant ici vous désertez, vous faites pire! Vous trahissez la Révolution qui attend tout de vous».

Il se leva, me donna le bras: "Allons, dit-il". S'en aller, c'était facile à dire, presque impossible à faire sans être vus et guettés par l'armée de Versailles qui cernait presque le village où nous étions.

Il était indispensable de nous cacher et d'attendre la tombée de la nuit pour rejoindre nos troupes à Nanterre.

En arrivant sur le quai de Chatou, nous entrâmes dans une petite maisonnette, une sorte de cabaret bordé par un terrain vague, qui portait le n°21. Nous demandâmes à la maîtresse du logis si elle avait une chambre à nous donner; elle nous conduisit au premier étage.

L'ameublement de cette chambre se composait d'un lit, à droite en entrant, une commode, à gauche, au milieu, une petite table.

Flourens, sitôt entré, déposa sur la commode son sabre, son revolver et son képi et se jeta sur le lit et il s'endormit.

Je me mis à la fenêtre, la persienne fermée, pour guetter.

Quelques instants après, j'éveillai encore Flourens pour lui demander s'il consentait à ce que j'envoie quelqu'un en exploration pour savoir si la route Nanterre était libre.

Il y consentit, je fis monter la maîtresse de maison à qui je demandai si elle avait quelqu'un pour faire une course. - "J'ai mon mari", dit-elle. - "Faites-le monter", lui dis-je.

C'était je crois, un paysan; je le priai de s'assurer si la route de Nanterre était libre et de revenir de suite nous rendre la réponse, en lui promettant vingt franc pour son dérangement. Cet homme s'appelait Lecoq.

Il partit, j'allumai un cigare et je repris ma place derrière la persienne.

Cinq minutes après, je vis débusquer sur la droite d'une petite rue qui donnait sur la rue de Nanterre un-sous-lieutenant d'état-major à cheval qui regardait attentivement du côté où nous étions.

Je communiquai le fait à Flourens et je repris encore mon poste d'observation à la fenêtre.

L'officier avait disparu. Quelques minutes après du même côté, je vis arriver un gendarme.

Puis, venant vers notre demeure et comme homme sûr de son fait, il se pencha un instant dans le terrain vague qui se trouvait devant la maison pour voir dans la même rue une quarantaine de gendarmes qui le suivaient. J'allai vers Flourens et lui dis: - "Les gendarmes sont devant la maison". - "Que faire?" dit-il, ne pas nous rendre, mille dieux!".

- "Ma foi, dis-je, pas grand'chose. Occupez-vous de la fenêtre, je me charge de la porte", et je pris la manille de la main gauche, mon revolver de la droite.

Au même moment quelqu'un du dehors cherchait à entrer.

J'ouvris et me trouvai face à face avec un gendarme, le revolver braqué sur moi.

Sans lui laisser le temps de tirer, je lui déchargeai le mien en pleine poitrine. Le gendarme blessé se précipita dans l'escalier en appelant aux armes.

Je le poursuivis et dans la salle d'en bas je tombai au milieu des autres gendarmes qui montaient.

Je fus terrassé à coups de baïonnette et de crosse de fusil.

J'avais la tête fracassée en deux endroits, la jambe droite percée de coups de baïonnette, les bras presque rompus, une côte enfoncée, la poitrine abîmée de coups, je perdais le sang par la bouche, les oreilles, le nez, j'étais à moitié mort.

Tandis que l'on m'arrangeait de la sorte, des gendarmes étaient montés dans la chambre et avaient arrêté Flourens.

On ne l'avait pas reconnu. En passant devant moi, il me vit à terre couvert de sang et s'écria: - "O mon pauvre Cipriani!".

On me fit lever et je suivis mon ami.

On le fit arrêter à la sortie de la maison et je restai en compagnie des gendarmes à l'entrée du terrain vague.

Flourens ayant été fouillé, on trouva dans sa poche une lettre ou dépêche adressée au général Flourens.

Jusque-là il avait été traité avec certains égards, mais alors la scène changea. .

Tous se mirent à l'insulter en criant: - "C'est Flourens, nous le tenons, cette fois il ne nous échappera pas!".

Au même instant arrivait un capitaine de gendarmerie à cheval. Ayant demandé quel était cet homme, on lui répondit en poussant des cris sauvages: - "C'est Flourens!".

Celui-ci se tenait debout, fier, sa belle tête découverte, les bras croisés sur la poitrine.

Le capitaine de gendarmerie avait Flourens à sa droite, il le dominait de toute sa hauteur et lui adressant la parole d'un ton brusque et arrogant il demanda: - "C'est vous Flourens?". - "Oui!, dit-il". - "C'est vous qui avez blessé mes gendarmes?". - "Non!, répondit encore Flourens. - "Menteur!, vociféra ce gredin, et d'un coup de sabre appliqué avec l'habileté d'un bourreau il lui fendit la tête en deux, puis partit au grand galop.

L'assassin de Flourens se nommait le capitaine Desmarets.

Flourens se débattait à terre affreusement, un gendarme en ricanant dit: - "C'est moi qui vais faire sauter la cervelle!", lui ayant appliqué le canon de son fusil dans l'oreille, Flourens resta immobile, ilétait mort.

Ici. je devrais m'arrêter, mais bien d'autres outrages attendaient à Versailles le cadavre de ce grand penseur révolutionnaire, si je ne les avais vus de me propres yeux, je n'y croirais pas.

Il est donc indispensable que je conduise le lecteur à Versailles, la ville infâme et maudite, pour raconter les faits jusqu'au moment où on me sépara du cadavre de Flourens.

Mon ami avait cessé de souffrir, ma grande souffrance commençait en ce moment.

Le meurtrier de Flourens parti, je restai à la merci des gendarmes qui hurlaient comme des hyènes autour de moi.

On me fit lever et on me plaça debout à côté du cadavre de Flourens pour être fusillé.

Un des gendarmes eut l'idée de m'adresser la parole, lui ayant répondu avec horreur et dégoût, il fit pleuvoir sur moi nous une avalanche de coups et d'insultes.

Ce contre-temps me sauva la vie; un sous-lieutenant de gendarmerie passant par là demanda qui j'étais.

- "C'est l'aide-de-camp de Flourens!", répondirent les gendarmes, c'est pour cela que je suis connu avec ce

titre. - "C'est malheureux!, dit le sous-lieutenant, ce n'était pas ici qu'il fallait le tuer, mais le fusiller à Versailles".

En parlant de moi il dit: - "Garrottez ce coquin comme il faut, on le fusillera demain à Versailles avec d'autres canailles que nous avons faits prisonniers".

Je fus solidement garrotté comme il l'avait ordonné; on me fit venir un tombereau avec du fumier, on me jeta sur les jambes le cadavre de mon pauvre ami.

Nous nous mîmes en route pour Versailles au milieu d'un escadron de gendarmes à cheval.

La nouvelle de l'arrivée de Flourens nous avait précédée.

A la porte était un régiment de soldats qui ignorant sa mort tiraient les baguettes de leurs fusils pour frapper.

Nous arrivâmes au milieu d'une population ivre et féroce qui hurlait: "A mort, à mort!".

A la préfecture de police je fus mis dans une chambre avec le cadavre de Flourens à mes pieds.

Des créatures élégamment vêtues, la plus grande partie en compagnie d'officiers de l'armée, venaient toutes souriantes voir le cadavre de Flourens, il ne leur faisait plus peur; d'une façon infâme et lâche, elles fouillaient du bout de leurs ombrelles la cervelle de ce mort.

Dans la nuit je fus séparé à jamais des restes sanglants de ce pauvre et cher ami et renfermé dans les caves.

Ainsi fut assassiné et outragé après sa mort Gustave Flourens par les bandits de Versailles.

Amilcare Cipriani».

Flourens eut-il la vision de l'hécatombe d'après le premières horreurs commises par l'armée de Versailles? jugea-t-il, combien les hommes de la Commune, ainsi que lui confiants, généreux, épris des luttes héroïques, étaient vaincus d'avance, par les trahisons, l'infâme politique de mensonge suivie par le gouvernement?

Je faisais partie à celte sortie du 61ème bataillon de marche de Montmartre, corps d'armée d'Eudes, et j'aurais pu vérifier si je n'en eusse été sûre déjà, que la crainte de mourir, ni celle de donner la mort, mais l'appel de l'idée à travers la mise en scène grandiose d'une lutte armée restent dans la pensée.

Après avoir pris les Moulineaux, on entra au fort d'Issy, où l'un de nous eut la tête emportée d'un obus.

Eudes et son état-major s'établirent au couvent de jésuites à Issy.

Deux ou trois jours après, drapeau rouge déployé, venaient nous retrouver une vingtaine de femmes parmi lesquelles Béatrix Excoffons, Malvina Poulain, Mariani Fernandez, mesdames Goullé, Danguet, Quartier.

Les voyant arriver ainsi, les fédérés réunis au fort saluèrent.

Suivant l'appel que nous avions publié dans les journaux, elles pansaient les blessés sur le champ de bataille et souvent ramassèrent le fusil d'un mort.

Il en fut ainsi de plusieurs cantinières: Marie Schmid, madame Lachaise, madame Victorine Rouchy, des turcos de la Commune, déjà citées.

Mises à l'ordre du jour de leurs bataillons, une cantinière des enfants perdus tuée comme un soldat, et tant d'autres que, si on les nommait toutes, le volume serait plus que rempli.

J'étais souvent avec les ambulancières venues nous retrouver au fort d'Issy, mais plus souvent encore avec mes camarades des compagnies de marche; ayant commencé avec eux, j'y restais et je crois que je n'étais pas un mauvais soldat. La note du journal officiel de la Commune à propos des Moulineaux au 3 avril - numéro du 10 avril 71 était exacte. - ''Dans les rangs du 61ème bataillon combattait une femme énergique, elle a tué plusieurs gendarmes et gardiens de la paix''.

Lorsque le 61ème rentrait pour quelques jours, j'allais avec d'autres, je n'aurais voulu pour rien au monde quitter les compagnies de marche et depuis le 3 avril jusqu'à la semaine de mai je ne passai à Paris que deux fois une demi journée. Ainsi j'eus pour compagnons d'armes les enfants perdus dans les hautes bruyères, les artilleurs à Issy et à Neuilly, les éclaireurs de Montmartre, ainsi je vis combien furent braves les armées de la Commune, combien mes amis Eudes, Janvier, La Cecillia, Dombwroski, comptèrent leur vie pour peu.

---

7 - SOUVENIRS:

Une fanfare sonne au fond du noir mystère
Et bien d'autres y vont que je retrouverai.
Écoutez, on entend des pas lourds sur la terre
C'est une étape humaine, avec ceux-là j'irai.
(Louise MICHEL - Le Voyage).

J'avais écrit d'abord ce volume sans rien raconter de moi; sur l'observation de mes amis, j'ai ajouté quelques épisodes personnels aux premiers chapitres malgré l'ennui que j'en éprouvais; puis il s'est produit un effet tout opposé: en avançant dans le récit, j'ai aimé à revivre ce temps de la lutte pour la liberté, qui fut ma véritable existence, et j'aime aujourd'hui à l'y laisser mêlée.

C est pourquoi je regarde au fond de ma pensée comme en une suite de tableaux où passent ensemble des milliers d'existences humaines disparues à jamais.

Nous voici au Champ-de-Mars, les armes en faisceaux, la nuit est belle. Vers trois heures du matin, on part, croyant aller jusqu'à Versailles. Je parle avec le vieux Louis Moreau qui, lui aussi, est heureux de partir; il m'a donné en place de mon vieux fusil une petite carabine Remington; pour la première fois j'ai une bonne arme quoiqu'on la dise peu sûre, ce qui n'est pas vrai. Je raconte les mensonges que j'ai dits à ma mère pour qu'elle ne soit pas inquiète, toutes mes précautions sont prises, j'ai dans ma poche des lettres toutes prêtes pour lui donner des nouvelles rassurantes, ce sera daté de plus tard; je lui dis qu'on a eu besoin de moi dans une ambulance, que j'irai à Montmartre à la première occasion.

Pauvre femme, combien je l'aimais! Combien je lui étais reconnaissante de la complète liberté qu'elle me laissait d'agir en conscience, et comme j'aurais voulu lui épargner les mauvais jours qu'elle eut si souvent!

Les camarades de Montmartre sont là, on est sûr les uns des autres, sûr aussi de ceux qui commandent.

Maintenant on se tait, c'est la lutte; il y a une montée où je cours en avant, criant: *A Versailles! Versailles!* Razoua me jette son sabre pour rallier. Nous nous serrons la main en haut sous une pluie de projectiles, le ciel est en feu, personne n'est blessé.

On se déploie en tirailleurs dans des champs pleins de petites souches, mais on dirait que nous avons déjà fait ce métier-là.

Voici les Moulineaux, les gendarmes ne tiennent pas comme on pensait; on croit aller plus loin, mais non, on va passer la nuit les uns au fort, les autres au couvent des jésuites. Nous qui croyions aller plus loin, ceux de Montmartre et moi, nous pleurons de rage; pourtant on a confiance. Eudes, ni Ranvier, ni les autres, ne s'attarderaient pas à rester sans une raison majeure. On nous en dit des raisons, mais nous n'écoutons pas. Enfin on reprend espérance; il y a maintenant des canons au fort d'Issy, ce sera bonne besogne de s'y maintenir. On était parti avec d'étranges munitions (restes du siège), des pièces de douze pour des boulets de vingt-quatre.

Maintenant passent comme des ombres ceux qui étaient là dans la grande salle du bas au couvent: Eudes, les frères May, les frères Caria, trois vieux, braves comme des héros, le père Moreau, le père Chevalet, le père Caria, Razoua, des fédérés de .Montmartre; un nègre d'un noir de jais, avec des dents blanches pointues comme celles des fauves; il est très bon, très intelligent et très brave; un ancien zouave pontifical converti à la Commune.

Les jésuites sont partis, à part un vieux qui n'a pas peur, dit-il, de la Commune et qui reste tranquillement dans sa chambre, et le cuisinier qui, je ne sais pourquoi, me fait penser à frère Jean des Eutomures. Les tableaux qui ornent les murs ne valent pas deux sous, à part un portrait qui donne bien l'idée d'un caractère, il ressemble à Méphistophélès, ce doit être quelque directeur des jésuites; il y a aussi une adoration des Mages dont l'un ressemble, en laid, à notre fédéré noir, des tableaux de chronologie sainte et autres bêtises.

Le fort est magnifique, une forteresse spectrale, mordue en haut par les Prussiens et à qui cette brèche va bien. J'y passe une bonne partie du temps avec les artilleurs, nous y recevons la visite de Victorine Eudes, l'une de mes amies de longtemps quoiqu'elle soit bien jeune; elle aussi ne tire pas mal.

Voici les femmes avec leur drapeau rouge percé de balles que saluent les fédérés; elles établissent une ambulance au fort, d'où les blessés sont dirigés sur celles de Paris, mieux agencées. Nous nous disséminons,

afin d'être plus utiles; moi je m'en vais à la gare de Clamart, battue en brèche toutes les nuits par l'artillerie versaillaise. On va au fort d'Issy par une petite montée entre des haies, le chemin est tout fleuri de violettes qu'écrasent les obus.

Tout proche est le moulin de pierre, souvent nous ne sommes pas assez de monde dans les tranchées de Clamart. Si le canon du fort ne nous soutenait pas, une surprise serait possible; les Versaillais ont toujours ignoré combien on était peu.

Une nuit même, je ne sais plus comment, il arriva que nous étions deux seulement dans la tranchée devant la gare; l'ancien zouave pontifical et moi avec deux fusils chargés, c'était toujours de quoi prévenir. Nous eûmes la chance incroyable que la gare ne fut pas attaquée cette nuit-là. Comme nous allions et venions dans la tranchée, il me dit en me rencontrant:

- Quel effet vous fait la vie que nous menons?

- Mais, dis-je, l'effet de voir devant nous une rive à laquelle il faut atteindre.

- Moi, reprit-il, ça me fait l'effet de lire un livre avec des images.

Nous continuâmes à parcourir la tranchée dans le silence des Versaillais sur Clamart.

Quand Lisbonne vint le matin amenant du monde, il fut à la fois content et furieux, secouant ses cheveux sous les balles qui recommençaient à siffler ainsi qu'il eut chassé des mouches importunes.

Il y eut à Clamart une escarmouche de nuit dans le cimetière, à travers les tombes éclairées tout à coup d'une lueur, puis retombant sous la seule clarté de la lune qui faisait voir, tout blancs, pareils à des fantômes, les monuments derrière lesquels partait le rapide éclair des fusils.

Une expédition, de nuit aussi, avec Berceau, de ce même côté; ceux qui nous avaient quittés d'abord, revenant nous joindre sous le feu de Versailles, avec mille fois plus de danger.

Je revois tout cela comme en un songe dans le pays du rêve, du rêve de la liberté.

Un étudiant, nullement de nos idées, mais bien moins encore du côté de Versailles, était venu à Clamart faire le coup de feu, surtout pour vérifier ses calculs sur les probabilités.

Il avait apporté un volume de Baudelaire dont nous lisions quelques pages quand on avait le temps.

Un jour que plusieurs fédérés, de suite, avaient été frappés d'un obus à la même place, une petite plate-forme au milieu d'une tranchée, il voulut vérifier doublement ses calculs, et m'invita à prendre avec lui une tasse de café.

Nous nous établissons commodément et tout en lisant dans le volume de Baudelaire la pièce intitulée *La charogne*, le café était presque achevé, quand les gardes nationaux se jettent sur nous, nous ôtent violemment en criant: - *Sacré nom de Dieu! en voilà assez.*

Au même moment l'obus tomba brisant les tasses restées sur la plate-forme, réduisant le livre en impalpables miettes.

- *Cela donne pleine raison à mes calculs,* dit l'étudiant en secouant la terre dont il était couvert.

Il resta encore quelques jours, je ne l'ai jamais revu.

Les seuls que j'aie vus sans courage pendant la Commune sont un gros bonhomme venu pour inquiéter la jeune femme qu'il venait d'épouser, et qui fut tout heureux d'emporter à Eudes un mot de moi le priant, de le renvoyer à Paris. J'avais abusé de sa confiance en mettant à peu près ceci:

«Mon cher Eudes, Pouvez-vous renvoyer à Paris cet imbécile, qui y serait bon à jeter ici des paniques s'il y avait des gens capables d'en avoir. Je lui fais prendre les coups de canon du fort pour ceux de Versailles, afin qu'il se sauve plus vite; seriez-vous assez bon pour le renvoyer».

Nous ne l'avons jamais plus revu tant il avait eu peur.

Si, à l'entrée de l'armée de Versailles il avait conservé son uniforme de fédéré, il aura été fusillé sur le tas avec les défenseurs de la Commune, il y en eut bien d'autres.

L'autre du même genre, était un jeune homme. Une nuit que nous étions une poignée à la gare de Clamart, et que justement l'artillerie de Versailles faisait rage, l'idée de se rendre le prit comme une obsession, il n'y avait pas de raisonnement à avoir avec l'impression qui le tenait. - *Faites le si vous voulez, lui dis-je, moi je reste là, et je fais sauter la gare si vous la rendez.* Je m'assis avec une bougie, sur le seuil d'une petite chambre, et ma bougie allumé, j'y passai la nuit. Quelqu'un était venu me serrer la main et je vis qu'il veillai aussi: c'était le nègre. - La gare tint comme à l'ordinaire. Le jeune homme partit le lendemain et ne revint plus.

Clamart, de ce coté encore, il arriva à Fernandez et moi une assez étrange aventure.

Nous étions allées avec quelques fédérés vers la maison du garde champêtre où on appelait des hommes de bonne volonté.

Tant de balles sifflaient autour de nous, que Fernandez me dit: - Si je suis tuée, vous aurez soin de mes petites sœurs. Nous nous embrassons et poursuivons notre chemin. Des blessés, au nombre de trois ou quatre, étaient dans la maison du garde couchés à terre sur des matelas, lui était absent, la femme seule, avait l'air affolé.

Comme nous voulions enlever les blessés, elle se mit à nous supplier de partir, Fernandez et moi, en laissant les blessés qui, disait-elle, n'étaient pas transportables, sous la garde des deux ou trois fédérés qui nous accompagnaient.

Sans pouvoir comprendre quel motif avait cette femme d'agir ainsi, nous n'aurions voulu pour rien au monde, quitter les autres en cet endroit suspect.

Avec beaucoup de peine nous enlevâmes nos blessés, les civières d'ambulance qu'on avait apportées, tandis que la femme se traînait à genoux, nous suppliant de partir toutes les deux seulement.

Voyant quelle n'obtenait rien, elle se tut, et sortit sur le devant de sa porte pour nous regarder nous éloigner, emportant nos malades sur lesquels pleuvait la mitraille, Versailles ayant coutume de tirer sur les ambulances.

On a su depuis que des soldats de l'armée régulière se cachaient dans les caves du garde champêtre. Cette femme craignait-elle de voir égorger d'autres femmes, ou était-elle simplement en délire?

Nous avions emporté avec nos blessés un petit soldat de Versailles à moitié mort, qui fut conduit comme les autres à une ambulance de Paris où il commençait à se rétablir. Au moment de l'invasion de Paris par l'armée, il aura été égorgé par les vainqueurs comme les autres blessés.

Quand Eudes alla à la Légion d'honneur, j'allai à Montrouge avec La Cecillia, ensuite à Neuilly avec Dombrowski. - Ces deux hommes qui physiquement n'avaient aucune ressemblance faisaient la même impression pendant une action, le même coup d'œil rapide, la même décision, la même impassibilité.

C'est dans les tranchées des Hautes Bruyères que j'ai connu Paintendre, le commandant des *enfants perdus*. Si jamais ce nom d'*enfants perdus* a été justifié, c'est par lui, par eux tous; leur audace était si grande quil ne semblait plus qu'ils pouvaient être tués, Paintendre le fut pourtant et bien d'autres d'entre eux.

En général, on peut voir aussi braves que les fédérés, plus, jamais; - c'est cet élan qui eût pu vaincre dans la rapidité d'un mouvement révolutionnaire.

Les calomnies sur l'armée de la Commune couraient la province; des bandits et repris de justice de la pire espèce la composaient, disait Foutriquet.

Cependant Paule Mink, Amouroux, et d'autres vaillants révolutionnaires, avaient ému les grandes villes ou se déclaraient des Communes envoyant leur adhésion à Paris; le reste de la province, les campagnes en étaient aux rapports militaires de Versailles. Celui par exemple sur l'assassinat de Duval épouvantait les villages.

«Nos troupes, disait ce rapport, *firent plus de mille cinq cents prisonniers et l'on put voir de près la figure des misérables qui, pour assouvir leurs passions de bêtes fauves, mettaient de gaîté de cœur le pays à deux doigts de sa perte. Jamais la basse démagogie n'avait offert aux regards attristés des honnêtes gens, visages plus ignobles; la plupart étaient âgés de quarante à cinquante ans, mais il y avait des vieillards, des enfants, dans ces longues files de hideux personnages. On y voyait aussi quelques femmes. Le peloton de cavalerie qui les escortait avait grand'peine à les soustraire aux mains d'une foule exaspérée. On parvint cependant à les conduire sains et saufs aux grandes écuries.*

Quant au nommé Duval, cet autre général de rencontre, il avait été dès le malin fusillé au Petit Bicètre avec deux officiers d'état-major de la Commune.

Tous trois ont subi en fanfarons le sort que la loi réserve à tout chef d'insurgés pris les armes à la main».

(La guerre des Communeux de Paris, par un officier supérieur de l'armée de Versailles).

Nous savions nous, à quoi nous en tenir sur les généraux de l'empire passés au service de la République à Versailles, sans qu'eux ni l'assemblée changeassent autre chose que le titre.

Une des vengeances futures de l'égorgement de Paris sera de découvrir les infâmes trahisons coutumières de la réaction militaire.

---

8 - LE FLOT MONTE:

Il est temps qu'en fin le flot monte. (Victor HUGO).

II montait de partout, le flot populaire, il battait en rase marée tous les rivages du vieux monde, il grondait tout proche et aussi on l'entendait au loin.

Cuba, comme aujourd'hui, voulant la liberté, il y avait eu un grand combat près de Mayan entre Maximo Gomez, avec cinq cents insurgés, contre les détachements espagnols qui avaient dû se retirer.

Quatre cents autres insurgés avec Bembetta et José Mendoga l'africain, avaient battu en brèche une tour fortifiée.

Les républicains espagnols ne trempaient pas alors dans les crimes de la royauté, Castelar et Orense d'Albaïda, réclamaient à Picard du gouvernement de Versailles, la mise en liberté de ce José Guisalola, qui, condamné à mort dans son pays, avait été, en traversant la France arrêté à Touillac, par le maire, sur l'ordre du préfet Backauseut, d'après les instructions de son gouvernement.

Une dizaine d'années auparavant, l'Europe entière avait frissonné d'horreur quand Van Benert avait livré le hongrois Tebeki, à l'Autriche, qui pourtant avait refusé de le mettre à mort; les pouvoirs en allant vers leur décrépitude progressant dans cette voie, ils réunissaient de plus en plus leurs forces contre tout peuple voulant être libre.

Quelques Français, soupçonnés d'appartenir à l'Internationale ayant dû quitter Barcelone où ils étaient établis, les républicains interpellèrent le gouvernement .

C'est à cette occasion que M. Castelar prononça les paroles suivantes:

«Quand la patrie est la nation espagnole, cette nation fière de son indépendance et de sa liberté, cette nation qui a vu avec horreur le nom de Sagonte remplacé par un nom étranger, cette nation qui vainquit Charlemagne le plus grand guerrier du moyen-âge à Ronceveaux, qui vainquit François-1er le grand capitaine de la Renaissance à Pavie, qui vainquit Napoléon le plus grand général des temps modernes à Bailen et à Talavera, cette nation dont la gloire ne peut tenir dans les espaces, dont le génie a une force créatrice capable de lancer un nouveau monde dans les solitudes océaniques, cette nation qui quand elle marchait sur son char de guerre, voyait les rois de France, les empereurs d'Allemagne et les ducs de Milan humiliés suivre ses étendards, cette nation qui eut pour hallebardiers, pour mercenaires, les pauvres, les obscurs, les petits ducs de Savoie fondateurs de la dynastie actuelle... [Interruption]... *Vous me rappellerez à l'ordre si vous le voulez, Monsieur le président, mais je ne suis pas ici pour défendre ma faible personnalité, à cette heure je défends mon inviolabilité*

et la liberté de celte tribune... [Nouvelle interruption]... *Je m'en rapporte à l'histoire qui, par la plume des Tacite et des Suétone a, libre et inattaquée, frappé les tyrans en bravant les Néron et les Caligula, j'ai dit, c'est de l'histoire, que Filberlo de Savoie, que Carlos Manuel de Savoie, que tous les ducs de Savoie ont suivi pauvres et mendiants le char triomphal de nos aïeux... ... Quelle parole n'est pas offensante si je n'ai pas le droit de parler des aïeux des rois, si leur personne est sacrée! pourquoi quand madame Isabelle de Bourbon rentrait par cette porte, pourquoi voyait-elle devant ses yeux les noms de Mariano, de Pineda, de Riego de Lacy et de l'Empecinado, victimes de son père, et je le répète les ducs de Savoie suivaient pauvres et mendiants le char de Charles-Quint, de Philippe-2 et de Philippe-5».*

Combien est loin de nous cet orgueil de la vieille Espagne de la séance du 20 avril 71, cet orgueil tragique qui, involontairement, faisait penser au Cid, si bien qu'on croyait, en écoutant, voir passer des spectres dans des gloires. Voilà qu'après vingt-six années, en place de ces fantômes montrant du doigt leurs ancêtres, on tombe à la forteresse horrible de Montjuich avec ses bourreaux tortureurs et sur les assassins de Maceo.

La proclamation de la République en France avait enthousiasmé la jeunesse russe; la santé de la République et celle de Gambetta avaient été portées à Saint-Pétersbourg et à Moscou: de loin, elle était si belle!

Le tzar, épouvanté, se concerta avec la police : il y eut des arrestations dans toute la Russie et, pour rassurer son maître, le chef de la police prétendit tenir entre ses mains les fils d'un grand complot; mais il ne tenait que les clefs des cachots et les instruments de torture.

La légion fédérale belge, les sections de l'Internationale en Catalogne et dans l'Andalousie envoyaient à la Commune le salut des fils de Van Artevelde et celui des artistes peintres, écrivains, savants, héritiers des Rubens, des Grétry, des Vesale et des véritables fils de l'Espagne fière et libre. L'horizon était enfin pour la délivrance de l'humanité tandis que, donnant de la voix dans la chasse abominable contre Paris, les journaux de l'ordre, à Versailles, inséraient de lâches appels à l'égorgement:

«Moins d'érudition et de philanthropie, messieurs, mais plus d'expérience et d'énergie; si cette expérience n'a pu monter jusqu'à vous, empruntez celle des "Victimes"!

Nous jouons la France, en ce moment: le temps est-il aux morceaux de littérature? Non, mille fois non; nous savons le prix de ces morceaux-là!

Faites un peu ce que les grands peuples énergiques feraient en pareil cas: "Pas de prisonniers"!

Si, dans le tas, il se trouve un honnête homme réellement entraîné de force, vous le verrez bien; dans ce monde-là, un honnête homme se désigne par son auréole.

Accordez aux braves soldats liberté de venger leurs camarades en faisant, sur le théâtre et dans la rage de l'action, ce que de sang-froid ils ne voudraient plus faire le lendemain».

(Journal de Versailles, 3ème semaine d'avril 1871).

A cette besogne, qui devait être faite seulement dans la rage du combat, on employa l'armée, ivre de mensonges, de sang et de vin; l'assemblée et les officiers supérieurs sonnant l'hallali. Paris fut servi au couteau.

---

9 - LES COMMUNES DE PROVINCE:

«Il entre dans les vues du sanglant Tom Pouce qui tient entre ses mains les forces organisées de la France de consommer la scission entre Paris et les départements, de faire la paix à tout prix, de décapitaliser Paris révolutionnaire, d'écraser les revendications ouvrières, de rétablir une monarchie, nul crime ne lui coûtant».

(Rochefort, *le Mot d'Ordre*).

Dans un livre, paru longtemps après la Commune: *Un diplomate à Londres,* chez Plon, 10, rue Garancière à Paris, 1895, on lit, entre mille choses du même ordre prouvant l'entente cordiale de M. Thiers avec ceux qui, dans leurs rêves, voyaient danser des couronnes sur des brouillards de sang:

«M. Thiers avait fait placer à l'ambassade de Londres des orléanistes: le duc de Broglie, M. Charles Gavard, etc...

Il était, dit l'auteur de ce livre, *bien difficile de saisir la nuance exacte des termes pleins de déférence, mais*

exclusivement respectueux, dans lequel il, (le comte de Paris) *s'exprimait à l'égard de M. Thiers. J'ai eu la bonne idée de prier le prince de prendre lui-même la plume et il a écrit sur ma table la dépêche suivante:*

Le comte de Paris est venu samedi à Albert-Gate-House, il m'a dit que l'ambassade était territoire national, il avait hâte d'en franchir le seuil; sa visite avait d'ailleurs spécialement pour objet d'exprimer au représentant officiel de son pays la joie profonde que lui causait la décision par laquelle l'Assemblée nationale venait de lui ouvrir les portes d'une patrie qu'il n'a jamais cessé d'aimer par dessus tout.

Il m'a demandé tout particulièrement d'être l'interprète de ses sentiments auprès du chef du pouvoir exécutif et de lui transmettre l'assurance de son respect.

La dépêche est partie le soir même, avec la simple addition: S.A.R. Mgr. devant le nom du comte de Paris».

(Un diplomate à Londres, pp. 46-47).

Londres, 12 janvier 1871.

On lit, à la page 5 de ce même livre: *«On avait les d'Orléans sous la main, les derniers événements ayant rendu les Bonaparte impossibles».*

Il est superflu d'en citer plus, ce serait tout le volume.

Oh! si, de nos jours, quelque prétendant avait un cœur d'homme, comme il jetterait les sanglantes défroques dont veulent l'affubler des gens vivant dans le passé! Comme il prendrait sa place dans le combat, parmi ceux qui veulent la délivrance du monde!

Tandis que M. Thiers s'occupait des prétendants qu'on avait sous la main, il n'oubliait rien pour noyer dans le sang les mouvements vers la liberté qui se proposaient en France.

Les Communes de Lyon et de Marseille, déjà étouffées par Gambetta, renaissaient de leurs cendres.

«Nous voulons, écrivait la Commune de Marseille à la Commune de Paris, le 30 mars 1871, *la décentralisation administrative, avec l'autonomie de la Commune, en confiant au conseil municipal élu de chaque grande cité les attributions administratives et municipales.*

L'institution des préfectures est funeste à la liberté.

Nous voulons la consolidation de la République, la fédération de la garde nationale sur toute l'étende du territoire.

Mais, par dessus tout et avant tout, nous voulons ce que voudra Marseille».

Ces élections devaient avoir lieu le 5 avril, à 6 heures du matin; c'est pourquoi le général Espivent réunit aux équipages de la *Couronne et Magnanime* toutes les troupes dont il put disposer et, le 4, il bombarda la ville.

Un coup de canon à blanc avait averti les soldats; mais, comme ils rencontrèrent une manifestation sans armes suivant un drapeau noir et criant: *Vive Paris!* Ils se laissèrent entraîner par la foule, avec les artilleurs et la pièce de canon qui venait de tirer deux autres coups.

Espivent, de l'autre côté, par le fort Saint-Nicolas, faisait bombarder la préfecture où il supposait la Commune.

Landeck, Megy, Canlet de Taillac, délégués de Paris, allèrent avec Gaston Crémieux trouver Espivent et lui exposèrent qu'il ne voudrait pas faire égorger des hommes sans défense.

Espivent, pour toute réponse, fit arrêter Gaston Crémieux et les délégués de Paris, contre l'avis formel ses officiers.

Il fut obligé, cependant, de laisser aller ces derniers qui avaient mission de lui signifier les volontés de Marseille; (les élections libres et les gardes nationaux seuls chargés de la sécurité de la ville).

«Moi, dit Espivent, *je veux la préfecture dans dix minutes, ou je la prends de force dans une heure».*

«Vive la Commune!» s'écrièrent les délégués et à travers la foule et les soldats fraternisant avec le peuple, ils partirent.

Espivent fit cacher derrière les fenêtres des réactionnaires et des chasseurs. La fusillade dura sept heure, soutenue par les canons du fort Saint-Nicolas.

Quand cessa le feu, la terre était couverte de cadavres.

Tandis que le sang coulait dans les rues pleines morts, le Galiffet de Marseille donna l'ordre de fusiller les prisonniers à la gare (c'étaient des garibaldiens qui avaient combattu contre l'invasion de la France et des soldats qui n'avaient pas voulu tirer sur le peuple). Une femme, son enfant dans ses bras, et un passant qui trouvaient sévères les ordres d'Espivent, furent passés par les armes ainsi que quelques autres citoyens de Marseille, entre autres le chef de gare, dont le jeune fils demandait grâce pour son père. Espivent écrivait à son gouvernement, à Versailles:

«Marseille, 5 avril 1871,
Le général de division à M. le ministre de la guerre.
J'ai fait mon entrée triomphale dans la ville de Marseille avec mes troupes; j'ai été beaucoup acclamé.
Mon quartier général est installé à la préfecture. Les délégués du comité révolutionnaire ont quitté la ville individuellement hier matin.
Le procureur général près la cour d'Aix qui me donne le concours le plus dévoué lance des mandats d'amener dans toute la France; nous avons cinq cents prisonniers que je fais conduire au château d'If.
Tout est parfaitement tranquille en ce moment à Marseille.
Général Espivent».

Ainsi fut définitivement égorgée la Commune de Marseille, par ce même Espivent, qui sur des données fantastiques mena dans le port de Marseille la fameuse chasse aux requins dont pas un seul n'existait.

Malgré les épouvantables répressions de Marseille, Saint-Étienne se leva.

Le préfet de Lespée y rétablit d'abord l'ordre à la façon d'Espivent, on cita de lui cette phrase: *«Je sais ce que c'est qu'une émeute: la canaille ne me fait pas peur!».*

La canaille, comme il disait, le connaissait si bien, qu'ayant momentanément repris Saint-Étienne, elle le fit arrêter et conduire à l'Hôtel-de-Ville où sa mort arriva dans des circonstances inattendues.

De Lespée avait été confié à deux hommes, nommés un Vitoire, l'autre Fillon: ils devaient simplement veiller sur lui.

Vtoire était une sorte de girondin, Fillon au contraire était si exalté, qu'il s'était mis deux écharpes, souvenirs de luttes passées, l'une autour de la taille, l'autre flottant à son chapeau.

Bientôt, une discussion s'éleva entre Vitoire qui cherchait à excuser le préfet, et Fillon, qui citait le propos tenuu par De Lespée.

Vitoire continuant à soutenir de Lespée, Fillon, hors de lui, tira un coup de revolver à Vitoire, l'autre au préfet, et reçut lui-même, un coup de fusil d'un des gardes nationaux accourus au bruit. - Il avait tant vu trahir, le pauvre vieux, qu'il en était devenu fou, ne s'imaginant partout que trahisons.

La mort de Lespée fut reprochée à tous les révolutionnaires, celle de Fillon à son meurtrier.

Étant, il y a quelques années, en tournée de conférences, d'anciens habitants de Marseille, me racontèrent avoir été frappés comme d'une vision, lorsque le vieux Fillon, en avant de tous, marchait à l'Hôtel-de-Ville, son écharpe rouge flottant à son chapeau, ses yeux lançant des éclairs.

La bouche largement ouverte, jetant par dessus tous des cris qu'on entendait au loin: *«En avant! En avant la Commune!»*... la Commune! déjà c'était un spectre, celui des représailles.

Les mineurs remontés des puits s'étaient joints au soulèvement, mais ce ne fut point la garde nationale qui maintint la sécurité dans la ville; l'ordre fut fait par la mort.

Narbonne alors se leva. Digeon, caractère de héros, avait entraîné la ville.

Une première fois les soldats sont, eux aussi, entraînés.

Raynal ainé, ayant été l'auteur d'une attaque de la réaction, est pris comme otage.

La proclamation de Digeon se terminait ainsi:

«Que d'autres consentent à vivre éternellement opprimés! qu'ils continuent à être le vil troupeau dont on vend la laine et la chair!

Quant à nous, nous ne désarmerons que lorsqu'aura fait droit à nos justes revendications, et si on a recours encore à la force, pour les repousser, nous disons, à la face du ciel, nous saurons les défendre jusqu'à la mort!».

Brave Digeon! il avait vu tant de choses, qu'au retour de Calédonie nous l'avons retrouvé anarchiste, de révolutionnaire autoritaire qu'il avait été, sa grande intégrité lui montrant le pouvoir comme la source de tous les crimes entassés contre les peuples.

Narbonne, ne voulant pas se rendre, on fit venir des troupes et des canons. Les autorités de Montpellier envoyèrent deux compagnies du génie, celles de Toulouse fournirent l'artillerie, celles de Foix, l'infanterie. Carcassonne envoya de la cavalerie; Perpignan, des compagnies d'Afrique. Le général Zents prit le commandement de cette armée, à qui on suggérait qu'il fallait traiter comme des hyènes et des ennemis de humanité, ces gens qui se soulevaient pour la justice et l'humanité.

Quand on leur eut fait sentir l'odeur du sang, on découpla ces meutes.

Le combat commencé de nuit, dura jusqu'à deux heures de l'après-midi.

La ville n'étant plus qu'un cimetière, elle se rendit.

Digeon resté seul à l'Hôtel-de-Ville ne voulait pas capituler, la foule l'emporta; le lendemain seulement, il fut arrêté, ne voulant pas se dérober.

Dix-neuf soldats du 52ème de ligne, condamnés à mort, pur avoir refusé de tirer sur le peuple, ne furent pas exécutés parce qu'on craignit les vengeances populaires; on se contenta de passer par les armes sommairement ceux qu'on rencontra dans la lutte.

Narbonne conserva les noms des dix-neuf du conseil de guerre.

C'étaient: Meunier, Varache, Renon, Bossard, Meyer, Parrenain, Malaret, Lestage, Arnaud, Royer, Monavent, Legat, Ducos, Adam, Delibessart, Garnier, Charruet, René.

Au Creusot, le soulèvement avait eu lieu avant la Commune de Paris, il commença par un guet-apens, contre les ouvriers sur la route de Montchanin, où à chaque révolte ils se rendaient d'abord pour avertir leurs camarades.

Des individus suspects, ayant été vus sur la route en voulant se rendre compte, quinze hommes y furent tués, par l'explosion d'une bombe qui y avait été placée: c'est ainsi que le gouvernement pensait avoir arrêté le mouvement.

Le Creusot s'éveilla, à la nouvelle du 18 mars; une première fois les troupes furent retirées: *Faites votre Commune,* avait dit le commandant. Le Creusot se mit en fête, criant: *Vive la Commune!*

Alors, la troupe revenue en plus grand nombre dissipa les manifestants, qui cependant purent faire prisonniers des agents de Schneider, qui se mêlaient dans leurs rangs, en criant: *Vive la guillotine!* avouèrent leur mission d'agents provocateurs.

Les révolutionnaires du Creusot envoyèrent des délégués à Lyon et à Marseille, où régnait une grande agitation.

A Lyon, la place de la Guillotière était pleine de foule, un appel affiché dans toute la ville, conviait les populations à ne pas être assez lâches, pour laisser assassiner Paris et la République.

Non, les Lyonnais n'étaient pas lâches, mais le préfet Valentin et le général Crauzat, disposant de forces considérables, ils s'en servirent comme ils ne l'eusse jamais fait contre l'invasion.

La garde nationale de l'ordre se réunit à l'armée; l'écrasement de la Commune de Lyon commença.

Le combat dura cinq heures à la Guillotière et nombreuses places dans la ville;.

Albert Leblanc, délégué de l'Internationale, n'ayant pu passer pour aller à la Guillotière, prit dans la ville sa place de combat.

Après ces cinq heures de lutte terrible d'homme armés contre des bataillons, la Commune de Lyon fut morte.

Des secousses, pareilles à celles qui agitent les membres de quelqu'un frappé mortellement en pleine vie, se firent sentir longtemps dans les grandes villes après que le mouvement y eut été saigné à la gorge.

De nombreux documents existent sur les soulèvements de Bordeaux, Montpellier, Cette **(*)**, Béziers, Clermont, Lunel, L'Hérault **(**)**, Marseillan, Marsillargues, Montbazin, Gigan, Maraussan, Abeilhan, Villeneuve-lès-Béziers, Thibery.

Toutes ces villes et nombre d'autres avaient résolu d'envoyer des délégués à un congrès général qui devait s'ouvrir le 14 mai, au grand théâtre de Lyon.

Des lettres de réprobation furent envoyées à Versailles par les villes de province. On sait les noms de Grenoble, Nyons, Mâcon, Valence, Troyes, Limoges, Pamiers, Béziers, Limoux, Nîmes, Draguignan, Charolles, Agen, Montélimar, Vienne, Beaune, Roanne, Lodève, Tarare, Châlons. Malon, bien informé, comptait par milliers les lettres indignées de province à la ville maudite.

En apprenant la nomination de la Commune de Paris, Le Mans se leva. Deux régiments de ligne envoyés de Rennes et des cuirassiers appelés pour écraser, les manifestants, fraternisèrent avec eux.

Le comité radical de Mâcon inscrivit à la tête de son manifeste envoyé à la Commune: *«La République est au-dessus du suffrage universel... Les coups d'État et les plébiscites sont les causes directes de tous les malheurs qui nous accablent».*

Le plébiscite venait encore de le montrer et la nomination de l'assemblée de Bordeaux n'est pas sans mystères quand on se rend compte du mouvement qui agita la France entière. Du reste, les dessous du suffrage universel ne peuvent être un secret pour personne; si on ajoute l'effroi des répressions, on verra que les villages seuls purent être complètement dupes, tout le reste du pays fut maintenu par la terreur.

L'adresse du comité radical de Mâcon à la Commune de Paris était signée: P. Ordinaire, Pierre Richard, Orleat, Lauvernier, Seignot, Verge, Chachuat, Jonas, Guinet, en date du 9 mars 71.

Les républicains de Bordeaux publièrent également leur manifeste, et le projet d'un congrès convoqué a Bordeaux, dans le but de déterminer les mesures les plus propres à terminer la guerre civile, assurer les franchises municipales et consolider la République.

La Commune était alors la forme qui semblait la plus facile pour assurer la liberté. Ce manifeste était signé: Léon Billot, journaliste, Chevalier, négociant, Cousteau, armateur, Delboy, conseiller municipal, Deligny, ingénieur civil, Depuget, négociant, Sureau, capitaine de la garde nationale, Martin, négociant, Million, chef de bataillon de la garde nationale, Parabère, idem, Paulet, conseiller municipal sortant, Roussel, négociant, Docteur Sarreau, journaliste, Saugeon, ancien conseiller général de la Gironde, Tresse, propriétaire.

Tous gens venant à la Commune non par entraînement, mais en considération des tendances générales, peut-être aussi en dégoût des menées de Versailles, dont on peut avoir une idée par la circulaire qui suit, transmise hiérarchiquement, et dont on eut connaissance par une mairie de Seine-et-Oise.

«Note pour M. le maire,
Surveiller journellement les hôtels et les garnis, tenir la main à ce que les maîtres de ces établissements inscrivent sur leurs registres de police le nom des personnes admises à loger, faire représenter ces registres à la mairie, au commissaire de police, ou à la gendarmerie.

(*) Comprendre aujourd'hui *Sète. (Note A.M.).*

(**) Sans doute une erreur de montage; on peut penser comprendre: *Clermont-l'Hérault, Lunel. (Note A.M.).*

Inviter, par un arrêté spécial, les particuliers qui logeraient momentanément des étrangers à la localité, d'en faire la déclaration à la mairie, en donnant le nom des personnes, avec le lieu et la date de la naissance, leur domicile et profession.

Surveiller les auberges, cafés et cabarets. Empêcher qu'aucun journal, de Paris, puisse y être lu».

Toute la hiérarchie des employés, hauts ou petits, du gouvernement de Versailles, devait s'occuper de besognes policières, et la France entière était devenue souricière. - A mesure que se découvraient ces indignités, les consciences se révoltaient.

Rouen, dès les premiers jours d'avril, les francs-maçons déclarèrent adhérer pleinement au manifeste officiel du conseil de l'ordre, qui porte inscrits sur son drapeau, les mots liberté, égalité, fraternité. - Prêche la paix parmi les hommes, et au nom de l'humanité, proclame inviolable la vie humaine et maudit toutes les guerres, il veut arrêter l'effusion du sang et poser les bases d'une paix définitive, qui soit l'aurore d'un avenir nouveau.

Voilà, disaient les signataires, ce que nous demandons énergiquement, et si notre voix n'est pas entendue, nous vous disons ici que l'humanité et la patrie l'exigent et l'imposent.

Le président d'honneur de la maçonnerie rouennaise, Desseaux. - Le vénérable des *Arts réunis*, Hédiard; le vénérable de la *Constance éprouvée,* Loraud; le vénérable de la *Persévérance couronnée,* E. Vienot.

Les T:S. des *Arts réunis* et de la *Persévérance couronnée*, Hédiard et Goudy; le président du conseil philosophique, Dieulie, et par mandements des ateliers réunis., et de l'*Orient* de Rouen; le secrétaire Jules Godefroy.

L'effusion du sang! L'humanité! Combien ces gens- là, malgré leurs titres moyen-âge, parlaient une langue inconnue encore des sauvages de Versailles!

Le 26 avril, cinq cents membres répondant à l'appel du comité fédéral, se réunirent salle de la Fédération, à deux heures de l'après-midi. Le parquet fit cerner la salle, et le commissaire central Gérard, avec vingt cinq agents, firent leur entrée, pour procéder à des arrestations, ils trouvèrent la salle vide, l'heure de la réunion ayant été avancée, ils saisirent quelques papiers, et se rendirent chez les membres de la fédération de l'Internationale. Quelques-uns furent arrêtés: Vaughan, Cord'homme, Mondet, Fristch, Boulanger.

Ceux qu'on pensait les meneurs étant sous les verrous, les autorités craignant encore, parlaient de les envoyer à Belle-Isle-en-Mer, ou même plus loin; vingt-cinq composaient cette première fournée.

Le Gaulois publia à Versailles, des détails effrayants sur les prisonniers.

Il y avait tant de découvertes et ramifications, malgré la diligence faite au parquet criminel de Rouen, pour terminer l'instruction du procès des Communeux, l'affaire trop complexe ne pourrait être évoquée immédiatement.

«Le secret qui avait d'abord été appliqué aux prisonniers venait d'être levé. Nous pouvons, ajoutait le Gaulois, fournir quelques détails sur les principaux accusés.

Cord'homme le principal est à la fois riche propriétaire et marchand de vins en gros; il avait été élu conseiller général pour le faubourg de Saint-Séver lors des élections de 70.

Opinions politiques à part, il est assez aimé dans le pays, c'est un honnête homme qui a toujours eu la manie révolutionnaire.

Vaughan, adjoint au maire de Darnetal près Rouen, membre très influent et très actif de l'Internationale, passe pour un chimiste distingué, est-ce à cela qu'il a dû la verve plus que gauloise, avec laquelle il a écrit un poème sur certain sujet; Cambronne fait dans sa cellule des vers sur le directeur de la prison, attitude très ferme.

Delaporte, ancien rédacteur du journal le Patriote, supprimé par l'autorité prussienne, jeune homme qu'on dit être très intelligent.

Les pièces relevées par M. Leroux, juge d'instruction, sont au nombre de deux.

La première est un appel à l'abstention pour les dernières élections municipales.

Appel formulé d'une façon blâmable, vis-à-vis du gouvernement légal de Versailles.

La seconde, est une adhésion à la Commune de Paris, ou du moins une copie non signée de cet acte. Cette pièce trouvée chez le nommé Frossart, cordonnier à Elbeuf; également impliqué dans le complot».

(*Le Gaulois,* 14 avril 1871).

Ce n'est pas d'aujourd'hui, que les brouillons non signés, comptent comme revêtus de signatures. Ce n'est pas d'aujourd'hui non plus, que ceux qui réclament leur liberté, se défient de celle que leur offre l'ennemi, les élections auxquelles les révolutionnaires de Rouen refusaient de prendre part, devaient être quelque chose comme un plébiscite gouvernemental.

La population apeurée de Versailles, devant ces accusations qui n'en étaient même pas, tremblait d'épouvante, conseillant de se tenir sur ses gardes, parce qu'un des accusés Ridnet, ancien officier d'état-major de l'armée du Havre, contre lequel on ne trouvait absolument rien, avait été mis en liberté provisoire, sur sa parole, de se présenter à la prison si on découvrait quelque chose.

A Montpellier, Toulouse, Bordeaux, Grenoble, Saint-Étienne, le mouvement toujours étouffé se réveilla toujours; les journaux poursuivis renaissaient de leurs cendres, emplissant Versailles d'effroi, malgré ses canons bombardant Issy, Neuilly, Courbevoie, et les armées de volontaires appelés contre Paris, sans grand résultat, étaient si intime minorité que Versailles attirait par la peur de voir partager ce qu'ils n'avaient pas.

A Paris, naïfs au contraire par générosité, les Communeux laissaient le vieux et non moins naïf Beslay,coucher à la Banque pour la garder au besoin de sa vie, s'imaginaient l'honneur de la Commune attaché là. Sur la foi de de Pleuc, il crut avoir sauvé la révolution en sauvegardant la forteresse capitaliste.

Il y eut un moment où tous, à Paris, venaient à la Commune, tant Versailles se montrait féroce, toutes les villes de France demandaient la fin des tueries (elles ne faisaient que commencer).

Le manifeste de Lyon, en date du 5 mai, disait que de tous côtés des adresses avaient été envoyées à l'Assemblée et à la Commune pour leur porter des paroles d'apaisement, la Commune seule répondait.

Paris assiégé par une armée française après l'avoir été par les hordes prussiennes, tend une fois encore ses mains vers la province; il ne demande pas son concours armé mais son appui moral; il demande que son autorité pacifique s'interpose pour désarmer les combattants. La province pourrait-elle rester sourde à ce suprême appel?

Ce manifeste était signé par les membres de l'ancien conseil municipal, Barodet, Barbecat, Baudy, Bouvalier, Brialon, Chepié, Colon, Condamin, Chaverot, Cotlin, Chreslin, Degoulet, Despagnes, Durand, Ferouillat, Henon, membres du conseil sortants; Hivert, Michaud, Vathier, Pascot, Ruffin, Vaille, Vallier, Chapuis, Verrières, élus du 30 avril, démissionnaires.

La ville de Nevers envoya à la Commune, un manifeste demandant l'union indissoluble entre Paris et la France, la prompte dissolution, et au besoin la déchéance de l'Assemblée de Versailles, dont le mandat était expiré.

Le comité républicain de Melun, dont la devise était: *L'ordre dans la liberté!* déclara se rallier à ceux qui cherchaient à guérir les maux du pays, non en rétablissant un ordre de choses suranné, mais en assurant l'avenir. Les membres de ce comité se nommaient Auberge, Baucal fils, Derougemont, Daudé, Despagnat, Delhiré, Dormoy, Drouin, Dupuy, Finot père, Hensé, Nivet, Pernetaini, Fouteau, Riol, Robillard, Saby, Thomas, Ninnebaux. Le manifeste fut envoyé dès le 24 mars 1871.

A Limoges, le 4 avril, les soldats d'un régiment de ligne qui y était caserné ayant reçu l'ordre d'aller renforcer l'armée de Versailles, la foule les conduisit à la gare, leur fit jurer de ne pas s'employer à l'égorgement de Paris, ils le jurèrent en effet, et remirent leurs armes à ceux qui les reconduisaient, puis retournèrent à la caserne, où devant leurs officiers la ville tout entière leur fit une ovation.

Les autorités se réunirent à l'hôtel-de-ville, et le Préfet étant en fuite, le maire se chargea de la répression, il ordonna aux cuirassiers de s'emparer du détachement qui refusait d'obéir, et de charger la multitude; alors le combat s'engagea et bientôt devint terrible, le parti de l'ordre, en force, eut la victoire, mais le colonel des cuirassiers et un capitaine furent tués.

Dans le Loiret, le mouvement révolutionnaire fut considérable, il y avait à Paris un comité d'initiative énergique ayant pour secrétaires François David, de Batile-sur-Loiret, Garnier et Langlois, de Meug-sur-Loire, ils envoyèrent des délégués chargés de s'entendre avec la Commune.

L'association jurassienne, les habitants de plusieurs villes de Seine-et-Marne, (et même de Seine-et-Oise)

malgré Versailles avaient également à Paris des comités correspondants.

Au nord de la France, toutes les villes industrielles aussi bien que les villes du Midi voulaient leur Commune.

L'Algérie, dès le 28 mars, donna son adhésion par l'adresse suivante.

«A la Commune de Paris, La Commune de l'Algérie.
Citoyens,
Les délégués de l'Algérie déclarent au nom de tous leurs commettants, adhérer de la façon la plus absolue à la Commune de Paris.
L'Algérie tout entière revendique les libertés communales;
Opprimés pendant quarante années par la double concentration de l'armée et de l'administration, la colonie a compris depuis longtemps que l'affranchissement complet de la Commune est le seul moyen pour elle d'arriver à la liberté et à la prospérité»
Paris, le 28 mars 1870.
Alexandre Lambert, Lucien Rabuel, Louis Calvinhac.

L'Émancipation de Toulouse quelques jours après le 18 mars jugeait ainsi les hommes de Versailles.

«Il y a en effet un complot, organisé pour exciter la haine des citoyens les uns contre les autres, et pour faire succéder à la guerre contre l'étranger la hideuse guerre civile. Les auteurs de cette criminelle tentative sont les drôles qui se gratifient indûment du titre de défenseurs de l'ordre, de la famille et de la propriété.
L'un des agents les plus actifs de ce complot contre la sûreté publique s'appelle Vinoy; il est général et fut sénateur».

L'Émancipation de Toulouse, fin mars 71.

Les premières histoires de 71, écrites lorsque le gouvernement était encore en délire de sang, n'osèrent à cause des répressions, toujours à craindre, mentionner tous les soulèvements révolutionnaires de France, correspondants à la Commune, à ceux d'Europe, et du monde, Espagne, Italie, Russie, Asie, Amérique. L'histoire en est partout à écrire comme prologue de la situation présente.